

TRAVAUX DU CENTRE INTERNATIONAL D'ÉTUDES  
POUR LA RÉNOVATION LIBÉRALISME

A  
DU

LE COLLOQUE  
WALTER LIPPmann

CAHIER N° 1

EDITIONS POLITIQUES, ÉCONOMIQUES ET SOCIOLOGIQUES  
LIBRAIRIE DE MÉDICIS

3, rue de Médicis

PARIS - VI<sup>e</sup>

1939  
(see inside back cover)

## AVANT-PROPOS

L'idée du Colloque Walter Lippmann fut suggérée par l'importance et le succès de l'ouvrage du célèbre publiciste américain, The Good Society, traduit en français, à la Librairie de Médicis, sous le titre de La Cité Libre. Les idées maîtresses de ce livre recoupaient et ampliaient de surprenante façon celles formulées vers la même époque, en d'autres ouvrages parus en ordre dispersé et écrits par des auteurs qui, en général, ne s'étaient jamais rencontrés, obéissaient à des préoccupations d'esprit différentes et étaient de formation intellectuelle fort variée<sup>1</sup>. Cette harmonie non préétablie, ce concert non concerté, esquissaient les linéaments d'une doctrine appelée par les uns « libéralisme constructeur », désignée par les autres « néo-capitalisme » et auquel l'usage semble prévaloir de donner le nom de « néo-libéralisme ».

Le signataire d'un de ces livres, qui est celui de ces lignes, prit l'initiative de réunir ces différents auteurs, leurs collègues et leurs amis autour d'une table de discussion, en vue de réviser le procès du capitalisme et de chercher à définir la doctrine, les conditions de réalisation, les tâches nouvelles d'un libéralisme véritable. Telle fut l'origine du Colloque Walter Lippmann, qui se tint à Paris, à l'Institut International de Coopération Intellectuelle, du 26 au 30 août 1938.

Ce Colloque aboutit à la création du Centre International d'Etudes pour la Rénovation du Libéralisme, dont le siège social est au Musée Social, 5, rue Las Cases, à Paris.

Le Colloque, ayant été improvisé en quelques jours, n'était pas primitivement destiné à la publication; aussi seules les interventions en langue française et allemande furent-elles fixées par la dactylographie, d'une façon à peu près complète, à la différence des interven-

1. Surtout : Walter Lippman, *La Cité Libre*, 1938; Ludwig von Mises, *Le Socialisme*, 1938; L. Robbins, *L'Économie planifiée et l'ordre international*, 1938; L. Rougier, *Les Mythes économiques*, 1938, Librairie de Médicis; B. Lavergne, *Grandeur et déclin du Capitalisme*, 1938, Payot; L. Marlio, *Le Sort du Capitalisme*, 1938, Flammarion; Jacques Rueff, *La Crise du Capitalisme*, Editions de la Revue Bleue, 1935.

tions de langue anglaise<sup>1</sup>. En dépit de cette lacune, les discussions se révèlèrent à la lecture suffisamment intéressantes et édifiantes pour mériter d'être soumises, même sous une forme tronquée, au grand public.

Ce que ces pages ne sauraient rendre toutefois, c'est la physionomie morale de ce Colloque; c'est sa haute tenue, faite d'une absolue sincérité intellectuelle, d'un profond sens humain, et, parfois, d'une intense émotion. Chacun se savait à la veille d'événements dramatiques où allaient se jouer la paix des peuples et le sort de l'Europe; chacun était impatient d'engager sa part de responsabilité dans l'œuvre commune de redressement qui s'imposait. Ce fut, sans solennité inopportunne, vraiment une assemblée d'hommes de bonne foi, d'hommes de bien et d'hommes libres, convaincus que la chance suprême de la civilisation occidentale était dans le retour au libéralisme bien compris, seul susceptible d'assurer l'amélioration du niveau de vie des masses, la pacification entre les peuples, les franchises de la pensée et l'honneur de l'esprit humain.

LOUIS ROUGIER.

1. En particulier, les très intéressantes interventions du professeur F. A. von Hayek ne purent être reconstituées par lui de mémoire.

LISTE DES MEMBRES  
DU COLLOQUE WALTER LIPPmann

*Apparently never  
said a word*

R. ARON (France). *(initials)*

R. AUBOIN (France).

L. BAUDIN (France).

M. BOURGEOIS (France).

J. CASTILLEJO (Espagne).

J. B. CONDLIFFE (Grande-Bretagne).

A. DETŒUF (France).

F. A. v. HAYEK (Grande-Bretagne).

M. A. HEILPERIN (Pologne).

B. HOPPER (Etats-Unis).

B. LAVERGNE (France).

W. LIPPmann (Etats-Unis).

E. MANTOUX (France).

R. MARJOLIN (France).

L. MARLIO (France).

MERCIER (France).

L. v. MISES (Ecole Autrichienne).

A. PIATIER (France).

M. POLANYI (Grande-Bretagne).

St. POSSONY (Autriche).

W. RÖPKE (Ecole Autrichienne).

L. ROUGIER (France).

J. RUEFF (France).

M. RÜSTOW (Turquie).

Dr SCHUTZ (Autriche).

Marcel van ZEELAND (Belgique).

# COLLOQUE WALTER LIPPmann

## OUVERTURE DU CONGRÈS

(Séance du vendredi 26 août, après-midi)

## ALLOCUTION DU PROFESSEUR LOUIS ROUGIER

L'idée du Colloque qui nous réunit aujourd'hui est née, chez les amis de Walter Lippmann, d'un sentiment commun : du sentiment de l'extrême importance, de l'importance décisive de son livre *The Good Society*, traduit en français, à la Librairie de Médicis, sous le titre *La Cité Libre*. Ce livre n'est pas seulement un très beau livre, lucide et courageux : c'est un maître-livre, un livre-clé, parce qu'il contient la meilleure explication des maux de notre temps. Ces maux sont avant tout d'ordre spirituel; ils dérivent d'une double confusion qui s'est peu à peu emparée de l'esprit des masses et des intellectuels. La première consiste dans l'antithèse posée entre socialisme et fascisme, le socialisme étant considéré comme la dernière sauvegarde des démocraties en péril, le fascisme étant considéré comme la dernière tranchée du capitalisme aux abois. La seconde ~~réside~~ <sup>confusion</sup> dans l'identité posée entre le libéralisme et la doctrine manchestérienne du *laissez-faire, laissez-passer*. En vertu de cette identification, on n'a pas grand mal à prouver que l'État démocratique ne peut demeurer indifférent en présence des maux engendrés par les crises économiques à grande amplitude, ni résister aux revendications des masses qui exigent un minimum de sécurité vitale, si bien que le libéralisme n'apparaît plus que comme une catégorie historique dépassée. Or, si le libéralisme est forcé, il ne reste plus d'autre option que celle que nous évoquons tout à l'heure : celle entre le socialisme ou le fascisme.

Le livre de Walter Lippmann démontre d'une façon péremptoire que socialisme et fascisme sont les deux variétés d'une même espèce. Ils procèdent, l'un et l'autre, de la croyance commune

Rouquier

qu'on peut réaliser une société plus juste, plus morale et plus prospère, où la recherche égoïste du profit individuel serait remplacée par la satisfaction altruiste des besoins collectifs des masses, en substituant à l'économie du marché, basée sur la propriété individuelle et sur le mécanisme des prix, une économie planifiée, basée sur l'étatisation, partielle ou totale, des moyens de production et sur les décisions bureaucratiques d'un organe central. Or, bien loin d'être plus morale et plus rationnelle, une telle économie ne pourrait être qu'une économie aveugle, arbitraire et tyrannique, entraînant un grand gaspillage de biens économiques et l'abaissement du niveau de vie des masses, car toute possibilité de calcul économique conscient lui serait refusée. Le calcul économique repose sur la détermination économique des prix sur les marchés, suivant la loi de l'offre et de la demande, ce qui suppose la propriété privée des instruments de production, et non sur la fixation politique des prix par un organe central comptable. L'économie planifiée ne peut être qu'une économie ordonnée suivant un plan arbitraire, qui substitute à la fin normale de toute activité économique, la satisfaction maxima des besoins et des goûts des consommateurs, des fins extra-économiques, détournant une énorme quantité de richesses de leur destination naturelle pour les investir dans des fabrications et dans des services improductifs, uniquement destinés à servir la politique du parti au pouvoir : armements, police, propagande, bureaucratie, travaux spectaculaires. Bien loin d'accroître la dignité et la liberté humaine, le planisme économique les supprime, car au lieu d'adapter la production à la consommation, ce sont les consommateurs, les travailleurs, les capitalistes, les chefs d'industrie qui doivent s'adapter aux exigences *a priori* du plan. C'est ainsi qu'on voit apparaître le travail forcé, le rationnement des consommateurs, les investissements contraints dans les pays planificateurs. C'est ainsi que la perte de la liberté des transactions implique la perte de toutes les autres libertés : liberté de consommer ce qui vous plaît, liberté du choix de l'emploi et de la résidence, liberté de réunion et d'association, liberté de pensée et d'expression, car on ne saurait tolérer la moindre suspicion contre l'excellence du plan qui prétend imposer une échelle uniforme des valeurs, un choix définitif de fins et de moyens en des domaines où les goûts et les préférences sont essentiellement individuels et variés.

Le drame moral de notre époque, c'est, dès lors, l'aveuglement

Planned economy  
is loss of all  
freedom(s)

des hommes de gauche qui rêvent d'une démocratie politique et d'un planisme économique, sans comprendre que le planisme économique implique l'État totalitaire et qu'un socialisme libéral est une contradiction dans les termes. Le drame moral de notre époque, c'est l'aveuglement des hommes de droite qui soupirent d'admiration devant les gouvernements totalitaires, tout en revendiquant les avantages d'une économie capitaliste, sans se rendre compte que l'État totalitaire dévore la fortune privée, met au pas et bureaucratise toutes les formes de l'activité économique d'un pays. Et c'est pourquoi les hommes de gauche et les hommes de droite semblent se liguer contre le libéralisme qui ne fait spécialement l'affaire d'aucuns, parce qu'il vise tout simplement à faire l'affaire de tout le monde, sans création de monopoles ni de priviléges. Et c'est pourquoi les hommes de gauche et les hommes de droite s'acharnent, avec un zèle commun inimaginable, à creuser la tombe des démocraties pour en faire le lit des dictatures.

Le second mérite du livre de W. Lippmann est d'avoir montré que le régime libéral n'est pas seulement le résultat d'un ordre naturel spontané comme le déclaraient, au XVIII<sup>e</sup> siècle, les nombreux auteurs des *Codes de la Nature*; mais qu'il est aussi le résultat d'un ordre légal qui suppose un interventionnisme juridique de l'État. La vie économique se déroule dans un cadre juridique, qui fixe le régime de la propriété, des contrats, des brevets d'invention, de la faillite, le statut des associations professionnelles et des sociétés commerciales, la monnaie et la banque, toutes choses qui ne sont pas des données de la nature, comme les lois de l'équilibre économique, mais des créations contingentes du législateur. Il n'y a, dès lors, aucune raison de supposer que les institutions légales, historiquement existantes à l'heure actuelle, soient, d'une façon définitive et permanente, les mieux appropriées à la sauvegarde de la liberté des transactions. La question du cadre légal le mieux approprié au fonctionnement le plus souple, le plus efficace et le plus loyal des marchés a été négligée par les économistes classiques, et mériteraît de faire l'objet d'un *Centre International d'Études pour la Rénovation du Libéralisme*. Être libéral, ce n'est donc nullement être conservateur, dans le sens du maintien des priviléges de fait résultant de la législation passée. C'est, au contraire, être essentiellement progressif, dans le sens d'une perpé-

Rouquier  
Planifié État  
= totalitarisé

Rouquier

tuelle adaptation de l'ordre légal aux découvertes scientifiques, aux progrès de l'organisation et de la technique économiques, aux changements de structure de la société, aux exigences de la conscience contemporaine. Être libéral, ce n'est pas, comme le « manchestérien », laisser les voitures circuler dans tous les sens, suivant leur bon plaisir, d'où résulteraient des encombrements et des accidents incessants; ce n'est pas, comme le « planiste », fixer à chaque voiture son heure de sortie et son itinéraire; c'est imposer un Code de la route, tout en admettant qu'il n'est pas forcément le même au temps des transports accélérés qu'au temps des diligences.

Dix Rahmen-  
ordnung

Nous saisissons aujourd'hui mieux que les grands classiques en quoi consiste une économie vraiment libérale. C'est une économie soumise à un double arbitrage : à l'arbitrage spontané des consommateurs qui départagent les biens et les services qui leur sont offerts sur le marché au gré de leurs convenances par le plébiscite des prix; à l'arbitrage concerté de l'État qui assure la liberté, la loyauté et l'efficience des marchés.

Govt. must 2.  
maintain  
functioning  
market

govt. intervention  
to open up com-  
petitive market

Goods bad  
Interventions  
(cf. Röpke)

A côté de cet interventionnisme juridique, y a-t-il place pour un interventionnisme économique de l'État? Le mot interventionnisme semble grevé d'un préjugé défavorable : en soi, il n'est ni bon, ni mauvais. Il est favorable ou dommageable suivant l'usage qu'on en fait. Il est recommandable s'il vise à rétablir la libre compétition et l'esprit d'entreprise; s'il aboutit à dégripper les facteurs bloqués de l'équilibre économique. Il est détestable, s'il prétend substituer à la libre compétition et au rôle régulateur des prix un planisme bureaucratique sans calcul économique possible.

A ce sujet, une des questions que nous aurons à examiner est la suivante : quelles formes d'intervention sont compatibles avec le mécanisme des prix, quelles formes sont incompatibles avec les lois du marché? MM. Röpke et Rueff se sont efforcés de déterminer les critères d'une telle discrimination. Nous savons tous fort bien que, si les tarifs douaniers ne rompent pas la balance des comptes dans les échanges internationaux, il en va tout autrement des contingentements et du contrôle des devises. De même, si des syndicats libres et des ententes volontaires sont compatibles avec l'économie concurrentielle, il n'en est pas de même des syndicats et des ententes obligatoires, doués de pouvoir réglementaire.

Rouquier

On peut reconnaître un troisième mérite au livre de Walter Lippmann : c'est de réintégrer les problèmes économiques dans leur contexte politique, sociologique et psychologique, en vertu de l'interdépendance de tous les aspects de la vie sociale. L'économie pure raisonne sur des modèles théoriques, qui impliquent des hypothèses simplificatrices, toujours éloignées de la réalité confuse et complexe. La science ne peut procéder autrement. Elle commence par l'analyse qui consiste à envisager des cas limites et isolés. Mais elle ne doit pas oublier que l'analyse n'est faite qu'en vue de la synthèse; elle doit, en compliquant les hypothèses, en réintroduisant les connexions entre les différents groupes de phénomènes sociaux, retrouver la réalité, dans son illogisme et sa profusion. En partant de *l'homo economicus*, qui agit d'une façon purement rationnelle au mieux de ses intérêts, elle doit retrouver l'homme de chair, de passion et d'esprit borné qui subit des entraînements grégaires, obéit à des croyances mystiques et ne sait jamais calculer les incidences de ses actes. Il ne suffit pas de dire que le problème du chômage ne se poserait pas si les migrations de la main-d'œuvre étaient libres, puisque, aujourd'hui, c'est un fait qu'elles ne le sont pas. Il ne suffit pas de dire qu'à la longue une crise économique, si grave soit-elle, se résorbe automatiquement, en dehors de toute intervention de l'État, par la tendance spontanée au rétablissement de l'équilibre, si les masses souffrent et n'ont pas la patience d'attendre le long délai d'amortissement des cycles de grande amplitude. On ne peut, au surplus, revenir d'une économie dirigée à une économie progressivement libérale que par un interventionnisme en sens contraire, ayant pour but le rétablissement de l'équilibre non contraint. En bref, il ne faut plus se contenter de raisonner *in abstracto*; il faut accepter le monde tel qu'il est et étudier comment, en dépit de sa sottise, on peut essayer de l'améliorer.

\* \* \*

Nous nous trouvons ainsi dans l'obligation de résoudre, avant d'aborder l'*Agenda du libéralisme*, deux questions préalables :

La première est la question classique : *le déclin du libéralisme, en dehors de toute intervention de l'État, est-il inévitable par suite des lois mêmes de son propre développement*, comme le soutiennent les marxistes, ainsi que quantité d'excellents esprits qui se

Douglas

défendent d'être inféodés à l'obédience marxiste, qui ne sont pas des doctrinaires, qui sont des praticiens de la vie courante des affaires et qui veulent s'en tenir à la constatation pure et simple de leur pratique professionnelle.

La seconde question préalable est la suivante : *le libéralisme économique peut-il satisfaire les exigences sociales des masses?* Ces exigences ont existé de tout temps; mais, par suite du prodigieux essor de la population européenne et américaine au XIX<sup>e</sup> siècle, par suite de la diffusion de l'instruction, par suite des solidarités professionnelles nouvelles, elles sont parvenues soudain à une claire et impérieuse conscience d'elles-mêmes. Les masses réclament sans rémission un minimum de sécurité vitale : c'est soulever le problème des crises et le problème du chômage. Il est certain que le chômage chronique est, en majeure partie, le résultat de l'assurance-chômage. Faut-il se contenter de cette constatation et ne pas chercher comment y remédier autrement que par la suppression de cette assurance, en recourant à la rééducation professionnelle par exemple, s'il est avéré que les masses ne reviendront jamais sur le principe des assurances sociales? En un mot, *le libéralisme peut-il répondre aux exigences sociales du monde actuel?* Car, ce qui attire les masses vers les États totalitaires, n'en doutons pas, c'est la croyance fallacieuse que l'économie planifiée peut leur garantir un minimum vital, même si ce minimum est une gamelle, une caserne et un uniforme. Les masses sont prêtes à abandonner leur liberté entre les mains de celui, chef ou messie, qui leur promet la sécurité.

Un cas particulier du problème de la sécurité est celui de la défense nationale. S'il n'y avait pas de frontières économiques entre les peuples, ce problème sans doute ne se poserait pas. Mais, c'est un fait qu'il en existe. Que vaut alors l'argument classique : la présence des États autarciques, au sein de l'Europe et le caractère totalitaire de la guerre moderne obligent les démocraties pacifiques à planifier leur économie en vue de préparer une guerre défensive? La présence de M. Possony parmi nous sera précieuse pour discuter cet argument et nous montrer dans quelle mesure nous devons ou ne devons pas imiter en cela nos périlleux voisins.

C'est seulement après avoir tranché ces deux questions préalables que nous pourrons aborder les tâches propres de ce que l'on peut appeler le *libéralisme positif*; que nous pourrons dresser l'inventaire des problèmes théoriques et pratiques, stratégiques

et tactiques, que pose le retour à un libéralisme révisé qui est tout simplement le retour à l'état de civilisation. C'est seulement alors que nous pourrons aboutir à des conclusions pratiques efficaces.

Rouquier

Car il importe d'aboutir à des conclusions pratiques efficaces. Il importe d'aboutir, en vertu du second sentiment qui justifie notre présence ici. Ce sentiment est celui de notre responsabilité d'intellectuels. La raison profonde du drame de notre époque, c'est, selon une formule célèbre de Benda, la trahison des clercs. Jamais les clercs n'ont autant trahi que de nos jours. Jamais ils ne se sont montrés plus empressés à revêtir des livrées de couleurs différentes comme les coureurs de char de l'Hippodrome de Byzance. En Russie, ils enseignent que tout s'explique par la lutte des classes aboutissant, en vertu des lois messianiques du matérialisme dialectique, à une société sans classes qui sera l'avènement du Royaume de Dieu; en Allemagne, ils enseignent que tout s'explique par la lutte des races et le mystère du sang qui doit conduire au Volkstum et à des guerres zoologiques comme l'écrivait déjà, en 1871, Ernest Renan à Strauss; en Italie, ils enseignent que tout s'explique par la volonté de puissance des États qui suscite la création des empires et leur conflit fatidique. Jamais le mot de Pascal n'est devenu si actuel : *vérité en deçà des Pyrénées, erreur au delà*. Même les intellectuels qui dénoncent avec le plus d'appréciation les méfaits de la politisation de la culture dans les États totalitaires, par l'appui qu'ils apportent aux partis extrêmes dans leur propre patrie trahissent la cause qu'ils font profession de défendre : ils dénoncent les crimes de l'Hitlérisme et du Fascisme, mais ils se taisent sur les procès de Moscou; en voulant socialiser l'économie et en déclenchant le syndicalisme révolutionnaire, ils affaiblissent le front des démocraties et font le jeu des dictatures, si bien que les meilleurs alliés des tyrannies sont souvent ceux qui se proclament leurs plus irréductibles adversaires.

Être un clerc qui ne trahit pas, Messieurs, ce n'est pas être quitte lorsqu'on a accompli sa tâche académique, sa tâche de savant et de professeur. C'est prendre sa part des maux de son temps; c'est descendre dans la mêlée pour y combattre avec les armes de l'esprit; c'est militer, c'est lutter pour la sauvegarde et la rénovation du seul régime économique et politique compatible

*Rouquier*

avec la vie spirituelle, la dignité humaine, le bien commun, la paix des peuples et le progrès de la civilisation : le libéralisme. Nous devons interpréter le vieux adage : *primum vivere, deinde philosophare*, non comme justifiant l'abdication de la pensée devant les nécessités économiques et les servitudes politiques, mais comme le devoir, avant tout autre devoir, de réaliser précisément les conditions matérielles, économiques et politiques qui seules permettent d'assurer le règne de la pensée libre. Et c'est pourquoi nous sommes ici.

### ALLOCUTION DE WALTER LIPPmann

#### I

*Lippmann*

Chaque semaine, la Cour Suprême des États-Unis tient séance pour délibérer avant de rendre ses arrêts. L'usage veut, que dans ces délibérations, la parole soit prise en premier lieu par le juge le moins ancien, et en dernier lieu par le juge le plus ancien. C'est, disent les gens irrévérencieux, parce que les plus anciens pensent plus lentement. Mais ceux qui connaissent mieux la question leur répliquent que les juges inexpérimentés ne sont si prompts à parler que parce qu'ils ont moins de savoir.

Quoi qu'il en soit, cet usage excellent s'appliquera aux conférences dans lesquelles nous devons discuter les problèmes qui se posent pour assurer le maintien, la défense, la permanence et le progrès d'une société d'hommes libres. Je suis heureux de prendre la parole à la première séance, et de pouvoir ainsi exprimer la reconnaissance que je dois à tant d'entre vous qui me succéderont ici.

Dès l'abord, nous nous heurtons à un fait brutal : le siècle du progrès vers la démocratie, vers l'individualisme, vers la liberté économique, vers le positivisme scientifique, s'est terminé par une ère de guerres, de révolution, et de réaction. C'est pourquoi je suis d'avis que nous ne ferons rien si nous nous laissons aller à penser, et si nous donnons l'impression que notre but est de réaffirmer et de ressusciter les formules du libéralisme du xixe siècle. Il est évident, pour moi tout au moins, que la liberté n'aurait pas été anéantie dans la moitié du monde civilisé, si gravement

Lippmann

compromis dans l'autre moitié, si l'ancien libéralisme n'avait eu des défauts essentiels. Cet ancien libéralisme, ne l'oublions pas, a été professé par les classes dirigeantes de toutes les grandes nations de la civilisation occidentale. Certes, sous son règne, on a fait de grandes choses. Mais il n'en reste pas moins vrai que cette philosophie s'est montrée incapable de se survivre à elle-même et de se perpétuer. Elle n'a pas pu servir de guide à la conduite des hommes, soit en leur montrant le moyen de réaliser leur idéal, soit en leur apprenant à poursuivre un idéal réalisable. Et je ne vois pas le moyen de conclure autrement qu'en constatant que l'ancien libéralisme a dû être un conglomérat de vérités et d'erreurs, et que nous perdrons notre temps si nous nous imaginons que défendre la cause de la liberté équivaut à espérer que l'humanité revienne naïvement et sans réserve au libéralisme d'avant-guerre.

Nous imaginer cela, ce serait croire qu'il n'y a rien de plus à faire que de réaffirmer, d'exposer, d'enseigner, de populariser un corps de vérités connues, puis d'attendre, le plus patiemment que nous pourrons, que les hommes les reconnaissent de nouveau. Il me semble que penser ainsi, c'est non seulement n'apporter aucune contribution à la solution des grands problèmes de l'humanité, mais encore nier l'existence même de ces problèmes. On pourrait, par exemple, démontrer avec une irréfutable évidence que tout irait pour le mieux si les hommes vivants agissaient en hommes économiques dans la vie économique, en citoyens d'une démocratie dans la vie politique, en humanistes dans la vie sociale. Mais une démonstration de ce genre, basée sur des hypothèses qui sont le fruit d'une abstraction, n'est utile et nécessaire qu'en tant qu'exercice intellectuel. Si l'on veut la considérer comme une règle de conduite, une abstraction de ce genre ne fait que supposer le problème résolu; elle dénature les faits bruts pour justifier la conclusion désirée.

Il est évident qu'il n'y aurait pas de problème social si nous savions déjà comment le résoudre, et c'est pourquoi je dis que la première tâche des libéraux consiste aujourd'hui, non pas à faire des exposés et de la propagande, mais à chercher et à penser. En présence de la débâcle du libéralisme du xix<sup>e</sup> siècle, il serait vain pour eux d'attendre tranquillement la résurrection de M. Gladstone, et de croire que leur mission consiste à répéter les formules du siècle dernier.

Lippmann

Leur mission consiste non pas à répéter les formules, mais, à examiner à nouveau les principes fondamentaux (implicites et explicites), du genre de vie auquel les Occidentaux ont aspiré, de la civilisation qu'ils se sont efforcés de créer. J'ai l'impression que, dans tous les pays, cette grande enquête a déjà commencé, et qu'une réunion comme celle-ci n'est qu'une des manifestations du fait que les hommes commencent à se rendre compte qu'ils sont obligés aujourd'hui d'entreprendre une révision fondamentale de toutes leurs idées. Car il est inconcevable qu'un bouleversement qui menace de détruire toute la structure de la civilisation ne provoque pas une telle enquête. Le défi est total, et tous les hommes en sont totalement l'objet. Il s'adresse à la religion, à toute religion, à la science, à l'ensemble de la culture occidentale, à la conception même du droit, à l'essence de la propriété, à l'initiative, au travail, à l'invention, à la création, à l'individu, à toute foi, à toute charité, et à l'inviolabilité de la personne humaine.

Nous avons le droit de supposer que les inspirations et les énergies qui, de la barbarie originelle de l'humanité, ont fait sortir la religion, la science, le droit, la propriété, le travail libre, la charité et le respect humain, ne sauraient être effacées par une barbarie nouvelle, quelque férocemement méthodique qu'elle soit. Sans quoi l'humanité serait toujours restée soumise, dans une docile stupeur, à la tyrannie triomphante. Mais on a vu les hommes se réveiller de leur docilité et de leur terreur. En vingt-cinq siècles de lutte, les hommes se sont frayé un chemin à travers l'oppression pour parvenir aux premiers éléments d'une civilisation libre. Je ne sais pas ce qui leur a donné la volonté de désirer, d'imaginer et de réaliser une civilisation libre. Mais, quoi que ce soit, cette cause cachée doit être toujours présente, c'est toujours une chose avec laquelle il faut compter parce qu'elle est inhérente à la nature humaine. En dépit de toutes les inerties, de toutes les hostilités, l'énergie civilisatrice a mûri pendant plus de deux mille ans; elle ne peut pas être effacée en dix ans. Et je crois que nous en avons la preuve. Car plus les despotismes durent, plus ils sont obligés de se montrer constamment et férocemment oppresseurs. Pourquoi? Pourquoi n'arrivent-ils jamais à régner avec confiance sur leurs sujets? Parce qu'ils sont incapables d'anéantir l'élan qui a créé la civilisation qu'ils s'efforcent de détruire. Aussi avouent-ils leur échec chaque fois qu'ils aggravent leur intolérance.

C'est pourquoi nous savons que ce qui nous préoccupe, c'est quelque chose de plus durable, de plus universel, et de plus profondément humain que les formules doctrinaires du libéralisme du XIX<sup>e</sup> siècle. Et c'est pourquoi nous faisons fausse route chaque fois que nous adhérons à l'une des nombreuses sectes libérales. Chaque fois que nous confondons la cause de la liberté avec des doctrines comme celles du droit naturel, de la souveraineté populaire, des droits de l'homme, du gouvernement parlementaire, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, du laissez-faire ou du libre-échange. Ce sont là des concepts que les hommes ont utilisés à certains moments et dans certaines circonstances historiques. Souvent, ils ont servi à forger et à conquérir une émancipation partielle. Mais ils n'ont pas été la cause première ni l'énergie motrice, et le sort de la liberté n'est lié à aucune des théories libérales. C'est pourquoi nous devons nous réserver le droit de réviser les prémisses de toutes les théories libérales, et de n'accorder à aucune d'entre elles une valeur dogmatique et définitive.

Car ce que nous recherchons, ce n'est pas à ressusciter une théorie, mais à découvrir les idées qui permettent à l'élan vers la liberté et la civilisation de triompher de tous les obstacles dus à la nature humaine, aux circonstances historiques, aux conditions de la vie sur cette terre. C'est une œuvre de longue haleine, qui exige des efforts soutenus, des concours étendus, et la noble patience de ceux qui cherchent sincèrement et humblement la vérité. Avant qu'elle s'achève, l'humanité traversera, je le crois, une expérience religieuse très profonde et très vaste; elle devra évaluer de nouveau la science et son rapport avec la philosophie et la morale, elle devra réviser la notion de l'État, de la propriété, des droits individuels et de l'idéal national. Les hommes civilisés devront soumettre à un nouvel examen les conceptions qu'ils trouvaient neuves avant la guerre, résolus qu'ils seront à découvrir celles qui sont et ne sont pas compatibles avec les nécessités vitales et l'idéal permanent de l'humanité. C'est à ces nécessités vitales et à cet idéal permanent, et non pas aux doctrines du XIX<sup>e</sup> siècle, qu'il faut se référer pour entreprendre la reconstruction du libéralisme. Aussi cherchons-nous, non pas à enseigner une vieille doctrine, mais à contribuer dans la mesure de nos moyens à la formation d'une doctrine dont aucun d'entre nous n'a plus qu'une vague intuition à l'heure présente. Et nous devons penser au libéralisme non pas comme à une chose accom-

*Lippmann*

plie jadis et aujourd'hui vieillie, mais comme à une chose encore inachevée et encore très jeune.

## II

Les caractères généraux et le domaine de l'œuvre intellectuelle à accomplir me paraissent nous être indiqués par ce que nous savons aujourd'hui des États totalitaires : le Communisme, le National-Socialisme, et le Fascisme. Tous trois s'attaquent totalement à l'ensemble des traditions de la civilisation occidentale, et repoussent non pas quelques principes, mais tous les principes essentiels et les institutions déterminantes de notre culture. Ils nient l'existence de toute règle, de toute unité de mesure, juridique ou éthique, qui puisse ou doive limiter ou guider l'arbitraire d'une nation, d'une race ou d'une classe. Ils nient qu'il y ait des moyens qui ne soient pas justifiés par les fins qu'eux-mêmes choisissent arbitrairement. Ils nient l'existence de toute obligation de vérité, de justice ou de charité liant tous les hommes. Ils ne se contentent pas de violer toutes ces règles morales. Ils nient que ces règles aient la moindre valeur et le moindre titre au respect de l'humanité.

Aussi leurs politiques ignorent-elles entièrement la loi, au sens exact du terme. C'est-à-dire qu'ils nient qu'une loi, pour être valable, doive émaner d'une autorité dûment constituée; qu'une loi, pour être respectable, doive avoir quelque rapport évident avec la justice morale; que les lois doivent être appliquées dans le respect des formes légales et dans un esprit d'équité. Ils ruinent la loi dans ses fondements et dans son application, dans son principe et dans sa pratique, et remplacent le règne du droit par les commandements arbitrairement improvisés d'une oligarchie temporairement dominante.

Ils ont rejeté les principes du droit, et ont par là même renversé le principe de l'État sous toutes ses formes, monarchique, aristocratique, parlementaire et démocratique. En effet, tous les États civilisés du monde occidental ont admis leur responsabilité devant une instance supérieure et transcendante à la volonté personnelle des gouvernants : devant Dieu, devant la tradition, devant les anciennes coutumes, devant une constitution, ou devant le libre consentement d'au moins une partie de la population.

Ayant rejeté le principe du droit et de la responsabilité de l'État, ayant acquis le monopole de la force physique, les États totalitaires ont créé une situation dans laquelle aucun individu, aucune association d'individus, aucune institution n'a en principe, et ne peut avoir en pratique, la moindre indépendance, ni la moindre sécurité. C'est ainsi que les églises, même lorsqu'elles sont protégées, sont tolérées non point en vertu d'un droit, mais par raison d'État. Elles sont ainsi privées de l'inalienable sécurité que donne un statut consacré et autonome. L'éducation, l'étude, la science et la pensée sont non seulement privées de toute indépendance, mais encore elles sont directement et ouvertement subordonnées aux fins de la classe dirigeante, et aucune idée n'est adoptée par suite de sa conformité avec la vérité objective. L'État totalitaire ignore la propriété, car la propriété est une création du droit et il n'y existe pas de droit. Dans une certaine mesure on permet aux gens de conserver un certain contrôle sur certains de leurs biens; mais ces biens ne sont pas leur propriété, parce qu'ils sont en tout temps, et à tout moment, à la disposition des autorités. L'État totalitaire ignore le droit de disposer de son travail, car le temps et l'énergie de chacun peuvent être à tout moment arbitrairement réquisitionnés. L'État totalitaire ignore en principe la famille, car l'État se réserve en principe le droit de s'emparer des enfants, de séparer des familles en enrôlant les parents, de déterminer arbitrairement le droit de succession et d'héritage, sans préavis, sans discussion, sans formalités administratives et sans procédure judiciaire. L'État totalitaire ignore le droit des individus à s'associer volontairement pour s'entraider, pour collaborer, pour s'instruire, pour se distraire, ou simplement par amitié, car dans tous les États totalitaires le droit d'association est soumis à la surveillance et à l'ingérence de la police secrète, et toute association, qu'il s'agisse d'un groupement organisé ou d'une simple réunion amicale, se trouve dissociée du fait de l'encouragement officiellement accordé aux indicateurs, aux espions et aux délateurs.

Je rappelle ces phénomènes bien connus de tous, et de vous en particulier, afin de souligner que la rébellion totalitaire de notre temps n'est pas seulement dirigée contre le libéralisme et la démocratie du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle s'attaque à l'ensemble de la tradition du monde occidental, à sa religion, à sa science, à son droit, à son état, à sa propriété, à sa famille, à sa morale et à sa conception de la personne humaine. Mais je tiens à souligner par-

Lippmann

*Lippmann*

ticulièrement que cette attaque menace d'une ruine commune toute sorte d'intérêts qui, jusqu'à présent, étaient considérés comme séparés par des oppositions irréconciliables. Nous voyons aujourd'hui un spectacle extraordinaire : théologiens et savants, croyants et incroyants, catholiques, protestants, juifs et libres-penseurs, monarchistes, démocrates, patrons et travailleurs, en somme tous les partis, toutes les factions, toutes les sectes, tous les intérêts dont les antagonismes ont posé les problèmes des deux derniers siècles, sont obligés de reconnaître que s'ils ne trouvent pas un terrain commun de défense contre la volonté de domination des États totalitaires, ils seront tous ruinés ensemble.

Cela devrait leur enseigner que les disputes et les divisions qu'ils entretiennent depuis si longtemps proviennent non pas de conflits inconciliables, mais de leur inaptitude intellectuelle à découvrir les principes d'unité que dissimulent leurs différends apparents. Ces principes d'unité existent cependant et l'on pourra les découvrir un jour : la preuve en est dans le fait que la philosophie totalitaire attaque chacun de ces intérêts divers en son centre vital. Dans le système totalitaire, il n'y a pas plus de place pour le théologien que pour le savant, pour la propriété privée que pour le travail libre, pour l'aristocratie que pour la démocratie. Et si tous ces intérêts divers doivent aujourd'hui se défendre ensemble, il s'ensuit qu'ils doivent implicitement posséder en commun beaucoup de choses qui valent la peine d'être défendues.

C'est là, je crois, qu'est la grande mission des penseurs contemporains : découvrir et formuler, rendre explicite ce que les hommes civilisés ont en commun, ce que des hommes, possédant des préjugés et des opinions en apparence si différents, trouvent aujourd'hui nécessaire de défendre ensemble. Il y faudra un grand travail d'analyse des vieux conflits, des vieilles confusions, afin de construire une grande synthèse dans laquelle tous les intérêts permanents de l'humanité civilisée trouveront leur place et leur rang légitimes. Le monde que nous avons connu avant la guerre meurt de sa confusion et de son incohérence. Mais dans l'agonie qu'il traverse et doit encore traverser, le monde civilisé ne peut que chercher et trouver une philosophie universelle qui, par son humanité totale, puisse maintenir la tradition de la civilisation en dépit d'un ennemi totalement inhumain.

## III

Certains d'entre vous jugeront peut-être que tout cela est loin des questions politiques immédiates qui se posent de nos jours. Je ne m'en excuse pas, parce que je suis profondément convaincu que cette révision des idées humaines, que cette analyse et cette synthèse que nous appellerons la reconstruction du libéralisme, est la discipline nécessaire, l'indispensable expérience dans laquelle les énergies vitales du monde civilisé doivent s'unir pour se défendre contre le danger qui les menace. Ce que mon ami le professeur Rougier appelle les *mystiques* des régimes totalitaires est une chose qui rend les volontés humaines profondément dynamiques. La résistance exige une volonté encore plus grande. Ce qui peut engendrer, et ce qui engendre déjà à mon avis cette volonté, c'est la conviction croissante qu'ont les hommes civilisés que les éléments essentiels de la vie humaine sont en jeu. Je crois que les énergies spirituelles de la résistance, comme les ressources matérielles des nations menacées, sont en dernière analyse infiniment plus fortes. Car ce sont toutes les énergies qui ont fait la civilisation moderne. Elles pourront être réunies lorsque leurs exigences communes seront mises en évidence, et cet éclaircissement revêt par conséquent, une importance pratique immédiate et urgente.

Mais je dois aller plus loin, et déclarer que même si le monde était en état d'écouter les enseignements des libéraux, les libéraux ne seront pas prêts à guider une action tant qu'ils n'auront pas révisé et reconstruit leur philosophie, tant qu'ils n'auront pas découvert une synthèse nouvelle conciliant des antithèses aussi évidentes que celle qui existe entre la liberté individuelle et la souveraineté populaire, entre l'ordre et la liberté, entre la souveraineté nationale et la sécurité internationale, entre le pouvoir des majorités et la continuité de l'État, entre la stabilité et le changement, entre la propriété privée et le bien public, entre la liberté et l'organisation sociale. Tant que le diagnostic ne sera pas plus précis et plus complet, les remèdes que les libéraux pourront suggérer ne seront guère que des improvisations. Reconnaissons donc notre ignorance, mais ne nous décourageons pas sous le prétexte qu'il nous faut faire profession d'humilité.

Bien plus, même si nous étions sûrs des remèdes indiqués par la philosophie libérale, ils seraient difficilement applicables à

L'Appel au

*Lippmann*

l'Europe d'aujourd'hui, et ne seraient qu'en partie applicables à l'Amérique. Car le fait qui domine le monde contemporain, c'est que toutes les nations sont obligées de se préparer à une guerre qui peut éclater à tout moment. Et il est incontestable que toute société libérale, quelle qu'elle soit, suppose une très grande confiance dans le maintien de la paix. Il est impossible de concevoir une société libérale dans laquelle la préoccupation politique dominante serait la mobilisation en vue de la guerre. Lorsque cette préoccupation existe, il ne peut y avoir de liberté de la propriété et du travail, il est impossible de traiter des affaires basées sur la foi à la parole donnée et sur le crédit, ni de conclure des contrats à long terme, et il ne peut y avoir de relations dépendantes du bon vouloir d'autrui.

En temps de guerre, il n'y a pas de liberté, et plus la préparation à la guerre s'intensifie, moins il peut y avoir de liberté. C'est pourquoi, tant que la perspective de la guerre continue à dominer nos existences, tout est fonction, non pas du bien-être des hommes libres, mais des nécessités militaires qui s'imposent à eux pour préparer leur défense. Ne nous étonnons donc pas, et ne nous plaignons pas davantage, lorsque nous voyons les pays menacés accepter un nombre de plus en plus grand de contraintes inhérentes à une économie de guerre. Certes, nous avons le droit de critiquer certaines mesures particulières qui nous paraissent aller à l'encontre de leur but, qui sont stupides, ou qui sont prises en considération d'intérêts égoïstes, et non pas de l'intérêt national. Mais nous devons nous demander s'il est possible d'organiser une économie de guerre selon les principes du libre-échange. Si nous croyons qu'une guerre défensive peut être imposée à l'Europe, voire au monde, nous devons, jusqu'à ce que la crise soit résolue, admettre franchement que nous sommes en train de nous organiser pour la guerre et non pas pour un genre de liberté qui n'est possible qu'en temps de paix.

Bien plus, je suis d'avis que les gens dont les idées préconçues sont libérales sont en mesure d'apporter une contribution importante à l'organisation de la défense. Car ils comprennent mieux que les adhérents de tout autre idéologie la différence de principe essentielle qui sépare l'état militaire de l'état libéral. Aussi doivent-ils savoir très bien distinguer entre les mesures qui constituent vraiment une préparation à la guerre et celles qui, sous un camouflage militaire, ne sont destinées qu'à enrichir les profiteurs.

## IV

Je ne sais si je me suis bien fait comprendre. Sinon, c'est parce que c'est la première fois que j'essaie de faire ce que j'ai fait aujourd'hui, à savoir de formuler, ne fût-ce que pour moi-même, ce que je crois être le devoir de gens tels que ceux qui sont assemblés ici, à l'heure où nous sommes. Il me suffit de vous avoir donné un aperçu de mes convictions, à savoir que les libéraux ont pour mission, non pas d'exposer des doctrines dont la théorie a été achevée au xixe siècle, mais de prendre part à une vaste révision des idées humaines et de jouer leur rôle dans une lutte décisive pour la défense de la civilisation, en rétablissant l'ordre dans les esprits des hommes afin qu'ils puissent formuler clairement leurs volontés.

*Lippmann*

*End of Lippmann's talk*

## DISCUSSIONS

M. BAUDIN. — Je suis frappé par ce fait que MM. Rougier et Lippmann ont parlé du libéralisme en revêtant ce mot d'une nuance spéciale. Le libéralisme, pour eux, n'est pas celui d'hier, ce sera celui de demain : un libéralisme assagi, révisé, rénové. On se donne ainsi beaucoup de mal pour modifier le sens d'un terme ancien et on peut se demander s'il n'est pas préférable d'en choisir un autre.

Baudin  
Should the word  
"liberalism" be  
retained ??

Une définition correcte est une proposition dans laquelle l'attribut exprime l'essence du sujet; or la liberté n'est qu'un moyen alors que la fin est une certaine conception du développement de la personnalité humaine. *A priori*, le mot libéralisme ne paraît donc pas très heureux.

On objectera sans doute qu'il est nécessaire de créer une antithèse entre le libéralisme et le socialisme, ce dernier étant défini, comme le font plusieurs économistes, par une mise en commun des moyens de production obtenue par voie d'autorité. Mais, ici encore, la définition du socialisme semble insuffisante, car il y a dans cette doctrine bien d'autres idées qui dominent et commandent la mise en commun et la contrainte : primauté de la collectivité par rapport à l'individu, de la raison par rapport à la nature, idée de revendication contre des injustices, aspiration

(Baudin)

à l'égalité de fait etc... La mise en commun et la contrainte sont des corollaires.

L'antithèse fondamentale consiste dans l'opposition de l'individualisme et du socialisme, comme l'exigent les mots eux-mêmes. Le libéralisme qui, poussé à l'extrême, devient anarchisme, a pour contraire l'interventionnisme qui, étant exagéré, conduit à l'étatisme. Le mot individualisme semble donc, pour nous, préférable au mot libéralisme.

Ajoutons que la liberté, étant un moyen, peut être regardée comme désirable dans la mesure seulement où la fin peut être atteinte, c'est-à-dire dans la mesure où l'homme est capable d'en faire un emploi raisonnable et moral. On peut soutenir qu'il faut limiter la liberté en donnant à certains employés ou ouvriers un paiement en nature plutôt qu'un paiement en argent de manière à leur enlever le libre choix dans leurs achats. On leur assurera, par exemple, un logement sain alors que le salaire en monnaie aurait été dépensé au café ou au cinéma. Il y a donc quelque chose qui subsiste au delà de la liberté et vers quoi l'on doit tendre : l'individu lui-même. Nous devons chercher à sauver cet individu de l'emprise menaçante de la masse.

Dernier argument : nous aurons beau préciser le sens que nous donnerons au libéralisme, ce mot gardera celui dont on continue à le revêtir. Nous serons, bon gré mal gré, qualifiés de Manchettiens et l'on nous regardera comme des disciples de Bastiat, voire d'Yves Guyot ou de Molinari. Le libéralisme, pour beaucoup, c'est le laissez-faire, le laissez-passer, et l'on ajoute le laissez-souffrir. Sans vouloir être opportuniste, nous pensons que ce mot usé est dangereux. Nous préférerions, en prenant l'individualisme pour drapeau, nous placer dans l'ombre des grands classiques : Adam Smith, J.-B. Say et Stuart Mill.

En définitive, nous estimons qu'il faut placer l'idée avant le fait, l'homme avant la chose : on reproche assez à l'économie politique d'être inhumaine! Nous devons centrer la question sur l'individu plutôt que sur la liberté, et si nous adoptons le mot libéralisme, ne le faire qu'à titre provisoire en nous réservant de le modifier ultérieurement. C'est question à la fois de logique et d'opportunité.

Rouquier

M. ROUGIER. — Le terme de « libéralisme » est plus restrictif, à mon avis, que celui d'« individualisme ». L'anarchiste invoque

le caractère sacré de l'individu, de l'« Unique et son Moi » pour porter atteinte aux libertés des autres individus; ce n'est pas un vrai libéral. Le libéralisme implique le respect d'un ordre légal qui rend possible et aménage la coexistence des libertés de tous les individus d'une société.

M. MISES. — Le problème se présente différemment pour les diverses langues. Il convient en outre de tenir compte de la situation politique des différents pays. Il serait déplorable que l'abandon du terme de libéralisme puisse être interprété comme une concession aux idées totalitaires.

M. MARLIO. — A mon sens, le mot de libéralisme est le bon mot et celui « d'individualisme » ne correspondrait pas à ce qui nous intéresse aujourd'hui, les problèmes dont nous nous occupons ayant également un caractère politique. Il faut associer le mot politique au mot économique.

Ce qui pourrait se discuter, et ce qui devrait se discuter, c'est la question de savoir si la doctrine qui se dégagera sera suffisamment cataloguée par un mot unique, ou s'il faudra ajouter un autre mot qui montrera la nuance du libéralisme que nous avons en vue. Ce sera seulement à la fin des débats que nous pourrons savoir s'il faut ajouter un autre mot. L'idée de base c'est bien le libéralisme et c'est là le mot qui répond aux préoccupations qui font croire que le régime totalitaire n'est pas le bon régime.

M. CASTILLEJO. — Le mot « libéralisme » est un mot espagnol. Cela veut dire : libération contre l'absolutisme. L'absolutisme, quand le mot « libéralisme » fut inventé au XIX<sup>e</sup> siècle, signifiait une monarchie sans constitution, une monarchie arbitraire et sans loi. Libéral était alors le contraire de « servil ». Mais quand une démocratie devient absolue et quand la loi n'est que la volonté arbitraire d'une majorité, le libéralisme est forcément anti-démagogique et coïncide avec l'individualisme.

M. HAYEK. — Le problème est de savoir si ce qu'on désigne aujourd'hui par le mot libéralisme répond bien à nos aspirations.

M. DETOEUF. — Doit-on partir de cette idée? On doit consacrer une première séance à l'étude du libéralisme tel qu'il a fonctionné

Mises

Marlio

Nomé; some  
qualifications  
of liberalism  
(also see pp. 33  
& 102)

Castillejo

Hayek

Detoeuf

en réalité, afin de juger si ce système a assuré le maximum de bien-être.

*Marjolin*

M. MARJOLIN. — Le mot liberté prête à équivoque. Aucun de nous n'est pour la liberté en soi, surtout quand elle aboutit à l'écrasement du faible par le fort. Si nous sommes libéraux, c'est parce que nous pensons que la liberté doit permettre de réaliser certaines valeurs. Les préoccupations essentielles qui nous guident aujourd'hui sont au nombre de deux :

- 1<sup>o</sup> Réaliser le maximum de justice sociale;
- 2<sup>o</sup> Défendre la France contre les agressions extérieures.

Cette dernière préoccupation l'emporte pour moi sur toutes les autres. Et il ne me semble pas certain qu'il ne faille pas, pour assurer l'efficacité de la défense nationale et le succès de la guerre inévitable, renoncer à certaines formes de liberté. De même, je ne voudrais pas que l'on sacrifiât à une liberté formelle la possibilité de nouveaux progrès sociaux. En un mot, il me semble dangereux de considérer la liberté, entendue au sens courant du terme, comme la valeur suprême.

*Mantoux*

The essence  
of "liberalism"  
has nothing  
to do with the  
Manchester  
School, which  
was only a small  
sect in the large  
movement.  
But - see Detroy  
p. 33

M. MANTOUX. — Les observations de M. Marjolin montrent à quel point notre colloque pourra être utile, à quel point il est devenu nécessaire de faire connaître au public le sens véritable du libéralisme. Il est inouï qu'une philosophie politique aussi large, et qui ne fait qu'interpréter les progrès de la liberté humaine à travers les âges, soit aujourd'hui associée dans l'esprit du public, de par un accident historique, à la doctrine d'une petite secte d'économistes du XIX<sup>e</sup> siècle. Ainsi, parce qu'on condamne les idées de Dunoyer et de Spencer, on croit condamner la liberté tout court. Il est évident que pour un libéral, la liberté est une fin en soi, si on entend par là la possibilité, pour tout individu, de se réaliser pleinement. Ce n'est évidemment qu'un idéal inaccessible, mais le but de toute doctrine politique libérale doit être de découvrir les procédés qui permettront de rapprocher la réalité autant que possible de cet idéal, pour la majorité des hommes. Le sens du mot liberté est évidemment universel. Aussi longtemps qu'il restera associé à une certaine conception de politique économique, toute discussion du libéralisme sera impossible.

*Rouquier*

M. ROUGIER. — On ne peut engager la discussion sur le règne des fins. Pour les uns, la liberté possède une valeur absolue, pour

*but  
see*

*also see  
p. 62*

M. Marjolin elle n'a qu'une valeur relative. Le sujet précis de nos discussions est le suivant : « On a fait le procès du libéralisme; y a-t-il lieu de réviser les conclusions auxquelles ce procès a abouti? »

**M. RUEUFF.** — Il ne suffit pas de rechercher si les critiques adressées sont justifiées ou non; un des aspects essentiels de notre tâche est de voir si le régime qui se refuse à accepter les règles de l'ordre libéral est susceptible de durer.

Le problème technique revient à savoir si les régimes qui ne sont pas fondés sur le libre jeu du mécanisme des prix peuvent durer.

Pour moi, un régime fondé sur un dirigisme autoritaire n'est pas susceptible de durer; il va à une fin. Aucun des régimes totalitaires n'est dans un état permanent; ils évoluent tous vers une certaine fin.

**Pour le nom.** — Je suis hostile au mot néo qu'on a proposé. Si c'est notre conviction que notre effort doit tendre à restaurer le libéralisme, comme base permanente des régimes économiques et sociaux, il faut le dire en pleine lumière, sous la forme la plus provoquante. Le seul problème dans le monde est de savoir si on va vers le libéralisme ou non, et il faut le montrer clairement.

**M. DETCEUF.** — Un point important. À mon sens, le mot libéralisme est devenu équivalent de manchestérianisme. Or, nous ne sommes pas tous des Manchestériens. L'idée de justice co-existe chez certains d'entre nous avec de l'idée de liberté et les différencie des libéraux manchestériens. La fin du libéralisme, c'est pour moi la fin du régime qui admet comme intangible le dogme du « laissez-faire, laissez-passer »; or, l'abandon de ce régime n'est point la fin du libéralisme tel que le conçoit M. Lippmann.

**M. MARLIO.** — Je suis d'accord avec M. Detceuf.

Pour ceux qui sont moins informés de la doctrine libérale, M. Lippmann a établi avec clarté et force qu'on avait donné un sens abusif au laissez-faire. Laissez-passer ne voulait pas dire ne rien faire, mais agir. Pour beaucoup de gens mal informés, cela veut dire ne rien faire. Du moment que la formule du laissez-faire a été mal comprise, il est bon que nous marquions cela en décla-

Rueff

(I can't find  
any previous  
mention of it)

(cf. Marlio, p. 31)  
2 p. 102

Detceuf

also see  
p. 62

Marlio

rant que l'attitude libérale n'est pas seulement celle des bras croisés; le fait essentiel, c'est cela. A la fin des débats on verra si le mot libéralisme est suffisant ou s'il faut lui ajouter un adjectif.

Rouquier

M. ROUGIER. — La théorie du laisser-faire était à ses origines une doctrine d'action. Elle consistait à vouloir renverser le régime des corporations et des douanes intérieures. C'est plus tard et par un véritable contre-sens qu'elle est devenue une théorie du conformisme social et de l'abstention de l'État.

Heilperin

M. HEILPERIN. — De quoi voulons-nous discuter? Cette réunion est une réunion d'économistes. Le livre de M. Lippmann a posé le problème : « Étant donné qu'un certain ordre économique règne, quel est le régime le plus approprié pour le mettre en valeur? »

Le centre du problème est économique. Si nous voulons parler de tous ses aspects, nous risquerons fort de ne pas arriver aux conclusions.

Donc, limites générales : problème du système économique, rôle à jouer par l'État dans le cadre de ce système économique, place de l'individu dans ce système économique.

Il y a plusieurs modalités de ce système économique. Le jeu du mécanisme des prix est le critère qui doit servir à définir le système libéral. C'est là que doit se trouver le point de départ de nos discussions. Le mot de libéralisme a toujours été associé à ce genre de système économique. Nous devons donc limiter notre discussion au système économique, à son apparition, aux buts qui peuvent lui être assignés.

ses buts  
sous libéral

Rouquier

M. ROUGIER. — Le critère du libéralisme est celui du libre jeu des prix. M. Heilperin pose très justement la question. Le mieux est d'entrer demain dans le vif de la discussion.

I

LE DÉCLIN DU LIBÉRALISME  
EST-IL DUE A DES CAUSES ENDOGÈNES ?

(Séance du samedi 27 août, matin).

M. ROUGIER. — La question à l'ordre du jour est la suivante : Le déclin du libéralisme est-il inévitable, par suite de la tendance à la concentration des entreprises, des capitaux et à la formation des entreprises; de la substitution du capitalisme des grandes unités au capitalisme atomique? La concentration économique est-elle un effet nécessaire de l'évolution économique ou le résultat du privilège juridique? C'est ce que nous avons à discuter.

Rouquier

M. RÖPKE. — La tendance vers la concentration économique et, par suite, vers l'étatisation des entreprises est imputée surtout au développement de la technique et du machinisme. La technique se développe à mesure que le capital fixe augmente, c'est-à-dire à mesure que le coût général s'accroît chaque jour; c'est un développement qui exclut le mécanisme sur lequel la philosophie du libéralisme a été édifiée.

Röpke

Les entreprises deviennent plus grandes, le nombre de concurrents devient plus petit, le calcul du prix devient de plus en plus arbitraire. On peut distinguer les prix intérieurs et les prix extérieurs d'un pays; on peut choisir entre un prix comprenant une grande ou une petite partie du coût fixe selon les besoins de la concurrence. Cette tendance vers les grandes entreprises engendre le monopole.

On a dit que le monopole n'était pas une création de l'homme, mais la création de quelque tendance technique. On a dit que c'était une folie de lutter contre cette tendance. C'est un des arguments les plus sérieux et c'est pourquoi cette question a été mise en tête de la discussion.

Il faut distinguer entre cette tendance naturelle et les créations arbitraires des hommes, c'est-à-dire les lois, les coutumes que l'on peut toujours réviser.

Le libéralisme ancien a été basé sur l'état de liquidité du processus économique. Les unités étaient alors tellement minces qu'il n'y avait pas de bloc dans cet ensemble. C'est l'inverse qui se produit actuellement. L'économie s'est solidifiée en blocs compacts. L'automatisme n'existe plus, c'est l'État qui a tout réglementé. Nous sommes en marche vers l'Étatisme.

Mises

M. MISES. — Selon une conception déjà ancienne, l'organisation de l'industrie en cartels aurait démontré la réalité de la thèse marxiste de la concentration capitaliste. Mais dans la doctrine marxiste, la concentration résulte du libre jeu des forces économiques, alors que le développement des monopoles a été en fait amené par une politique économique interventionniste. Le protectionnisme a morcelé le système économique en une multitude de marchés distincts, et en réduisant l'étendue des unités économiques, a provoqué la création des cartels. Le protectionnisme ne peut avoir de résultats efficaces sur un marché national, où la production excède déjà la demande, que par la constitution d'un cartel susceptible de contrôler la production, la vente à l'étranger et les prix. C'est à la suite de l'adoption des mesures protectionnistes de l'État que les cartels existants se sont développés dans les diverses industries en question.

Dans nombre de cas, même cette intervention de l'État n'a pas suffi à elle seule pour amener la création des cartels. L'État a dû, par des lois spéciales, obliger les producteurs à se grouper en cartels. C'est ce qui s'est produit, par exemple, dans trois branches particulièrement importantes de l'industrie allemande : celles du charbon, de l'acier et de la potasse. Il est donc impossible de maintenir la thèse selon laquelle l'avènement des cartels aurait été le résultat naturel de l'action des forces économiques. Ce n'est point par le libre jeu de ces forces que les cartels prennent naissance, mais par l'intervention de l'État. C'est donc une erreur de logique que de vouloir justifier l'intervention de l'État en matière économique par la nécessité d'empêcher la formation des cartels, puisque c'est précisément l'État qui par son intervention a amené la création de ces derniers.

Nonsense. Accepted  
his premise: if  
cartels created by  
the state, then the  
state should abolish  
them. 2) Why  
do cartels so  
tenaciously resist  
anti-cartel laws??

La question ne se pose pas différemment pour les cartels internationaux. Nous laissons de côté ici les cas peu nombreux et d'une

Nonsense

Mises

portée limitée où les ressources naturelles en minerai créent, en raison de leur rareté, des conditions favorables à l'établissement de monopoles. En dehors de ces cas exceptionnels, les cartels internationaux n'ont pu se former que grâce au morcellement de l'unité économique mondiale par les barrières douanières. On n'ignore pas, d'autre part, que ce sont précisément les gouvernements qui ont poussé à la création de monopoles internationaux. On connaît suffisamment l'action des différents gouvernements sur les marchés du café, du caoutchouc, du blé, du coton, etc. L'échec de ces actions gouvernementales prouve mieux que tout autre argument la justesse de la thèse que nous soutenons, à savoir qu'aucune force ne mène, sur un marché libre, à la constitution de monopoles.

Il y a vingt-cinq ans, on prétendait justifier l'étatisation des chemins de fer par le fait que leur exploitation constitue un monopole. Aujourd'hui cependant la situation s'est complètement modifiée à cet égard. Le progrès technique a créé des concurrents dangereux aux chemins de fer; la route et, dans une certaine mesure, l'avion, tendent actuellement à supplanter le rail.

L'abondante documentation rassemblée aux États-Unis sur les abus des monopoles montre les moyens illicites employés par certaines compagnies en vue de s'assurer l'exclusivité du marché; mais le fait même que ces compagnies aient été tenues de recourir à des moyens illicites prouve précisément que le système capitaliste ne constitue pas un champ favorable au développement naturel des monopoles.

Ce n'est pas le libre jeu des forces économiques, mais la politique antilibérale des gouvernements, qui a créé les conditions favorables à l'établissement des monopoles.

C'est la législation, c'est la politique, qui ont créé la tendance au monopole.

M. DETOEUF. — Le rôle de l'État a été considérable et souvent décisif dans l'action vers la concentration économique, mais ce n'est pas le fait essentiel.

En général, les États sont intervenus quand, psychologiquement, ils ne pouvaient pas faire autrement. Dans la plupart des cas, l'intervention de l'État a été indépendante du régime politique : elle était imposée par le souci d'un minimum d'ordre.

Les chemins de fer constituent aujourd'hui, pour tous les États,

Nonsense

Well, then busines  
ness will form  
combinations,  
even if illegal  
— so how did  
the state create  
these combinations?  
This is 2, 2

Detoeuf

une très grosse charge. Là où ils appartenaient à des entreprises privées, l'État a été amené à les soutenir, pour éviter la ruine de toute une partie de la population. Or la question est de savoir si un État moderne peut supporter qu'une grande partie de la population se trouve ruinée. Si oui, l'interventionnisme est d'origine politique; si non, il est d'origine naturelle; il est une réaction spontanée de défense de l'organisme social. Le problème qui se pose pour le libéralisme manchestérien vient de ce que son évolution a conduit à une situation telle que tout le monde s'est trouvé plus ou moins ruiné ou son travail. La collectivité a essayé de remédier à cet état de choses, non pas en vertu de théories marxistes ou collectivistes. Elle a seulement tenté de faire au mieux et à trouvé, après coup, des justifications aux interventions qu'elle ne pouvait pas éviter.

Cet interventionnisme est indépendant, dans une certaine mesure, des frontières douanières. Je ne suis pas certain que, si les États-Unis d'Europe sans douanes existaient, il n'y aurait pas en Europe des sociétés de construction électrique beaucoup plus grandes que celles qui existent en Amérique. En Amérique, la concentration économique semble indépendante de l'intervention de l'État. D'ailleurs, elle se maintient par des moyens qui ne résultent pas toujours de ce que les prix de revient sont inférieurs à ceux de la petite entreprise, mais parce que la lutte n'est pas égale entre la grosse et la petite entreprise. La première a beaucoup de moyens d'action dont ne dispose pas la petite industrie. Le jour où une grosse entreprise menace ruine, il arrive que, même après avoir fait faillite, l'entreprise subsiste, et cela parce que les immobilisations sont quelque chose de tellement important qu'on a intérêt à la laisser subsister. Ce n'est qu'au bout d'un temps assez long qu'on voit disparaître une entreprise qui, selon la règle du libéralisme, aurait dû disparaître immédiatement.

A l'encontre de ce que dit M. Mises, il y a beaucoup d'ententes non fondées sur l'intervention des gouvernements, par exemple : l'entente de l'aluminium.

Mises

M. MISES. — Il s'agit de marchandises pour lesquelles il existe des droits de douane.

Detœuf

M. DETŒUF. — L'entente spontanée nationale a le même caractère qu'une entente internationale dans le cas où il n'y aurait pas

de droits de douane. Si l'intervention de l'État précipite et aggrave la concentration, celle-ci se produit spontanément, même en son absence.

M. MARLIO. — La concentration des entreprises est un phénomène utile et favorable au développement de l'économie et à son progrès.

Il est utile. Je n'ai pas été frappé par les objections formulées par M. Lippmann. Je ne nie pas que la concentration industrielle comporte des inconvénients, mais ils sont inférieurs à leurs avantages.

Les inconvénients : lorsqu'une grande affaire est montée sur un brevet spécial ou sur un outillage déterminé, elle a un certain désir de ne pas tout changer du jour au lendemain et par suite, une tendance à la stagnation. Par contre, si on cherche quels sont les moyens dont peuvent disposer les petites affaires ou une grande affaire concentrée au point de vue progrès technique de l'amélioration de la qualité, il n'y a pas de comparaison possible.

Prenons l'aluminium par exemple. Une très grosse affaire dépense tous les ans plusieurs centaines de millions en frais de fabrication; elle peut en affecter une partie pour des recherches scientifiques, alors que plusieurs affaires séparées ne pourraient pas le faire. Ces recherches faites avec des moyens financiers considérables ont permis un progrès plus grand.

Pour le consommateur, il semble que les grosses concentrations lui soient favorables. Si on veut suivre la marche d'un certain nombre de ces grandes concentrations, on constatera que les industries dans lesquelles les prix de vente ont le plus baissé sont celles où elles sont les plus grandes.

Pour le cartel de l'aluminium, il n'y a jamais eu que des baisses de prix et jamais de hausses. Ce sont, au contraire, dans les industries non cartellisées qu'on a vu augmenter les prix.

Ces concentrations ne sont donc pas un frein au progrès ni un désavantage pour le public. Il y en a de bien gérées. Ainsi, prenons deux cartels qui apparurent en même temps : celui de l'aluminium et celui du cuivre. Le second a été mal géré : on a eu en vue le profit immédiat à tirer plutôt que l'élargissement du marché; d'où effondrement du cartel.

Donc la loi économique libérale est intervenue pour faire sombrer le cartel mal géré. La loi économique vient rapidement rappeler à la sagesse ceux qui voudraient abuser.

En ce qui concerne l'intervention de l'État je partage l'idée de M. Detœuf, mais il y a un point spécial à considérer.

Nous ferons un travail intéressant, mais nébuleux, si nous cherchons à adapter un système économique dans le meilleur des mondes. Il faudra statuer sur le fait que le monde d'aujourd'hui est le plus mauvais. Comment passer du pire au meilleur? C'est là un problème très grave et très complexe.

En principe, je ne crois pas que l'intervention gouvernementale soit aussi dominante dans le phénomène de la concentration des entreprises. Souvent elle correspondrait à une idée juste, saine et favorable; mais la situation dans laquelle nous vivons, c'est-à-dire l'autarcie, a amené l'État à intervenir dans beaucoup trop de cas. Je rejoins ici M. Lippmann pour dire que si ces concentrations sont formées sous la forme de priviléges, elles sont très mauvaises. Par exemple, en France, la loi obligeant les Français de payer leurs chaussures trois fois plus cher que dans le monde l'établissement d'une entente obligatoire pour la fabrication des objets religieux etc... C'est de la folie.

Tant que la concentration reste sous le signe de la liberté, elle est bonne, mais si elle prend le signe d'un privilège, elle est mauvaise. Je suis opposé aux ententes obligatoires; dès que le développement des usines est soumis à des lois, nous tombons dans le régime totalitaire.

Dans la lutte entre la grosse affaire et la petite, c'est la grosse qui est favorisée car elle peut vendre un produit là où elle veut et peut ainsi faire tomber les prix. Mais il arrive qu'une petite affaire amène la grosse affaire à capituler.

Rüstow

M. Rüstow. — La question dont il s'agit est plus étroite: c'est celle de savoir si la concentration illimitée est une tendance immanente et naturelle de l'économie même, ou si c'est une tendance extra-économique et par là évitable.

M. Detœuf a dit qu'il y avait des situations dans le régime concurrentiel où l'État ne pouvait s'abstenir d'intervenir. C'est vrai sans doute. Mais on doit se demander comment ces situations ont surgi, si ce n'était pas l'État lui-même qui les a favorisées, ou même qui les a créées. Et l'on doit se demander encore dans quelle direction l'État devrait intervenir une fois pareille situation créée.

Sans doute, il y a une tendance à la concentration, qui est d'ordre purement économique, due aux progrès de la technique

et de l'organisation, donc immanente et légitime dans le système concurrentiel. Cette tendance économique ne tend pas au maximum, mais seulement à l'optimum de la concentration. Or, dans la plupart des cas, l'optimum purement économique de la concentration est sensiblement inférieur au maximum. La tendance à surpasser l'optimum économique de la concentration ne peut évidemment pas être une tendance d'ordre économique, dans le sens du système concurrentiel. C'est plutôt une tendance monopolisatrice, néo-féodale, prédatrice, tendance qui ne peut pas réussir sans l'appui de l'Etat, des lois, des tribunaux, des magistrats, de l'opinion publique.

Naturellement, les bénéficiaires du monopole cherchent à dissimuler ces rapports, et ce sont en même temps ceux qui connaissent les choses de plus près. Mais dans chaque cas où l'on fait une recherche à fond, le résultat a vérifié notre thèse.

Donc, ce n'est pas la concurrence qui tue la concurrence. C'est plutôt la faiblesse intellectuelle et morale de l'Etat, qui, d'abord ignorant et négligeant ses devoirs de policier du marché, laisse dégénérer la concurrence, puis laisse abuser de ses droits par des chevaliers pillards pour donner le coup de grâce à cette concurrence dégénérée.

M. MISES. — Il importe de distinguer entre la tendance naturelle de l'économie vers la concentration de l'exploitation par l'absorption des petites entreprises, d'une part, et la création des monopoles, de l'autre.

Le fait qu'une entreprise donnée est seule à produire et à vendre une marchandise donnée est, au point de vue économique, sans portée. L'élément décisif est ici de savoir si cette entreprise est à même d'accroître ses profits en réduisant le volume de ses ventes. Ce n'est point le monopole de la production et de la vente, mais l'existence d'un prix de monopole qui constitue le facteur essentiel.

Un grand nombre de producteurs ont en fait l'exclusivité du marché en ce sens qu'ils sont seuls à fournir une marchandise d'une qualité déterminée. Mais la plupart d'entre eux seraient dans l'impossibilité d'augmenter le prix sans s'exposer à une diminution considérable de leur profit par suite d'une baisse de leurs ventes. Ces producteurs ont le monopole de la production et de la vente, mais ils ne sont pas en état d'obtenir des prix de monopole.

7

!!

Well, see  
Eucken's qualifi-  
cation  
Wirtschaftspolitik,

Mises

*Lippmann*

M. LIPPmann. — Étant donné que le système juridique de la propriété a une influence, est-ce que, sans l'existence de la société à responsabilité limitée, la concentration eût été aussi forte?

*Mises*

M. Mises. — Le système juridique de la responsabilité limitée est indispensable à l'existence non seulement des grandes entreprises, mais aussi, très souvent, à des entreprises moyennes ou même petites. On ne saurait nier que les plus grandes entreprises n'auraient jamais pu être constituées sans l'application de ce système. Mais il convient de souligner de plus que certaines œuvres d'une importance vitale ne pouvaient être réalisées que par des entreprises de ce genre, et ne l'auraient pas été sans elles; il suffit de mentionner, à titre d'exemple, la construction de grandes voies ferrées transcontinentales ou le percement de l'isthme de Suez.

*Castillejo*

M. CASTILLEJO. — La responsabilité individuelle n'est pas moins limitée au volume du patrimoine individuel que la responsabilité d'une société par actions l'est au capital social. Il n'y a pas de différence juridique.

*Detœuf*

M. DETŒUF. — Peut-on assimiler une personnalité collective à une personnalité individuelle? On traite une personnalité collective comme une personne responsable. Les actionnaires d'une société anonyme sont moins responsables qu'un patron. L'un des avantages actuels de la société anonyme, c'est que l'homme qui y a mis ses fonds n'a que la responsabilité de ces fonds, et c'est l'une de ses faiblesses.

Sans la société anonyme la concentration se serait-elle développée au même point? Je crois assurément que non.

*Marlio*

M. MARLIO. — Les thèses de M. Lippmann ne me paraissent pas complètement justifiées, en ce qui concerne la différence signalée entre la société anonyme et l'individu. Il est exact que, lorsqu'on traite avec un fabricant, propriétaire de son affaire, on connaît la personne responsable; lorsqu'on traite avec une société on a affaire à une collectivité, dont il est peut-être plus difficile d'apprécier la bonne ou la mauvaise foi; mais je ne considère pas comme une faveur le fait de la limitation de la responsabilité des actionnaires au capital qu'ils ont souscrit; ce n'est pas un privi-

lège que l'on donne à une société, mais c'est un avantage que l'on donne à ses co-contractants.

Lorsqu'on traite avec un individu, on ignore complètement quelle est sa fortune, quelles sont ses dettes, quelle est sa solvabilité, lorsqu'on traite avec une société, on a des données plus complètes sur tous ces points.

M. Lippmann a marqué une seconde différence. La société anonyme est, selon lui, une véritable main-morte. Ce n'est pas tout à fait exact, car, si la société ne meurt pas, les actionnaires, qui sont les véritables propriétaires de l'affaire, sont mortels et paient les impôts de succession au même titre que les individus propriétaires de leurs affaires.

Une différence qui me paraît plus importante est la suivante :

Dans une société anonyme, la tendance à l'action est plus forte que dans la propriété privée d'un particulier limité par ses disponibilités, qui hésiterait à engager des dépenses. Cela ne veut pas dire qu'une forme de société est meilleure qu'une autre. Ainsi, aujourd'hui, ce sont les industries textiles qui sont dans une mauvaise position; or ce sont des industries de famille.

La grande différence est donc d'ordre psychologique. Celui qui est propriétaire est plutôt conservateur, hostile au développement, tandis que l'administrateur délégué est plus prêt à accueillir des nouveautés bonnes ou mauvaises. C'est le danger de la liberté.

M. DETŒUF. — C'est seulement parce qu'il est moins responsable, non pas parce qu'il est libre.

*Detœuf*

*Marlio*

M. MARLIO. — Est-ce que la proportion des faillites et des liquidations est plus grande dans les sociétés anonymes que chez les particuliers? Je ne le crois pas. Enfin, pratiquement, je ne vois pas comment une législation moderne pourrait s'opposer à l'association d'intérêts.

M. HAYEK. — Si la concentration des entreprises était due à une évolution technologique naturelle, ses formes devraient être d'abord la concentration horizontale et ensuite la concentration verticale. Or les formes les plus répandues sont les formes de concentration horizontale, et seulement ensuite, la concentration verticale, tout le contraire de ce que l'orientation technologique laisse supposer.

*Hayek*

*Mantoux*

M. MANTOUX. — Il ne faut pas oublier que les interventions de l'État n'ont pas toujours été, même inconsciemment, favorables à la concentration; elles ont souvent eu un effet indirect inverse. Ainsi, on a observé récemment en France que les charges imposées par la législation du travail incitaient les entreprises à s'adresser le plus souvent possible à de petits artisans indépendants, plutôt que d'organiser elles-mêmes des ateliers où les conditions du travail et les salaires seraient fixés par des conventions collectives, et où la législation de la durée du travail serait rigoureusement appliquée. Cette tendance s'est notamment manifestée dans les industries d'armements, qui demandent souvent à des artisans l'exécution de pièces détachées.

M. Detœuf, pour justifier l'intervention de l'État, a invoqué successivement deux motifs qui me semblent contradictoires. Il nous a dit d'une part que la concurrence pure et simple ne réussissait pas, à elle seule, à éliminer rapidement les entreprises non viables, et que l'État se voyait alors forcé d'intervenir. Il nous a dit également que l'État devait intervenir pour renflouer certaines entreprises, dont la disparition pourrait entraîner la ruine d'une grande partie de la population. Autrement dit, dans un cas, l'État intervient pour faire disparaître l'entreprise; dans l'autre, pour la faire subsister. Il ne m'apparaît pas qu'il y ait là le produit d'une évolution économique inévitable, mais bien d'une politique économique délibérée, sinon toujours parfaitement cohérente.

L'exemple des chemins de fer, choisi par M. Detœuf, est particulièrement intéressant. De quoi s'est-il agi pour tous les chemins de fer d'Europe? De savoir si l'État continuerait à maintenir des entreprises en perte, ou laisserait celles-ci disparaître au moins partiellement, au profit des usagers du nouveau moyen de transport, plus économique, qui était venu faire concurrence aux chemins de fer. L'intervention de l'État pouvait alors se baser sur quatre motifs principaux :

- 1<sup>o</sup> pour défendre les finances de l'État;
- 2<sup>o</sup> pour maintenir la valeur du capital des compagnies de chemins de fer;
- 3<sup>o</sup> pour éviter le chômage;
- 4<sup>o</sup> pour les besoins de la défense nationale.

Le premier motif est éminemment louable, comme les autres, du reste : mais si l'État souffre d'obligations juridiques envers

*(Montaux)*

une entreprise en déficit, le meilleur moyen me paraît de faire cesser au plus tôt ces liens juridiques, plutôt que de perpétuer l'existence d'une entreprise non rentable. Si cette entreprise doit être maintenue, c'est donc pour des motifs indépendants. J'ajoute qu'au point de vue fiscal, il peut être parfaitement légitime, pour l'État, d'intervenir, afin de rétablir l'équilibre des charges, si celles-ci, pesant unilatéralement sur les chemins de fer, est une des causes du déficit. Mais ce n'est plus un problème économique, mais fiscal, et jamais personne n'a prétendu que l'État libéral ne devait pas lever d'impôts.

Le second motif pose un problème très grave : tout progrès technique implique nécessairement qu'une partie du capital existant, surtout s'il est composé de biens économiquement spécifiques, doit perdre sa valeur. Mais on ne pourrait intervenir pour maintenir indéfiniment la valeur de ce capital menacé qu'en arrêtant complètement tout progrès technique. Il s'agit en pareil cas de savoir si l'intérêt d'une catégorie d'individus, ceux qui ont investi du capital dans les entreprises menacées, l'emportera sur celui de la collectivité, intéressée avant tout aux bénéfices économiques généraux du progrès technique. Il va sans dire que le rôle de l'État, même le plus libéral, sera d'empêcher que la transition ne soit trop brutale. Ceci est particulièrement important dans le cas du troisième motif, le problème du chômage technologique. Il est évidemment absurde d'arrêter tout progrès technique par crainte du chômage; mais il est exact que l'ancienne école libérale a complètement méconnu l'étendue des souffrances humaines dues aux « frottements », et qu'il faut adoucir les effets trop brutaux de toute transformation économique.

Enfin, le motif tiré de la défense nationale est très intéressant, s'il est justifié par les experts, mais ce n'est pas un motif économique, et, comme tel, il ne constitue pas un argument contre l'État libéral, auquel on n'a jamais nié, depuis Adam Smith, la fonction de défense.

Ces interventions ne me paraissent donc nullement dues à une évolution économique fatale, mais à des motifs plus ou moins conscients et plus ou moins avouables, que nous devons nous efforcer d'éclaircir.

## II

### LE LIBÉRALISME ET L'ÉCONOMIE DE GUERRE

(Séance du samedi 27 août, après-midi).

M. ROUGIER. — L'ordre du jour appelle la discussion suivante :

Le déclin du libéralisme est-il inévitable par suite de la tendance au nationalisme économique, due à des causes diverses. Parmi elles, une des plus souvent invoquées est la nécessité d'assurer la sécurité nationale, ce qui nécessiterait de recourir à une sorte d'auto-suffisance économique. Nous avons l'avantage d'avoir parmi nous un jeune économiste autrichien, Stefan Possony, qui a consacré un ouvrage considérable à l'économie de la préparation et à l'économie de la conduite de la guerre. Nous allons de suite lui donner la parole.

Rouquier

M. POSSONY. — On distingue deux formes d'économie, l'économie de prospérité et l'économie de guerre. Au sujet de l'économie de guerre, deux questions capitales se posent :

1<sup>o</sup> *Question des matières premières.* — Comment en assurer la production nécessaire?

a) Comment accroître la production nationale? Tout dépend de l'ampleur du déficit. S'il est égal ou inférieur à 5 %, cela est possible; s'il est supérieur à 5 %, c'est impossible. Le déficit est trop grand dans la plupart des pays pour que la possibilité soit suffisante.

b) Succédanés et substituts. En général, aucun pays très industrialisé ne serait dans le cas de se suffire, sauf les États-Unis. D'après les données, les besoins de guerre dépassent ce qu'un pays pourrait produire comme matières premières; il en est de même pour les matières synthétiques, car, pour les fabriquer, il faut avoir des matières de base. (Ex. l'Italie pour la caséine). Quand on veut produire trop de matières premières, le déficit risque de s'aggraver.

c) Question des stocks. Avec des stocks, on se heurte à une

Possony

impossibilité, car certains s'avarient et d'autres se déclassent par suite des progrès techniques.

2<sup>e</sup> *Question de la transformation de l'économie en vue de la guerre.* — Il faut considérer :

- a) Le potentiel de production.
- b) Les machines de guerre.

Il y a une limite au potentiel de production, de même pour les machines et l'industrie.

La conclusion est donc qu'il est impossible de prévoir les besoins de guerre.

Quelle est l'économie dès lors qui peut le mieux s'adapter à l'économie de guerre? C'est l'économie libérale par suite :

- 1<sup>o</sup> du maintien des relations extérieures;
- 2<sup>o</sup> de l'abondance du capital.

D'une manière générale, tout ce qui risque de réduire les ressources de capital d'une économie est nuisible.

En temps de guerre, une économie dirigée est-elle possible ou recommandable? L'argument en sa faveur consiste à dire que le but est déterminé en temps de guerre. Mais on se heurte à l'objection suivante : quels sont les buts de la guerre? Un autre argument contraire, c'est celui qui déclare que l'économie de guerre est pauvre; donc plus les ressources sont grandes, plus la rentabilité est grande. Les armes les plus efficaces — les chars, par exemple — commandées par les états-majors.

En temps de guerre, l'État doit intervenir pour rationner les consommateurs, fixer les salaires et le profit. La condition la plus favorable serait une classe d'entrepreneurs instruits. Le progrès technique étant plus accéléré, le système libéral se trouve mieux justifié.

Le maintien des prix libres pendant la guerre est-il recommandable? On ne peut résoudre la question.

En résumé, l'interventionnisme n'est pas justifié pour la préparation de la guerre. Même pendant la guerre, certains principes de l'économie libérale restent les meilleurs. L'État peut, dans certains cas, avoir des entreprises étatisées; il peut constituer des stocks, établir des impôts très lourds, il n'en reste pas moins vrai que la menace de guerre ne doit pas empêcher les démocraties de s'orienter vers une économie libérale. Plus la guerre exige une capacité d'initiative, plus l'économie bureaucratique se révèle inférieure à l'économie libérale.

*Marlio*

M. MARLIO. — Le système de l'économie dirigée comme préparation à la guerre est très mauvais, même du point de vue militaire, si on suppose que ce système est destiné à durer dix ou vingt ans.

Certains pays, pour fabriquer les produits qui leur manquent, inventent des substituts gros consommateurs de matières premières; si ce régime durait longtemps, il épuiserait toutes les matières premières. Aucun stock ne représente une valeur réelle au bout de quelques mois de guerre. D'après les calculs des états-majors de l'aviation, le stock des avions doit être changé au bout de deux mois. Non seulement les stocks se démolissent, mais ils se démodent.

Il y a aussi épuisement des ressources naturelles de la population. Pour l'U. R. S. S., son plan quinquennal a été fait sans endettement, mais en restreignant l'alimentation et les conditions de vie de la population.

Les arguments en faveur de l'économie dirigée ne valent que si la guerre doit être prochaine et courte. On peut trouver dans ce système des possibilités qu'on ne trouverait pas dans un pays d'économie libérale : par exemple le moyen de contrainte sur la population qui tient au régime de guerre (ex. : la suppression du beurre pour faire des canons).

*Heilperin*

M. HEILPERIN. — M. Possony dit que l'économie planifiée, dans un Etat qui prépare la guerre, mène à l'appauvrissement et progressivement à un épuisement des ressources. Donc l'emploi de cette méthode mine l'Etat; c'est l'évidence.

Mais pour passer de là aux conclusions de M. Possony, il y a un pas. Un Etat s'engageant dans la voie d'une préparation à la guerre (période de quelques années) peut-il opérer dans le cadre de l'économie libérale? N'est-ce pas une antinomie que la possibilité de préparer une guerre dans le cadre de l'économie libérale?

1<sup>o</sup> Que demande la préparation d'une guerre? Une accumulation des ressources, qui autrement seraient employées aux besoins des consommateurs, et leur mise à la disposition des besoins de la guerre. L'économie libérale est-elle en état de le faire? L'imposition n'est pas une arme assez efficace pour atteindre les buts recherchés. Au delà d'un certain rendement, l'économie libérale, pour imposer l'investissement des biens dans la production des engins de guerre, doit recourir à l'intervention de l'Etat.

De même pour les relations commerciales internationales.

2<sup>e</sup> Il n'est pas nécessaire d'envisager le problème de la possibilité de préparation d'une guerre suivant un plan, seulement pour un pays. Elle se fait en général dans un bloc de pays; c'est ce qui permet de comprendre les agissements de l'Allemagne en Europe centrale et en Amérique du Sud.

Il semble qu'il faille choisir entre une économie de guerre et une économie de prospérité. Il y a une antinomie dans la préparation de guerre.

*Mantoux*

M. MANTOUX. — Il me semble que M. Possony risque peut-être de compromettre une thèse, que je crois excellente, par quelques arguments qui serviront trop facilement de cibles à ses adversaires : autant il est important de distinguer clairement les mesures purement économiques, des mesures à but politique et militaire, qui entraînent des sacrifices économiques; autant ces dernières me paraissent-elles, dans certains cas, justifiées. On a toujours justifié le protectionnisme agricole, en France, par des motifs principalement économiques, et donc à tort. Mais on peut soutenir que la quasi-autarcie agricole ainsi obtenue, non sans dommages, sans doute, pour le niveau de vie de la population, soustrait complètement la France aux dangers du blocus en temps de guerre. Le libre-échange a assuré à l'Angleterre un niveau de vie très élevé, mais l'a rendue dangereusement dépendante de sources étrangères pour son alimentation; et, pendant la Grande Guerre, elle a évité de près la famine et donc la défaite. Dans un univers soumis à la loi de la jungle, il peut être nécessaire, si l'on adopte une politique extérieure donnée, de se rendre économiquement invulnérable.

*Rueff*

M. RUEFF. — Argument historique : il n'y a pas un dixième des mesures d'économie dirigée qui soient prises en faveur de fins militaires. L'évolution de l'économie française dans la voie du dirigisme n'est pas une nécessité naturelle.

Dans les autres pays en est-il de même? L'économie allemande était dirigée avant que la préparation de la guerre fût devenue le but unique de la nation allemande. Le contrôle des changes a été le fruit inévitable et peu conscient de l'économie dirigée. Dans les pays de l'Europe centrale, le développement de l'économie dirigée est la conséquence des clearings, du déficit budgé-

taire qui tient lui-même à l'inconscience des gouvernements.

Dans la préparation à la guerre, le régime dirigé est-il meilleur que le régime libéral? Quel est exactement le problème de l'armement? C'est d'obtenir la modification de l'orientation de l'économie à l'intérieur d'un pays afin d'orienter les fabrications vers des fins militaires.

L'économie libérale donne aux moyens de production une répartition répondant aux goûts individuels. Le problème de la préparation à la guerre est d'introduire dans le système de répartition des moyens de production des facteurs de déformation qui orientent les activités productrices vers des fins militaires.

Il y a à cet égard deux facteurs d'intervention :

1<sup>o</sup> L'impôt. L'effort possible n'est limité que par le montant maximum des prélèvements possibles.

2<sup>o</sup> L'emprunt qui doit déterminer le citoyen à se priver volontairement pour venir en aide à l'État.

Les méthodes totalitaires sont-elles plus efficaces que les méthodes libérales? Quelle est la limite à la possibilité de perception de l'impôt? N'est-il pas évident que lorsqu'un pays doit faire face à des charges supplémentaires, il doit travailler davantage s'il veut conserver son niveau de vie antérieur? Les systèmes dirigés ont l'avantage de pouvoir imposer ces sacrifices supplémentaires alors que l'État libéral éprouve de grandes difficultés à le faire.

Mais, ces obstacles ne tiennent pas à la nature de l'État libéral. A quoi tiennent-ils? Les hommes d'État sont assez rarement lâches. Ils sont souvent prêts à faire des actes courageux, mais ils sont très rarement conscients des problèmes qui se posent devant eux et des moyens de les résoudre.

Le problème du libéralisme dans le monde est un problème intellectuel. Une des conséquences du libéralisme fut de sélectionner des classes dirigeantes inconscientes des ressorts profonds du régime libéral. Ainsi, par exemple, la généralisation des contingents était la mort du système; or, on les a décidés sans réfléchir un seul instant à leurs inévitables conséquences. Il n'y a aucun espoir de maintenir le système libéral si les gouvernements ne sont pas conscients des nécessités qu'il implique.

M. CASTILLEJO. — Non, cette condition n'est pas suffisante, car si la haute compétence et le pouvoir politique se réunissent

*Castillejo*

dans les mêmes personnes, le résultat ne sera ni libéralisme, ni démocratie : ce sera une dictature. Grâce à la stupidité des ministres, la démocratie est possible. Les organes d'orientation technique doivent être en dehors des velléités majoritaires et aussi éloignés que possible du pouvoir politique.

*Possony*

M. POSSONY. — Ce qui se conçoit pour l'économie de préparation à la guerre en général, ne se conçoit pas pour l'État qui se prépare à une guerre déterminée. Dans ce cas, il faut savoir si les mesures prises sont caractéristiques de l'économie dirigée. Pour ces États, si la guerre ne réussissait pas, il serait très difficile de transformer leur économie de guerre en une économie de paix.

*Rueff*

M. RUEFF. — Il y a des degrés à l'impréparation. L'Angleterre en est un exemple.

*Mises*

M. MISES. — Tous les économistes, y compris ceux des pays totalitaires, sont d'accord pour estimer qu'il est impossible d'échapper à ce dilemme : ou la division internationale du travail, ou la préparation de la guerre. La guerre, à laquelle les États totalitaires se préparent, sera dans leur idée la dernière guerre, dont sortira leur hégémonie définitive. Cette guerre devra être, selon eux, une guerre de surprise dont la durée sera brève.

« L'Allemagne est une armée qui possède un État, et non pas un État qui possède une armée » a-t-on dit. A la base de cette organisation militaire existe la croyance que la productivité d'une entreprise étatiste surpassé celle d'une entreprise socialiste. L'étatisme serait plus efficace dans la préparation des armements que le libéralisme, d'où la nationalisation des entreprises.

Pour juger cette conception, il faut considérer l'histoire. Or, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, tous les États fabriquaient leurs armes dans les arsenaux. C'est au cours du XIX<sup>e</sup> siècle que la concurrence des entreprises privées a obligé l'État à se servir des entreprises privées. Toutes les grandes inventions ont été faites dans les autres pays, surtout en France et en Angleterre. En Allemagne la seule invention allemande fut celle du Zeppelin.

M. Mantoux a dit que la liberté commerciale a presque abouti en Angleterre à la famine. Or l'Allemagne a connu tout à fait la famine, car on ne pouvait pas remplacer le travail des soldats. Si on prend le problème du cuir, il serait absolument impos-

sible à l'Allemagne de trouver le cuir nécessaire à la fabrication des bottes de soldats pour une durée dépassant trois à quatre mois. Ce n'est pas le seul produit. Tout ce système aboutit à quelques mesures inefficaces qui seront jugées très sévèrement par l'expérience d'une guerre future. Mais, selon les théoriciens allemands, la division du travail est incompatible avec la préparation d'une guerre.

M. POSSONY. — Je pense que nous sommes tous d'accord sur l'essentiel, à savoir qu'une économie menant à l'appauvrissement n'est pas compatible avec les besoins de la guerre moderne. Or, le dirigisme détruit la richesse en détournant le capital de ses rendements les meilleurs, en diminuant le commerce extérieur et en remplaçant la consommation personnelle par la consommation collective. Le dirigisme ne prépare donc point la conduite la plus efficace de la guerre. Du reste, la plupart des systèmes étatistes que nous connaissons n'ont rien à voir avec une préparation véritable et sérieuse d'une guerre future. La Wehrwirtschaft est très souvent un prétexte pour faire excuser les méfaits de l'interventionisme.

Théoriquement, une Wehrwirtschaft qui se base sur un système dirigiste quelconque compromet ses propres fins. Économiquement parlant, c'est le capital, qui est la condition même de la guerre moderne. Cette condition, il faut qu'on la remplisse avant tout. Voilà l'argument principal en faveur du libéralisme, auquel tous semblent consentir.

Mais le problème se complique. Est-il suffisant d'avoir du capital? La guerre peut-elle être gagnée avec du capital seul? Évidemment non. Pour gagner la guerre ou pour éviter la défaite, il faut avoir des armes; et, de nos jours, il faut en avoir beaucoup. Les armements, surtout s'ils sont fabriqués à une très vaste échelle, ont de formidables répercussions économiques. Néanmoins cela ne semble pas être une raison suffisante de se débarrasser du mécanisme des prix; tout au contraire, car ces difficultés ne sont surmontables que moyennant un accroissement de la richesse. S'il convient d'armer, qu'on se serve de l'impôt et de l'emprunt, qu'on renonce à ruiner les bases mêmes de l'économie. Pourquoi ne le fait-on pas? Parce que le financement indirect est politiquement plus commode, étant donné qu'il est possible de voiler ainsi le coût de l'armement, à savoir qu'il n'est exécutable

Possony

qu'au détriment de la consommation. L'économie individualiste qui s'adapte aux besoins des individus ne peut sûrement pas mener d'elle-même à la production des armes. Il faut que l'État intervienne pour imposer l'investissement des richesses dans la production des armements, en le détournant de leur fin normale qui est la consommation. Cela est-il vraiment incompatible avec le libéralisme, comme M. Heilperin le prétend?

Je ne le crois pas, mais j'avoue que cela dépend de la manière et du degré d'intervention de l'État. Si l'État ne recourt qu'aux impôts et aux emprunts, nous restons dans le ressort du libéralisme. Par contre, si l'État recourt à d'autres moyens, tels que le contrôle des changes, la restriction du commerce extérieur ou l'interdiction de produire certaines marchandises ou simplement l'inflation monétaire, nous sortons du cadre du libéralisme. Or, ces dernières méthodes d'intervention, dont nous venons de parler, coûtent plus cher que les autres; mais on peut armer en recourant aussi bien aux premières qu'aux secondes. Si l'on tenait compte du fait que la guerre moderne est une guerre d'usure dévorant les richesses d'une façon effarante, on conviendrait d'adopter les méthodes d'intervention les moins coûteuses.

Il reste à dissiper quelques malentendus. M. Marlio pense que la Wehrwirtschaft dirigée l'emporte si la guerre doit être imminente et courte. Si la guerre était courte, on n'aurait aucun besoin de pratiquer la Wehrwirtschaft, sauf l'obligation de produire assez d'armes. Une guerre imminente provoquera une accélération des armements, mais pour y aboutir, est-ce nécessaire de changer des méthodes du financement et de préférer au financement direct le financement indirect? Je n'en vois pas la nécessité.

En résumé, nous sommes tous d'accord sur la nécessité de posséder un armement suffisant, financé par l'impôt et l'emprunt, c'est-à-dire par des méthodes directes. Or, les mesures économiques par lesquelles l'armement est rendu possible ne sont point à confondre avec la Wehrwirtschaft, dont la notion propre est tout autre. Selon les conceptions modernes, la Wehrwirtschaft prépare en temps de paix la production du matériel de guerre pour la guerre elle-même, afin que pendant la guerre, il y ait toujours tout le matériel désiré. Si, par exemple, il faut 10.000 avions par mois, on prépare ou plutôt on veut préparer les usines, l'outillage susceptible de produire les avions dans de telles quantités. C'est

le principe du «shadow-system». Pour s'assurer de la victoire, il est absolument nécessaire d'avoir des idées claires sur les besoins matériels de la guerre future. Autrement dit : celui qui sera chargé d'établir les plans de cette économie planifiée qu'est la Wehrwirtschaft, devra-t-il aussi être un prophète? A mon avis l'établissement d'un tel plan, n'étant autre chose que la vision d'un rêveur, est tout à fait impossible. C'est ce que l'on peut prouver à l'aide d'une vaste documentation historique. Aussi chaque pas dans la voie de la Wehrwirtschaft planifiée diminue-t-il la richesse, sans servir à rien. On peut dire la même chose de chaque tentative d'influence sur le commerce extérieur en vue de réaliser l'autarcie : celle-ci demeurant inaccessible, chaque restriction du commerce extérieur diminue à la fois la richesse et la capacité d'adaptation du pays pendant la guerre.

C'est seulement si la position géographique d'un pays est susceptible d'amener la rupture des relations commerciales en cas de guerre, qu'il faut compléter le programme de l'armement, non par des mesures d'autarcie mais dans l'ignorance de ce que deviendra la guerre par le stockage des matières premières. Un stockage des marchandises autres que les matières premières, qui serait, certes, souhaitable, se heurte à notre ignorance de ce que sera la guerre. Il ne nous reste donc qu'à effectuer des stocks de produits alimentaires et de tous les minéraux, de bois, de textiles etc. susceptibles de faire défaut. Mais comment nous les procurer? Je ne vois pas, ici non plus, d'autre moyen que le financement direct, et, faut-il ajouter, un État fort, capable d'imposer les impôts dont il a besoin. Le dirigisme saurait-il mieux faire?

En tout cas, toute préparation économique de la guerre entraîne forcément une perte de richesses. Or, la richesse étant et restant la moelle de la guerre, sinon dans toutes ses formes, il faut l'accroître autant que possible. Il n'est pas, en principe, d'autre Wehrwirtschaft raisonnable.

### III

## LE LIBÉRALISME ET LE NATIONALISME ÉCONOMIQUE *(Séance du dimanche 28 août, matin).*

M. ROUGIER. — Le mérite du libéralisme est d'accroître le dynamisme de la production. Or, de nos jours, ce dynamisme semble freiné par l'arrêt de l'expansion coloniale, par l'arrêt de l'expansion démographique, si bien que certains pensent que le principal problème est celui qui consiste à aménager la distribution des richesses plutôt que d'en stimuler la production. Le libéralisme économique perdrait ainsi le meilleur de sa raison d'être. Que devons-nous penser de ce freinage du dynamisme économique dû à des causes naturelles? W. Röpke a particulièrement réfléchi à ces problèmes.

Rouquier

M. RÖPKE. — Nous entrons ici dans l'analyse du nationalisme économique dû au soi-disant ralentissement du dynamisme du capitalisme.

Röpke

Comme l'a dit M. Lippmann, nous ne sommes pas des hommes qui offrons des solutions catégoriques. Nous cherchons d'abord les problèmes et ensuite les solutions. Comme il est impossible de tout dire, il faut s'en tenir à l'essentiel.

(does't  
make much  
sense to  
me)

D'une part, la doctrine du libéralisme, a été la politique économique du XIX<sup>e</sup> siècle; d'autre part, l'application de cette politique a transformé la face du monde. Elle s'est accompagnée :

1<sup>o</sup> de l'expansion hors de l'Europe de la race blanche;

2<sup>o</sup> de l'augmentation de la population blanche.

Aujourd'hui, l'expansion de la race blanche est presque terminée. Une nation doit arracher à l'autre ses colonies. En ce qui concerne la population, la dénatalité des nations de race blanche va vers un état stationnaire de la population.

(Röpke)

Tous ces changements ont transformé le climat dans lequel le libéralisme peut vivre. Quel est ce climat? En premier lieu, un espace libre, ensuite une augmentation de la population.

Le problème est le suivant : est-ce que le système économique, basé sur le marché et la libre concurrence, dépend d'une réserve de kilomètres carrés et des réserves des naissances de chaque année?

A le soutenir, on commet une faute logique de principe. Ce qui est nécessaire au développement des entreprises, ce ne sont pas les kilomètres carrés, c'est le pouvoir d'achat. *A priori*, il n'y a pas de raisons pour que le capitalisme ne se développe pas pour satisfaire les besoins sans cesse croissants de la population existante.

Il faut étudier les relations véritables existant entre la politique de l'impérialisme et le rôle des entreprises privées et se demander si le point essentiel n'est pas que, pour un système bien ordonné, il n'existe pas de direction extensive qui ne puisse être remplacée par une direction intensive?

Il faut se demander si le nationalisme économique est un fait soi-disant endogène du développement du libéralisme, si bien que ce serait folie de lutter contre lui? Il faut voir si la tendance des pays agricoles à s'industrialiser et celle des pays industriels à développer leur agriculture sont nécessaires et caractéristiques de l'économie de libre-échange?

D'après un grand nombre d'esprits, l'industrialisation des pays agricoles arriérés, l'agrarisation des pays industriels avancés, encore qu'il ne s'agisse pas d'un processus tout à fait nouveau, seraient la fin de l'économie libérale, des traités de commerce, de la clause de la nation la plus favorisée.

La dénatalité serait un autre facteur qui renforcerait le processus précédent. Les pays industriels ont le vif désir, assez justifié, de préserver l'agriculture. Doit-on blâmer la politique anti-libérale des pays industriels en ce qui concerne l'agriculture? Ou bien est-il absolument nécessaire, pour préserver l'agriculture de ces pays, d'appliquer une politique anti-libérale?

Une solution se présente : la production des céréales ordinaires doit être laissée principalement aux pays agricoles, tandis qu'aux pays industriels incombe plus rationnellement la production des autres produits alimentaires de qualité supérieure pour lesquels ces pays industriels ont une localisation spécifique. Ce sont les produits où l'agriculture paysanne a des avantages très prononcés

(Röpke)

dans la production; ce sont les produits où l'agriculture paysanne a des avantages très prononcés sur les marchés voisins des centres industriels; ce sont les produits où les réserves de demandes sont énormes et ont toujours été sous-estimées (*voir la publication de la S. D. N. sur l'alimentation*).

Les conditions nécessaires pour mettre en valeur ces réserves nous mettent en présence d'un problème économique assez compliqué. Ces produits exigent une intensité de travail réalisable par la structure paysanne de ces pays et exigent une surface du sol très étendue. Ce sont aussi les céréales qu'on peut importer en temps de paix pour les stocker en vue des besoins militaires. De l'autre côté, ce sont les stocks de cheptel qu'on peut regarder comme réserves de guerre.

On peut ainsi voir dans quelles directions la solution du problème peut être trouvée. Le plus grand danger, c'est la politique de conjoncture nouvelle : la politique de l'autonomie économique, la politique du nationalisme économique, combinées avec l'économie planifiée et l'autarcie.

(see Rueff below) ↴

Heilperin

M. HEILPERIN. — Trois points sont à distinguer :

1<sup>o</sup> Le progrès technique, qui joue un rôle dans l'industrialisation des pays agricoles, doit-il affecter les relations entre les pays?

Il n'y a pas là une objection pressante, car la part du commerce dans les produits de première nécessité va pousser à la spécialisation du commerce.

2<sup>o</sup> Il a été question de l'expansion territoriale et de l'accroissement de la population comme facteurs du libéralisme économique au XIX<sup>e</sup> siècle. On peut répondre qu'un nouveau facteur peut les compenser : la tendance à vivre mieux. Ce peut être un élément très stimulant de l'activité économique que produire plus pour vivre mieux.

3<sup>o</sup> Question de la population : je ne peux m'émouvoir de la chute de la population au point de vue économique; le système économique doit être assez simple pour qu'il puisse s'adapter à de grands changements de cette nature.

M. RUEFF. — Les constatations de M. Röpke me paraissent plus des conséquences que des causes du déclin du libéralisme. Elles en résultent, elles ne l'expliquent pas.

Rueff  
(disagrees  
with Röpke)

Mises  
 (applies with Rueff)  
 (applies with Röpke)  
 (applies with Röpke)

M. MISES. — Je me rallie entièrement aux considérations développées par M. Rueff.

Il convient de ne pas perdre de vue le rôle considérable que les arguments concernant la politique des devises jouent dans la discussion du problème des matières premières. On estime généralement que la pénurie de devises empêche les pays qui en souffrent d'acheter des matières premières. Or, la situation que l'on désigne par les termes de pénurie des devises se trouve être précisément la conséquence de la politique adoptée par ces pays, et elle prendrait fin aussitôt, au cas où ces derniers renonceraient à vouloir imposer à l'économie, à l'aide de mesures de contrainte, des cours de devises étrangères inférieurs aux cours du marché. Quand on poursuit une politique d'inflation et qu'on fait baisser de cette façon le pouvoir d'achat de la monnaie nationale par rapport à la valeur des marchandises, de l'or et des monnaies étrangères, on devrait, à tout le moins, respecter les cours des changes tels qu'ils s'établissent sur le marché. Si on s'y refuse néanmoins, pour maintenir la fiction d'une monnaie nationale non dévaluée, et si on confisque les montants en devises étrangères détenus par les ressortissants de l'État, en fixant l'indemnité accordée en échange à un taux très inférieur aux cours réels de ces devises, on déclenche l'action du mécanisme défini dans la loi de Gresham. La « mauvaise » monnaie chasse, en ce cas, la « bonne ». La pénurie des devises est la conséquence inévitable d'une politique de contrôle des changes.

Tous les acheteurs jouissent, sur les marchés des matières premières, d'un traitement égal. Les Anglais, par exemple, ne bénéficient point, sur le marché des laines d'Australie, de conditions plus favorables que les Danois ou que les Suisses. La circonstance que le roi d'Angleterre se trouve être également le souverain du Commonwealth australien ne joue aucun rôle sur le marché de la laine.

Les Dominions britanniques et l'Inde sont, du point de vue de la politique des devises, des pays indépendants de la Grande-Bretagne. La livre australienne, le dollar canadien et la roupie indienne diffèrent de la livre anglaise tout autant que des autres monnaies nationales.

C'est là un fait dont l'emploi équivoque des pronoms possessifs empêche fréquemment la compréhension. A quel titre un citoyen anglais qui ne serait pas propriétaire de mines pourrait-il qualifier

les gisements charbonniers britanniques de « nôtres » et ceux de la Ruhr d' « étrangers » ? En tant qu'acheteur de charbon, il est dans l'obligation de payer dans chaque cas le prix du marché, qu'il s'agisse de charbon britannique ou étranger.

Lors de la dissolution, en 1918, de la monarchie austro-hongroise, on avait mis partout en doute la viabilité économique de l'Autriche nouvelle. On se demandait comment un pays dépourvu de charbon ferait pour vivre. Mais les Viennois étaient, même avant 1918, dans l'obligation d'acheter et de payer leur charbon, et ils continuèrent à le faire après cette date. La conception selon laquelle les matières premières ne peuvent s'acheter et qui veut que les États soient par suite dans la nécessité de conquérir les territoires qui en possèdent, ne repose sur rien. Le problème des matières premières et le problème des changes ne se posent que pour les États qui entravent, par un système d'économie dirigée, la libre participation de leurs ressortissants aux échanges mondiaux.

*Détœuf*  
M. DETŒUF. — Le problème existe tout de même. Si le libéralisme avait continué à jouer on serait sans doute dans une situation différente. Mais il n'a pas joué.

Nous sommes en présence de phénomènes sentimentaux et non pas seulement intellectuels. On prend des mesures protectionnistes parce qu'une passion sentimentale oblige à les prendre. Il y a en particulier une question de nationalisme. On n'arrivera pas à rétablir le libéralisme économique si on n'a pas modifié le sentiment nationaliste.

*Mises*  
M. MISES. — Comment pourrez-vous expliquer que ce n'était pas les pays agricoles qui étaient les meilleurs acheteurs des États industriels, mais les autres États industriels ? C'était l'Allemagne qui était un des plus importants acheteurs de produits anglais et français, et l'Angleterre a acheté plus de produits allemands que les autres pays agricoles.

*Détœuf*  
M. DETŒUF. — Ceci se passait à un moment où les hommes ne craignaient pas la guerre, où personne n'imaginait ce qu'elle serait.

*Rueff*  
M. RUEFF. — Il ne s'agit pas de phénomènes naturels, mais de solutions librement choisies et généralement justifiées par de faux arguments.

Les protagonistes du régime économique allemand n'ont certainement jamais entendu parler du mécanisme de la balance des comptes. La plupart des hommes politiques croient qu'ils font leur devoir et améliorent le bien-être de leur population en recourant à des mesures qui conduisent à des résultats exactement opposés à ceux qu'ils ont en vue. Le jour où ils verront en pleine lumière les conséquences de leurs interventions, le problème politique sera, sinon résolu, du moins très avancé.

*Condiffe*

M. CONDLIFFE. — Pour répondre à la question : « Pourquoi est intervenue la volonté de remplacer le système international par un système actuel », il ne faut pas perdre de vue que ce qui fut unique dans le système commercial international du XIX<sup>e</sup> siècle, ce fut d'être dirigé par le marché monétaire de Londres.

Le large développement du commerce international et des investissements doit être attribué au fait que la Grande-Bretagne acceptait les conséquences du libre-échange et que la livre était plutôt une monnaie d'ordre international que national. Mais il fallait aussi que les autres pays veuillent accepter cette direction britannique.

A mesure qu'une division internationale du travail s'établissait, le rôle de la Grande-Bretagne devint de plus en plus celui de fournisseur de services mercantiles et financiers.

Dans ce sens, l'Angleterre devint plutôt une nation de rentiers qu'une nation de boutiquiers. Mais il fallut pour cela sacrifier l'agriculture et procéder à des ajustements des industries qui eurent de profondes répercussions tant sur la distribution du revenu que sur l'emploi. Si le libre-échange avait été universel, il n'aurait pas abouti au déséquilibre de l'économie britannique.

*See pp. 32-33*

Le laissez-faire est une philosophie négative. Il faut la compléter par des mesures positives tant économiques que politiques. Presque plus personne aujourd'hui n'accepte encore la doctrine du *laissez-faire*. En tout cas, il ne faut pas confondre la philosophie du libéralisme avec un système économique particulier tel que le capitalisme du XIX<sup>e</sup> siècle qui était, sous plus d'un aspect, anti-libéral.

Si on veut faire vivre le libéralisme, il faut construire un système de coopération mondiale; le système international basé sur l'idée que tout ce qui favorise les idées britanniques doit être

favorable à tout le reste du monde, doit être remplacé par une étude faite par des spécialistes pour les différents pays.

Il y a nécessité de consacrer de plus en plus d'attention aux problèmes que font surgir les progrès nouveaux dans l'économie mondiale. Il n'existe aucune étude économique sérieuse sur les répercussions des phénomènes techniques nouveaux.

M. MANTOUX. — Le ralentissement de l'expansion économique qui a caractérisé le xix<sup>e</sup> siècle a coïncidé avec le déclin du libéralisme. Mais il y a là un phénomène tout à fait paradoxal. D'après les hypothèses fondamentales des économistes classiques, hypothèses restées longtemps dangereusement implicites, le mécanisme des prix ne joue parfaitement que dans un État stationnaire. C'est précisément parce que des changements bouleversent l'équilibre économique que l'on se croit forcé d'intervenir, et il est certain que l'État libéral, pour s'adapter au monde moderne, devra avant tout résoudre ces problèmes du changement et du progrès économique. Or, la période du xix<sup>e</sup> siècle a été celle des plus grands changements, des progrès économiques les plus rapides que l'histoire ait jamais enregistrés, et en même temps la plus libérale de toutes; et c'est bien parce qu'elle a été la plus libérale qu'elle a pu être la plus progressive; l'intervention peut donc être le produit d'une certaine politique, mais n'est nullement le produit fatal de l'évolution économique.

Sans doute, ces changements dans un milieu économique complètement libre ne se sont pas faits sans être accompagnés de grandes souffrances, qu'aujourd'hui nous ne tolérerions plus; mais ce sont nos idées qui ont changé, et non les faits économiques, ou les lois économiques. Le ralentissement du progrès aurait dû permettre une intervention moindre; si le contraire s'est produit, c'est parce que les souffrances sociales entraînées même par de petits changements nous paraissent aujourd'hui intolérables. Mais il ne faut jamais oublier que l'immense accroissement de richesses du xix<sup>e</sup> siècle, dont nous avons hérité, n'a été possible aussi rapidement que parce que les hommes d'État ne sont pas intervenus pour ralentir ou contrarier le progrès économique.

M. MARJOLIN. — Je ne suis pas tout à fait d'accord avec M. Röpke sur les causes du déclin du libéralisme. C'est se tromper gravement que de rechercher celles-ci dans des erreurs, dans des fautes de

Mantoux

in effect:  
Formation of  
investment  
capital was  
possible through  
exploitation,  
which today we  
no longer  
countenance

Marjolin  
(attacks  
Röpke)

raisonnement, c'est méconnaître l'histoire. C'est surtout s'abuser sur la portée des remèdes que l'on désire employer. Le libéralisme a reculé à mesure que les antagonismes entre classes et nations s'aggravaient. La croissance du nationalisme est peut-être le facteur qui a joué le rôle essentiel. Dira-t-on que l'« agrarisation » des pays industriels et l'industrialisation des pays agricoles sont dues à une erreur? Les responsables de cette politique ont souvent été conscients qu'ils entraînaient aussi un abaissement du niveau de vie. Mais les buts qu'ils visaient leur semblaient bien valoir ce sacrifice. Est-ce à une erreur d'appréciation sur la portée des mesures prises qu'il faut imputer la protection de l'agriculture française? Nous sommes beaucoup plus proches de M. Possony pour qui la guerre apparaît comme le phénomène fondamental du xx<sup>e</sup> siècle. Et la guerre n'est pas une erreur.

Rustow

M. RUSTOW. — M. Röpke n'a pas voulu justifier le déclin du libéralisme, mais, même en se plaçant dans les conditions les plus défavorables pour le défendre, il a voulu le soutenir par une argumentation à fortiori.

Marlio

M. MARLIO. — Tout le monde est d'accord pour considérer que la disparition des espaces libres et le déclin de la natalité ne sont pas les causes décisives du recul du libéralisme.

Pour la natalité, il faudrait s'entendre, car si on prend le monde entier, le déclin n'est pas si grand.

Pour les espaces libres, c'est une question de définition. S'il faut trouver des continents, on n'en trouvera plus; mais pour les marchés, il n'y en a jamais tant eu de libres. Ce n'est pas la matière économique qui manque, et elle ne peut amener le déclin du libéralisme.

Le fait de la transformation des pays agricoles en pays industriels n'est pas un argument contre le libéralisme. L'Angleterre n'a pas eu à souffrir de l'accroissement de richesse des pays qui sont ses principaux marchés. On est trop souvent attiré par la balance commerciale qui ne reflète qu'une fraction des échanges économiques entre nations. Si l'on tenait compte de la totalité des échanges, et que l'on se réfère à la balance des comptes, on constaterait que les pays les plus évolués retrouvent, sous forme de services rendus, une part au moins égale à celle des exportations qu'ils perdent.

M. Condliffe a dit que l'Angleterre serait devenue un pays de rentiers si on avait poussé à l'extrême le système du xixe siècle. Mais cela eût été le comble du bonheur!

Les économies évoluent à chaque époque. On se heurte aujourd'hui au nationalisme économique. Il faudrait étudier de plus près quelles sont les raisons de ce nationalisme économique afin de pouvoir faire un effort fructueux pour lutter contre ses erreurs. Il y aurait à tenir compte de ce fait qui existe.

Dans le nationalisme économique, il y a des causes profondes et des erreurs. Mais il y a des faits. Le traité de Versailles a été une cause considérable de la crise actuelle, à partir du jour où on a décidé que tous les petits flots de population minoritaire devraient former des nations. On a été directement contre la tendance économique, qui eût exigé des marchés de plus en plus vastes. C'est ce contraste entre le rétrécissement des territoires politiques et l'exigence de marchés économiques de plus en plus étendus qui a brisé l'ordre libéral.

La question se pose de savoir, comme le disait M. Condliffe, ce qu'il faut faire pour arriver à un régime dans lequel le système libéral puisse à nouveau fonctionner.

Faut-il attendre que le retour de la prospérité économique amène, par une satisfaction générale de tous les hommes dans le monde, une détente politique et par suite un recul du spectre de la guerre? Ou bien n'est-ce pas du côté politique qu'il faut se tourner et n'est-ce pas de la restauration de la paix qu'il faut attendre la reprise économique et le retour à la prospérité générale?

**M. RÖPKE.** — Le nationalisme économique est un phénomène très complexe qui accompagne en général le nationalisme politique. Les périodes d'intégration économique coïncident avec les périodes d'intégration politique et sociale. Tous les exemples prouvent qu'on ne peut pas comprendre l'intégration et la désintégration nationales sans se placer à tous les points de vue, politique, social, etc...

Il ne suffit pas de dire que le nationalisme économique est le fait d'un manque d'intelligence chez les dirigeants; il y a les intérêts économiques, les groupes professionnels qui se livrent à une politique nationaliste, il y a la dissolution de l'État par les intérêts particuliers. C'est cette désintégration de l'État même par les partis, par les intérêts, qui retient notre attention.

Röpke

(See p. 82!)

Le nationalisme économique est très étroitement lié aux changements internes de la structure économique et sociale. La philosophie du libéralisme international était basée sur la souplesse des systèmes économiques nationaux : des salaires souples, des prix souples, des prix de concurrence au lieu de monopole, et le système monétaire basé sur l'étalon-or qui, lui-même, ne peut fonctionner que si tous les pays observent quelques règles communes, postulant la souplesse des systèmes économiques nationaux.

Le nationalisme économique ne doit donc pas être traité comme un phénomène autonome auquel, avec un peu de bonne volonté, il serait facile de remédier. Je crois que c'est un phénomène qui a ses racines dans les changements fondamentaux de toute notre structure économique et sociale. Si on veut donner une réponse satisfaisante à la question des causes du nationalisme économique, des recherches devront être poursuivies dans toutes les directions.

## IV

### LE LIBÉRALISME ET LA QUESTION SOCIALE

(Séance du dimanche 28 août, après-midi)

M. ROUGIER. — L'ordre du jour appelle la discussion suivante : *Le libéralisme est-il capable de remplir ses tâches sociales?* Peut-il assurer :

a) *Un minimum de sécurité.* Le libéralisme aboutit-il à des crises de structure ou, tout au moins, à des crises d'une amplitude intolérable pour en attendre la liquidation du simple jeu des forces économiques (par suite de l'accroissement des immobilisations, de la généralisation de la spéculation, etc...)?

b) *Un minimum vital pour tous,* étant donné les difficultés de migration de la main-d'œuvre. C'est le problème du chômage chronique, du chômage technologique.

En un mot, le système libéral est-il cruel? Est-il susceptible de répondre aux exigences sociales de la conscience des masses contemporaines?

M. RUEFF. — La véritable question est :

1<sup>o</sup> Le libéralisme est-il capable de remplir ses tâches sociales?

2<sup>o</sup> Peut-il assurer un minimum vital pour tous?

1<sup>o</sup> *Le libéralisme est-il capable de remplir ses tâches sociales?*

Qu'est-ce que la sécurité en matière économique? C'est la possibilité pour l'individu qui cherche un logement de le trouver, pour le porteur d'un coupon à l'étranger de pouvoir se le faire payer, pour le travailleur de trouver l'emploi qui peut le nourrir.

Qu'est-ce qui peut faire obstacle à cette sécurité? C'est, par exemple, que la demande de blé soit très inférieure à l'offre. L'insécurité, c'est l'impossibilité pour le père de famille qui veut se loger de trouver un logement. Cette situation traduit le fait qu'il y a un déséquilibre sur le marché du logement. L'insécurité,

(Rueff)

c'est la situation d'un porteur de coupons qui se voit opposer l'insuffisance de devises par l'État débiteur. C'est donc l'existence d'un déséquilibre entre les offres et les demandes de devises.

Enfin le déséquilibre, c'est le fait que plus d'un million de personnes dans un pays ne peut pas trouver de travail. La demande de main-d'œuvre est inférieure à la main-d'œuvre.

L'insécurité, c'est le reflet social du déséquilibre économique.

Le système libéral est-il ou non la cause des innombrables déséquilibres qui ont caractérisé notre économie au cours des dix dernières années?

Sur ce point, pour analyser les insécurités caractéristiques de la situation, il faut constater qu'elles ont pris naissance, sous leur forme la plus marquée, lorsqu'a éclaté la crise de 1929; et le fait nouveau, c'est l'ampleur de cette crise et sa durée. Il faut chercher à savoir si l'ampleur et sa durée sont le fait du système libéral ou de son remplacement par un système nouveau.

Si cette crise a été aussi ample, c'est qu'on avait tout fait pour la retarder. Les crises économiques ont toujours existé. Ce qui caractérise le système économique libéral, c'est que le système économique présente un certain nombre de régulateurs qui tendent de maintenir les équilibres économiques. Parmi eux, il faut placer au premier rang le régulateur monétaire; or tout notre effort, au cours des dix dernières années, a été de distendre les liens par lesquels le régulateur monétaire exerce son action. Les moyens employés ont été :

- a) la stérilisation de l'or;
- b) la généralisation du gold exchange standard;
- c) la coopération des banques d'émission.

Ce qui explique l'ampleur de la crise, c'est qu'on a été obligé de revenir d'autant plus bas dans la dépression qu'on avait été plus haut dans la prospérité.

Ces modifications profondes du système monétaire ont-elles été imposées par des événements ou par des vues *à priori*? Il est aisément de répondre, car ces modifications ont été rédigées dans l'abstrait. En 1922, en effet la Conférence de Gênes recommandait :

- a) la stérilisation de l'or;
- b) la généralisation du gold exchange standard;
- c) la coopération des banques d'émission.

La crise a été longtemps retardée précisément par l'emploi de ces méthodes. Mais lorsqu'elle a éclaté en 1929, la réadaptation

(Rupeff)

dut être d'autant plus douloureuse que la crise était plus profonde. Les États ont essayé de s'opposer aux courants de réadaptation; ce fut la politique des contingents en France, et tous les obstacles apportés, dans le monde, au jeu du mécanisme des prix.

2<sup>e</sup> *Le minimum vital.* — Tant que le mécanisme des prix a joué, on a vu les salaires suivre le mouvement des prix. Dès que l'État est intervenu, pour maintenir le taux des salaires, le chômage s'est multiplié.

L'observation des courbes de prix et de salaires en Angleterre montre que les salaires suivent les prix :

1919-1920 : prix et salaires augmentent simultanément, avec un léger retard des salaires sur les prix.

1920-1921 : prix et salaires diminuent avec le même décalage.

Ce mouvement s'est produit parce qu'il devait se produire. Ce processus a pris fin au début de 1923, parce qu'à ce moment a commencé à jouer un système qui bloquait le mécanisme des prix.

La question sociale posée sous cette forme : « La recherche du moyen d'assurer le minimum vital aux ouvriers qui cherchent du travail » est une question mal posée. Personne ne consentirait à voir un travailleur réduit au minimum vital. Ce serait un système d'une cruauté telle qu'on ne peut l'envisager. *Le but d'un système économique est de donner le maximum de ce qui est compatible avec l'état de la production*, et la question est de savoir si ce résultat est mieux obtenu par un système qui laisse au mécanisme des prix, le soin de donner le maximum de ce que l'on peut donner, ou par un système qui fixe un niveau de salaire *à priori*.

Le système libéral tend à assurer, aux classes les plus dépourvues, le maximum de bien-être.

Toutes les interventions de l'État sur le plan économique ont eu pour effet d'appauvrir les travailleurs. Toutes les interventions des gouvernements ont paru vouloir améliorer la condition du plus grand nombre, mais il n'y a pas d'autre moyen pour cela que d'augmenter la masse des produits à partager.

M. LIPPmann. — Est-il possible de soulager les souffrances que comporte la mobilité d'un système de marchés privés? Si l'équilibre doit toujours être laissé à lui-même, cela comporte de grandes souffrances. Peut-on remédier à ces souffrances par des mesures telles que la perception d'un impôt spécial sur les affaires qui marchent bien?

Lippmann

Rueff

M. RUEFF. — Il faut faire le maximum pour les travailleurs, mais il faut que tout soit placé dans le cadre d'un budget équilibré. Le système de l'assurance-chômage anglais présente de grandes lacunes, mais du moment que le budget anglais est équilibré, le système peut durer indéfiniment.

La fixation *à priori* des salaires, sans considération du nombre de chômeurs, conduit à la catastrophe.

Baudin

M. BAUDIN. — Il ne semble pas que la question actuellement débattue puisse faire l'objet d'un examen approfondi si l'on s'en tient à des vues d'ordre statique. L'équilibre dont on parle n'est pas définitivement acquis, c'est l'équilibre sans cesse détruit et recréé d'une économie en mouvement. Les industries naissent, vivent et meurent comme les hommes et tous les éléments des économies sont soumis au rythme cyclique.

Deux questions se posent à cet égard, généralement confondues :

1<sup>o</sup> quelles sont les causes du mouvement cyclique? problème obscur qu'il faut laisser de côté. La conjoncture est un fait qu'on doit prendre comme une donnée;

2<sup>o</sup> pourquoi ce mouvement, est-il une source de troubles? C'est là le fait important et le seul qui nous intéresse du point de vue pratique. Il n'y a aucune raison *à priori* pour qu'une économie soumise à un balancement soit plus défavorable qu'une économie dont les éléments décrivent des lignes droites dans le temps.

En premier lieu, le caractère défavorable vient précisément de ce que tous ces éléments (coûts, prix, revenus, etc.) ne suivent pas des routes parallèles. Ce sont les disparités qui causent les troubles et les mécontentements; donc elles doivent être amoindries dans la mesure du possible et, pour y parvenir, il convient de briser les résistances au rythme.

En deuxième lieu, les disparités sont d'autant plus marquées que l'amplitude du cycle est plus grande. Il importe donc de réduire cette amplitude; or, aujourd'hui, elle tend au contraire à croître en raison de l'extension de la psychologie de masse. On l'a bien vu, par exemple, aux États-Unis lors de la dernière crise. Un optimisme et un enthousiasme déraisonnables se sont emparés du public et ont porté les titres en Bourse à des cours excessifs; les banques fédérales de réserve ont été impuissantes à freiner un tel élan. La chute qui a suivi le *boom* a été d'autant plus catastrophique.

Il faut donc s'appliquer d'une part à réduire les disparités en éliminant les résistances, d'autre part à modérer les entraînements pour amoindrir l'amplitude des cycles. Or l'État n'a nullement agi dans ce sens, bien au contraire. Nous n'en voulons pour preuve que son attitude en matière fiscale. Législateurs et gouvernants n'ont aucunement conscience de la conjoncture; ils décident sans se référer à l'avenir. Non seulement ils ne tiennent aucun compte des possibilités futures de dépression lorsqu'ils se trouvent dans des périodes de prospérité, mais encore, ils prévoient parfois des dépenses croissantes comme si la prospérité elle-même devait aller en s'intensifiant.

Nous nous rallions, en définitive, aux propositions émises par M. Rueff, mais en les transposant sur le plan dynamique.

M. RUEFF. — Le système libéral laisse au système économique une souplesse qui seule permet de lutter contre l'insécurité.

M. MARLIO. — M. Lippmann a posé une question capitale : la question de savoir si nous admettons ou non que la collectivité, par des mesures d'assurances ou par d'autres mesures, prenne à sa charge une partie des pertes ou des souffrances qui sont causées soit à l'industrie, soit aux ouvriers, par les changements de l'économie progressive basée sur l'économie du travail. Si l'on se place au point de vue économique ce sont des perturbations, mais si l'on se place au point de vue humain et social ce sont des maux et des dommages.

Il est difficile d'édicter ces mesures dans la situation où se trouvent les états démocratiques. Il est d'autant plus difficile de les édicter que ces dommages sont pour une part le résultat du système libéral lui-même et non pas le fait des hommes. Il faut admettre ces dommages comme la conséquence d'un système dont le fonctionnement devient de plus en plus rude, à mesure que les unités économiques deviennent plus grandes et que le mécanisme des prix a plus de difficultés à fonctionner.

Quels sont les moyens de s'assurer contre ces maux ou d'y remédier?

M. Lippmann en a cité un : c'est la question de savoir si la collectivité ne devrait pas indemniser les industries qu'on devra faire disparaître.

Un autre point est celui du problème de chômage, et je voudrais

Rueff  
Marlio

appeler l'attention sur un certain aspect. Il est évident que lorsque, par suite de l'extension d'une entreprise, on remplace de la main-d'œuvre humaine par de la main-d'œuvre mécanique, on crée du chômage. Ce qu'il y a de déficient dans le fonctionnement du système actuel, c'est que, d'une part, on admet que les chômeurs doivent recevoir une allocation, et que d'autre part, l'industriel, quand il s'agit de remplacer cent ouvriers par une machine, fait un calcul pour savoir ce qu'il va économiser. Il ne tient pas compte de ce que la collectivité aura à payer pour dédommager les ouvriers ainsi lésés. Dans un système logiquement établi, l'industriel ne devrait pas réaliser de transformations mécaniques lorsque son économie ne dépasse pas la charge des indemnités de chômage mises à la charge de la collectivité; et il faudrait examiner dans quelle mesure il peut être admis lui-même à participer à ces indemnités.

Rueff  
naïve!!  
en 1895.

M. RUEFF. — Le système n'est viable que si on fait de la rationalisation uniquement pour des fins financières, non pour des fins idéologiques. Si chaque chef d'entreprise ne se préoccupe que de chercher son profit maximum, on ne créera pas de chômage.

Marlio

M. MARLIO. — Ceci seulement dans le cas où les indemnités allouées aux chômeurs ne viennent pas fausser les lois du marché du travail. Tel est le cas paradoxal des États-Unis, où il y a 13 millions de chômeurs et où les salaires sont les plus élevés du monde.

Condliffe

M. CONDLIFFE. — Je voudrais développer 5 points :  
1<sup>o</sup> Je n'ai jamais été impressionné par l'argument des hauts salaires aux États-Unis. A Détroit, si les salaires journaliers sont parfois de 5 ou 6 dollars, les salaires annuels peuvent varier de 1.000 à 1.200 dollars.

2<sup>o</sup> L'absence d'ajustement qui a eu lieu en Angleterre après la guerre n'a pas été causée par l'assurance chômage. Elle a été causée, en 1925, par une fixation trop élevée de la parité or.

Cette question de change fixe est très importante si on juge désirable une grande souplesse dans les salaires; mais cela peut avoir de graves inconvénients.

3<sup>o</sup> Il n'est pas certain qu'on puisse affirmer que la diminution

de salaire en 1925 aurait diminué le chômage. Tant que la liberté d'expansion ne sera pas instaurée, ce problème ne sera pas résolu.

4<sup>o</sup> Si les années récentes ont vu une crise extrêmement grave, des souffrances analogues s'étaient produites autrefois. On compare toujours la période actuelle à celle des vingt-cinq années qui ont précédé la guerre de 1914. Les crises sont plus graves dans les périodes de grande baisse.

5<sup>o</sup> La politique actuelle de l'enseignement et de l'éducation n'est pas bonne. Une intervention de l'état en matière d'enseignement ne pourrait qu'augmenter son emprise intellectuelle.

M. RUEFF. — Je n'avais pas parlé du rapport entre salaires réels et chômage. Je voulais parler du problème général du déséquilibre économique. Je considère cette relation entre chômage et salaire comme très générale. Les équilibres économiques sont tous maintenus par les variations de prix. C'est par les variations de prix qu'on rétablit l'équilibre.

Il est évident que l'État doit se charger de l'enseignement et que, pour cela, il doit percevoir des impôts. Le vrai problème est celui de la limite de l'intervention dans l'État libéral. Quelles sont les modalités de l'intervention compatibles avec le mécanisme des prix?

M. LIPPmann. — Si, on considère le principe auquel M. Rueff s'est attaché, cela ne résout pas la question de savoir dans quelle proportion les impôts devraient être fixés pour remédier aux souffrances.

M. HAYEK. — Il faut distinguer entre deux systèmes d'assurance-chômage. Suivant l'un, l'ouvrier en chômage reçoit un dole équivalent au salaire qu'il recevrait s'il avait du travail. L'autre est conçu sur le modèle de la loi des pauvres en Angleterre :

Le premier a deux effets :

1<sup>o</sup> Si les ouvriers savent que, dans les industries où le risque de chômage est le plus grand, les compensations sont les mêmes, l'offre de travail, dans ces industries, sera plus grande de sorte qu'une masse plus grande de chômeurs en résultera. D'où déséquilibre.

2<sup>o</sup> Si l'assurance est égale au salaire, l'ouvrier n'essaiera pas de se déplacer.

Mises

M. Mises. — Il est un point sur lequel je ne saurais, à mon grand regret, me rallier entièrement aux idées exposées par M. Condilffe.

Le chômage, en tant que phénomène massif et durable, est la conséquence d'une politique qui vise à maintenir les salaires à un niveau plus élevé que celui qui résulterait de l'état du marché. L'abandon de cette politique aboutirait très rapidement à une diminution considérable du nombre des chômeurs.

Je suis entièrement d'accord avec M. Condilffe dans l'appréciation qu'il porte sur la politique déflationniste qui a permis à la Grande-Bretagne de ramener la livre à sa parité d'avant-guerre.

Marlio

M. Marlio. — Je crois avec M. Mises que l'une des causes du chômage intensif est l'effet d'une politique syndicale tendant à obtenir des salaires supérieurs à ceux que les ouvriers devraient économiquement recevoir. Ces efforts, contraires à l'équilibre, n'ont pas obtenu les résultats que les syndicats escomptaient. Ils ont été aussi néfastes pour l'intérêt général que pour les intéressés eux-mêmes.

Deux exemples :

1<sup>o</sup> La crise américaine a dépassé toutes les autres crises du monde. Elle a été provoquée, pour la plus grande part, par la politique syndicale faisant pression sur le gouvernement des États-Unis et obtenant l'interdiction de l'émigration européenne en Amérique. Or ces ouvriers européens représentaient une importation annuelle d'un million de travailleurs tous instruits.

Quel fut le résultat de cette mesure prise sur la demande des syndicats? Ce fut une augmentation des salaires. L'industrie américaine s'étant rendu compte qu'elle ne pouvait pas payer de tels salaires, a préféré remplacer la main-d'œuvre par des machines. C'est pourquoi le chômage atteignait déjà 4 millions de travailleurs au moment de la prospérité économique.

2<sup>o</sup> Il y a deux ans, quand le gouvernement français a fait une série de réformes démocratiques, il a ajouté la loi de 40 heures qui avait, dans l'idée des masses des organisations syndicales, le but de résorber tout ou partie des chômeurs en France (400.000). A

première vue, il apparaissait que ces chômeurs devraient disparaître puisque la loi réduisait la capacité de production des ouvriers employés dans les usines. Or, il est arrivé deux choses :

a) Cette loi comportait une restriction des heures de travail et une augmentation du taux horaire du travail. Donc relèvement des salaires de 20 %.

b) Le relèvement des salaires a amené les industriels à faire un calcul semblable à celui des Américains : ils ont engagé de nouvelles dépenses pour mécaniser le travail. Cette loi a donc amené une réduction du travail et une augmentation du chômage.

Ces deux exemples sont typiques et confirment ce qu'a dit M. Mises.

M. RUEFF. — Le libéralisme est de nature à donner aux travailleurs plus de satisfactions que ne peuvent en donner les régimes dirigés qui, en fait, conduisent toujours à une diminution du niveau de vie des individus.

Rueff  
~~dogma~~ !

# V

## CAUSES PSYCHOLOGIQUES ET SOCIOLOGIQUES, CAUSES POLITIQUES ET IDÉOLOGIQUES DU DÉCLIN DU LIBÉRALISME

(Séances du lundi 29 août, matin et après-midi).

M. ROUGIER. — L'ordre du jour est le suivant :

*Si le déclin du libéralisme n'est pas inévitable, quelles sont ses véritables causes (causes exogènes)? Causes psychologiques et sociologiques, politiques et idéologiques.*

Hints of  
Vital-political  
title  
Rüstow

M. RÜSTOW. — Le résultat de nos discussions antérieures a été la conviction commune que, de tous les systèmes économiques possibles, c'est celui du libéralisme, de l'économie du marché libre, qui réunit les avantages suivants :

✓ 1<sup>o</sup> C'est un système qui est durable par lui-même parce qu'il est en équilibre stable.

✓ 2<sup>o</sup> Il assure la maximum de productivité et le niveau de vie le plus élevé.

✓ 3<sup>o</sup> Il est seul conciliable avec la liberté et la dignité de l'homme.

Mais, plus grande est la force persuasive d'un tel ensemble, d'avantages, plus il devient difficile de comprendre pourquoi l'humanité, qui, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle a obtenu grâce à ce système des résultats extraordinaires, s'en est brusquement détournée en manifestant à son endroit une violente antipathie.

Ce revirement ne reposera-t-il que sur la sottise et la stupidité? La théorie exacte de la balance commerciale et de la balance des comptes serait-elle réellement le signe sous lequel nous vaincrons dans la lutte pour le retour au libéralisme?

La solution de cette énigme ne serait-elle pas plutôt dans le

(Ristow)

fait qu'il ne s'agit nullement d'une question purement économique, et que, par suite, il est tout à fait inutile de prôner sans cesse les avantages économiques d'un système qu'on en est venu à détester, tout comme il serait inopérant de vanter le confort moderne d'une installation urbaine à qui ne s'accommoderait que de la vie à la campagne.

Dans nos discussions précédentes, nous nous sommes cantonnés dans le plan économique comme si l'institution sociale eût rempli toute sa tâche lorsque tous les hommes sont occupés et reçoivent, pour un temps de travail modéré, un revenu suffisant.

C'est oublier que l'homme ne vit pas seulement de pain, qu'il est conduit par le souci d'obtenir et de conserver une situation sociale qui n'est pas simplement proportionnelle au niveau du revenu et inversement proportionnelle à la durée du temps de travail. C'est ainsi que le paysan est à l'ordinaire plus satisfait de sa situation sociale que l'ouvrier, en dépit d'un temps de travail beaucoup plus long et d'un revenu dont la valeur en argent est beaucoup plus faible. Car, en dépit de ces désavantages, le paysan jouit de la satisfaction psychologique d'être son propre maître sur son propre sol, sol dont il a hérité et qu'en mourant il laissera à ses descendants; il vit au milieu de sa famille, en étroite communauté de travail avec elle; il est maître de l'emploi de sa force de travail et de son temps de travail; il n'est soumis à aucune contrainte étrangère; il est près du sol, lié à la nature, et son travail lui est intelligible, et peut être embrassé d'un coup d'œil.

En partant d'un tel point de vue, il apparaît que la tâche économico-sociale la plus importante est de donner à l'économie une forme telle qu'elle fournisse au plus grand nombre possible d'hommes non le revenu le plus élevé possible, mais une situation vitale aussi satisfaisante que possible. Justement, le libéralisme (et encore plus le socialisme) était en général très éloigné de poser le problème de cette façon. Le conservatisme avait souvent plus de compréhension pour cet important aspect des choses, mais il a discrédiété cette manière de voir par l'abus qui en a été fait comme cheval de renfort d'une politique d'intérêts égoïstes sans scrupules.

Le point de vue économique est insuffisant pour apprécier la situation vitale. L'homme est un être naturellement social, si bien que, pour sa vie et pour l'appréciation de la vie qu'il mène, l'insertion sociale est décisive. C'est pourquoi il est nécessaire,

The ideal  
Vital situation  
of  
the farmer  
(see critique  
on p. 89)  
& Ristow p. 90

22

Vital situation

22

mais nullement suffisant, qu'il se trouve, en règle générale, parmi ses égaux. Même dans la communauté la plus petite et la plus étroite de deux êtres humains, dans le mariage, il existe aux deux limites le mariage heureux et le mariage malheureux : le mariage heureux est caractérisé par la cohabitation volontaire, l'harmonie, la bonne intelligence, la communauté des conceptions, des idéaux et des buts; le mariage malheureux réside dans la carence de tout cela et se maintient par une contrainte extérieure. Et, entre ces deux cas limités, il existe, comme degré intermédiaire, le froid mariage de raison, dans lequel on reste ensemble plus ou moins volontairement, mais avec indifférence et mauvaise humeur. Il en est de même pour la société et la communauté nationale. Ce « grand mariage » aussi peut être heureux ou malheureux; il peut être maintenu par la sympathie, la raison ou la contrainte.

Les deux conditions sociologiques essentielles à la perfection, à la santé et au bonheur du grand comme du petit mariage sont l'unité et la liberté. Tandis que la liberté, la spontanéité, l'adhésion joyeuse et volontaire, venant du fond de l'être lui-même, est une qualité des relations sociales qui n'a pas besoin d'autre commentaire, il en va autrement de l'unité. Déjà dans le « petit » mariage, l'unité n'a pas une structure aussi simple et aussi évidente que cela peut sembler. Les lois structurelles de l'unité dans le « grand mariage » ont encore plus besoin d'être spécifiées. Ici vaut, en général, le principe de la hiérarchie, de la construction pyramidale, et cette exigence devient d'autant plus importante que la communauté dont il s'agit est plus grande, que la division du travail est plus poussée, c'est-à-dire que le niveau culturel est plus élevé.

Dans le développement des peuples occidentaux, l'exigence d'unité et la construction hiérarchique qu'elle implique furent réalisées jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle dans l'État et dans la société comme dans la religion, les mœurs, etc. Mais cette réalisation avait un caractère entièrement féodal, seigneurial; elle était en contradiction avec l'autre exigence fondamentale, celle de la liberté. Telle est la raison des révolutions des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles contre le régime féodal. C'est là qu'est l'origine du libéralisme, mais aussi de l'erreur néfaste qui a entraîné sa fausse position. Au lieu, notamment, de remplacer l'échelonnement artificiel et forcé de la seigneurie féodale par l'échelonnement volontaire et naturel

(Rustow)

(Attise)

hiarchical  
social struc-  
ture necessary  
in diversified  
society

But, feudal  
order was a  
bad hierarchy,  
based on coercition

(Ristow)

Equality alone  
is not enough

80

## COLLOQUE LIPPMANN

de la hiérarchie, on jeta le bon et le mauvais, on nia le principe de l'échelonnement en général et l'on mit à sa place l'idéal, faux et erroné, de l'égalité, et l'idéal, partiel et insuffisant, de la fraternité; car, dans la petite comme dans la grande famille, plus important que le rapport de frère à frère est le rapport de parents à enfants, assurant la suite des générations qui maintient le courant de la tradition culturelle.

L'effet d'une telle négation du principe structurel interne et naturel de l'unité, fut de briser et de décomposer l'unité elle-même à la longue. Il s'ensuivit, à un degré toujours plus inquiétant, ces symptômes pathologiques que sont la délapidation des héritages et l'atomisation de la société.

Ces tendances générales à la dissolution dans le domaine du social et du spirituel se rencontrèrent d'une façon fatale avec un développement tout à fait spécial dans le domaine économique. La découverte géniale de l'automatisme de l'économie du marché est née au XVIII<sup>e</sup> siècle de la sécularisation d'une croyance d'origine théologique, remontant, par delà le Portique, à Héraclite, en la raison divine du monde, invisible et inconnue, agissant derrière le dos des intéressés comme une loi naturelle, raisonnable et salutaire. Par suite de la survivance de cette croyance théologique, on considéra les lois du marché (d'après l'équation *deus sive natura*) comme des lois naturelles et divines, auxquelles on conféra la même dignité et la même universalité que celles des mathématiques. En leur présence, l'homme n'avait rien d'autre à faire qu'à écarter les obstacles artificiels que l'imprévoyance et la stupidité des hommes avaient opposés à leur bienfaisant fonctionnement.

"Theological"  
aspect of econ.  
liberalism

Market economy  
needs the  
"strong & inde-  
pendent State"

Le fait que l'économie du marché repose, comme nous le savons aujourd'hui, sur des conditions institutionnelles tout à fait précises, créées et maintenues volontairement par les hommes, et qu'elle ne peut fonctionner sans frottement et avec efficacité que si un État fort et indépendant assure l'observation exacte de ces conditions, ce fait fondamental, ainsi que ses conséquences pratiques d'une importance décisive, a été complètement masqué par l'erreur théologico-rationnelle sur la nature des lois du marché. Cela a conduit, dans deux directions, à des conséquences fatales.

1.)

La coïncidence de l'intérêt particulier égoïste et de l'intérêt général, que le libéralisme a découverte et proclamée avec enthousiasme comme étant le mystère de l'économie du marché, ne vaut

(Rustow)

que dans les limites de la libre concurrence des prestations, et, par conséquent, que dans la mesure où l'État, chargé de la police du marché, veille à ce que les agents économiques observent exactement ces limites. Mais comme l'État de l'époque libérale a de plus en plus manqué des connaissances et de la force nécessaires pour remplir cette fonction, ces limites critiques ont été de plus en plus dépassées; l'économie a dégénéré et elle a engendré ces phénomènes pathologiques dont elle n'est pas encore remise aujourd'hui.

Cette dégénérescence de l'économie, en contradiction flagrante avec les prophéties optimistes des théoriciens du libéralisme, a été la conséquence la plus visible, mais non la plus grave, de cette erreur. Les conséquences sociologiques ont été encore plus dévastatrices.

Du point de vue sociologique, le mécanisme du marché repose sur le fait que les joueurs se conduisent à la table du jeu du marché en *homines œconomici*, c'est-à-dire en respectant les règles purement rationnelles du jeu de la concurrence. Ce qui fait l'essence particulière de l'économie du marché, c'est qu'au sein de son domaine toutes les relations irrationnelles, spontanées, humaines, entre les intéressés sont éliminées — contrairement à ce qui se passait dans les organisations confraternelles, reposant sur des fondements religieux et éthiques, de l'économie corporative du moyen âge. Par suite, le marché est devenu un domaine d'atomisation, d'où est absente toute intégration vitale. Le fonctionnement du système économique n'en subit pas de préjudice, il en dépend plutôt. Ce qui, sociologiquement, apparaît comme une absence d'intégration, apparaît, du point de vue de l'économie du marché, comme une libération des frottements et des freinages extra-économiques.

C'est de là que provient, sociologiquement, l'exigence d'une compensation : afin de pouvoir relâcher, sans dommages pour l'ensemble du corps social, le lien d'intégration en certains endroits, ce lien doit être d'autant renforcé ailleurs; en particulier, les domaines de la désintégration techniquement déterminée doivent être d'autant plus sûrement et plus solidement limités et bornés : tel est l'aspect sociologique de la nécessité, que nous avons justifiée tout à l'heure, d'une sévère police du marché par l'État.

Cependant, c'est exactement le contraire qui s'est produit. Au lieu de l'intégration supplémentaire, nécessaire à titre de compensation, s'est développée, en dehors même du marché, une désin-

{ loaded  
in the a-pri-  
ori value-  
judgements }

2.)

(cf. Max Weber)

{ Very interesting  
sociological view  
of market economy }

(Ristow)

82

COLLOQUE LIPPMANN

? how ?

the core  
of Ristow's  
thought  
1933-1963  
(see also p. 65)

the Nazi Party  
was not an  
"interest" group!  
Not  
the column or  
Fascist party

Unity more im-  
portant than free  
dom

Need for social  
integration

tégration générale. La structure atomique, qui ne pouvait être justifiée qu'à condition d'être limitée de la façon la plus sévère au domaine du marché, s'est étendue sans frein à l'organisme total. Tel a été le résultat de la pratique libérale; et, en même temps, telle a été la conséquence de certains aveuglements de la théorie libérale, par ailleurs exacte.

Le fait que l'on a méconnu et négligé la limitation nécessaire de la lutte des intérêts économiques par la police du marché, exercée par un État fort et indépendant, a rendu possible cette dissolution du peuple en une multiplicité de groupements d'intérêts qui ont lutté pour la prise du pouvoir politique comme pour un butin. Dès lors, le destin de la démocratie était prévisible. Tant qu'aucun de ces groupements d'intérêts n'a été assez fort pour conquérir l'État à lui seul, on a vu des coalitions destinées à conquérir en commun le pouvoir avec promesse d'une répartition proportionnelle du butin entre les associés de cette société à responsabilité limitée. On a vu apparaître les manifestations typiques du pluralisme politique. Mais dès qu'un groupement a été assez fort pour conquérir à lui seul le pouvoir ou pour pouvoir ultérieurement éliminer des associés plus faibles, l'État pluraliste, à plusieurs partis, s'est transformé en un État totalitaire avec un parti unique.

Ainsi, au cours des dernières décades, par suite d'une méintelligence de la liberté, s'est perdue l'unité naturelle de la société hiérarchiquement intégrée.

L'homme a besoin de liberté et d'unité comme il a besoin de manger et de boire. Mais, de même qu'il peut vivre plus longtemps, s'il le faut, sans manger que sans boire; de même, il peut évidemment vivre plus longtemps sans liberté que sans unité. Il a vécu sans liberté pendant des millénaires. Il n'a pas pu tenir deux siècles sans unité.

Manque d'intégration, soif d'intégration, tel fut le mal social le plus grave de la période d'après-guerre, et l'on sait comment ceux qui ont soif se jettent même sur les flaques d'eau les plus malpropres.

Mais le manque d'intégration ne peut être compensé ni par des élévarions de salaires, ni par des limitations du temps de travail; au contraire, les unes et les autres en font prendre une conscience encore plus aiguë. Là est la raison essentielle pour laquelle la classe ouvrière occidentale, en dépit d'une amélioration cons-

(Rustow)

tante de sa situation matérielle, loin d'être plus satisfaite, a été plus mécontente.

En résumé, la grande crise dans laquelle nous nous trouvons n'est pas, par son essence, une crise économique, mais une crise vitale en général et une crise d'intégration en particulier. Ses manifestations économiques ne sont que les symptômes secondaires d'une maladie plus profonde du corps social. Le libéralisme a eu la direction de cette évolution et il a conduit le monde dans la crise actuelle. Mais la faute n'en revient pas à sa théorie de l'économie de marché qui, pour l'essentiel, était et est au contraire exacte. La faute en revient plutôt à l'insuffisance de ses conceptions sociologiques. Le libéralisme a méconnu et négligé, malheureusement, le rôle central des besoins vitaux irrationnels, et, en particulier, celui du besoin d'intégration de l'homme. Il est vrai qu'il a raison lorsqu'il affirme que la violence, la contrainte et l'absence de liberté décomposent aussi la vie sociale. Mais il ne suffit pas de les éliminer. La vie sociale est soumise à une abondance de lois structurelles immanentes dont les exigences doivent être remplies si la vie sociale doit se dérouler sainement et naturellement, et si elle doit garantir aux hommes la satisfaction vitale nécessaire. Si, dans l'intérêt de la productivité optima de la collectivité et de l'indépendance maxima de l'individu, on organise l'économie de ce corps social d'après les règles de l'économie du marché, il reste à satisfaire des besoins d'intégration nouveaux et accrus. C'est parce que le libéralisme n'a pas assez connu ces lois, c'est parce qu'il n'a pas suffisamment satisfait ces besoins, qu'il a échoué politiquement et économiquement. Aujourd'hui, sur la base de cet échec, nous sommes en grand péril de voir rejeter par-dessus bord tout ce qu'il y a de positif et de valable dans le libéralisme, pour retomber dans le despotisme et dans l'adoration de la force de l'époque pré-libérale.

En face de cet état de choses, il est nécessaire de rénover le libéralisme, de pallier ses erreurs graves, de remplir les lacunes néfastes qui ont conduit à sa catastrophe.

C'est le grand mérite de Walter Lippmann, dans son livre, et, d'une façon encore plus explicite, ici, dans son discours d'ouverture, d'avoir justifié cette nécessité et d'avoir amorcé ce travail.

M. POLANYI. — Les mouvements populaires qui ont abouti à la destruction du libéralisme et des valeurs humaines qui s'y

Economic  
crisis second-  
ary to social  
crisis

The failure of  
liberalism  
was, not in  
the economic,  
but in the  
social sphere:  
it disintegrated  
society [2,2]

Hommage to  
Lippmann

Polanyi

(Polanyi)

trouvent rattachées sont dus à un manque de compréhension des principes économiques auxquels on a substitué la conviction passionnée de la nécessité de réglementer la vie économique par la force. C'est ce qu'a établi avec autorité M. Rueff, de même que M. Detœuf; c'est également ce qu'impliquaient les remarques d'un certain nombre des participants du colloque. Le recours à la raison est répudié et l'esprit s'abandonne à des idées fixes qu'on lui inculque avec une violence barbare. On vit dans un état de dérangement mental. Si l'on cherche les origines de ce dérangement mental, on doit remonter aux principes mêmes de la théorie utilitaire pour y découvrir une conception fondamentalement erronée des conditions biologiques de la satisfaction. La théorie utilitaire prétend que la satisfaction des besoins conduit au contentement. Je soutiens que ceci est faux; que même les animaux supérieurs ne sont en aucune façon toujours satisfaits par une nourriture suffisante, mais qu'ils ont encore besoin de comprendre le mécanisme de leur condition vitale. Ceci, bien entendu, est encore plus vrai des êtres humains.

En voici un exemple : on fait une expérience avec trois séries de rats que l'on se propose d'alimenter en donnant, à la première, une certaine quantité d'aliments chaque jour; à la seconde, la même quantité tous les deux jours; à la troisième, cette même quantité toujours, mais tous les trois jours seulement. Tous prospèrent admirablement, les rats riches, les rats « classe moyenne » et les pauvres. Mais si l'on alimente une quatrième série de rats à intervalles irréguliers de un à trois jours, on voit ces rats déperir. Ils déperissent parce que leur organisme est plongé dans un état de confusion, que leurs réflexes digestifs sont disloqués : ils meurent de désordre.

Le comportement d'animaux plus évolués, tels que des chiens, se rapproche de notre problème humain. Je me réfère aux expériences de Pavlov qui rendirent des chiens fous. Pavlov dressa un chien à s'attendre à recevoir de la nourriture; ce chien sécrétait du suc gastrique lorsqu'un cercle lumineux apparaissait sur un écran. Il le dressa à ne pas attendre de nourriture et à s'abstenir de manifester des signes d'appétit lorsqu'une ellipse aplatie apparaissait sur l'écran. Une fois que le chien eut bien complètement appris cette leçon, Pavlov entreprit de le dresser à distinguer le cercle d'une série d'ellipses de moins en moins aplatis, c'est-à-dire approchant de plus en plus de la forme

(Polanyi)

circulaire. Il continua de la sorte avec succès, rendant le symbole « nourriture » et « pas de nourriture » de plus en plus difficile à distinguer. A un certain point, toutefois, le chien devint incertain dans son choix. Mais Pavlov essaya de l'éduquer au delà de cette limite et continua l'expérience pendant trois mois. Le résultat toutefois ne fut pas une amélioration du dressage du chien, mais un effondrement complet de son pouvoir discriminateur. Il avait, en fait, perdu même le plus élémentaire sens commun, étant devenu incapable de distinguer même l'ellipse la plus plate du cercle. En même temps, il présentait des signes de désordre général, de docile devenant impatient et violent, mordant ses liens et en proie à de sauvages convulsions. Bref, comme le déclara Pavlov, il tomba dans un état de psychose aiguë.

Il n'est pas sûr que ce récit soit exact, mais il illustre bien la théorie de Polanyi sur le déclin du libéralisme. Ce chien perdit son contrôle lorsque ses facultés de compréhension se trouvèrent surmenées : il lui était devenu trop difficile de distinguer entre le signe annonçant la nourriture et ceux qui en annonçaient la privation. Sa satisfaction se trouvait détruite non pas par manque de nourriture, mais par ce que Pavlov décrit comme un conflit entre l'excitation et l'inhibition, conflit trop difficile à résoudre pour son cerveau.

La détresse du chien est hors du domaine d'application des principes utilitaires ; il en est de même je crois, de la détresse de notre époque. Je pense que le dérangement mental qui menace notre civilisation vient d'un état de perplexité permanente : une perplexité renforcée par ses propres conséquences mentales, du fait qu'avec la perte de la compréhension des phénomènes économiques du monde actuel, les actions de la société deviennent de plus en plus confuses à ses propres yeux, en même temps que son esprit devient de plus en plus sujet à des troubles violents.

Les perplexités provoquées par les phénomènes économiques actuels proviennent en général de ce que beaucoup d'interventions offrant ou semblant offrir des avantages immédiats locaux et momentanés déclanchent des incidences qui s'étendent au reste de la vie économique, ces incidences contrecarrant et annihilant les effets heureux qu'on avait escomptés de l'intervention originelle.

Je mentionnerai seulement trois phénomènes sans lesquels le national-socialisme allemand n'aurait probablement jamais pris corps. Ce sont les réparations, l'inflation du mark et le chômage durant la grande dépression. Tous trois impliquent des réactions dans le système économique qui sont incompréhensibles à la

plupart des gens. Et, j'en suis fermement convaincu, ce ne sont pas les souffrances effectives que comportaient ces trois phénomènes, mais essentiellement leur nature angoissante et exaspérante qui a provoqué les violentes réactions auxquelles nous avons assisté.

Un conflit encore plus profond se présente sur le plan moral entre la conception personnelle et l'aspect social de l'activité économique du monde libéral. La production des biens destinés au marché est mise par « la main invisible » proverbiale au service de la communauté. Mais la main est invisible. On ne voit que l'activité de l'individu qui est, de toute évidence, orientée seulement vers l'intérêt personnel. L'individu ne sent même pas qu'il est utile à qui que ce soit. Il ne sait pas non plus où se trouve la frontière entre une activité personnelle sociale dans ses effets et une activité anti-sociale. Il est frustré de son sens social; il est plongé dans la perplexité en ce qui concerne l'étendue de ses devoirs sociaux.

Un grand nombre de critiques les plus influents du système libéral se sont élevés contre cette faiblesse spirituelle. Morris, Carlyle, Ruskin et Tawney en Angleterre, Burckhardt, Paul Ernst et beaucoup d'autres en Allemagne ont rejeté la coopération humaine par « cash-nexus ». L'attaque de Marx contre le féthichisme des produits et son idéal de production pour les besoins au lieu d'une production pour le marché exprime le même motif tout-puissant.

La planification centralisée des états totalitaires simplifie la vie économique. Elle tend à remplacer un mécanisme déroutant et multiple par la réglementation. Alors que les résultats économiques de cet acte de violence se traduisent par une balance déficitaire, les avantages spirituels acquis sont immenses. En Russie, comme en Allemagne, la coopération économique a été élevée à un but social conscient. C'est par ce moyen que ces régimes maintiennent leur emprise sur leurs populations, qu'ils leur font sentir que, malgré la perte de leurs libertés, ils vivent une vie plus noble que les gens qui ne sont guidés dans leur vie quotidienne que par un intérêt personnel aveugle.

Les totalitaires ont donné à leur peuple la conscience économique en détruisant la liberté. Le libéralisme devrait assurer la conscience économique par la lumière. Il faut que le peuple soit mis au courant du fonctionnement de la vie économique. Un ensei-

gnement économique créerait une puissance populaire permettant de s'attaquer aux maux auxquels on peut remédier et permettrait aux gens de reconnaître qu'il est impossible de remédier facilement à toutes les frictions et injustices économiques. Mais par-dessus tout, l'enseignement économique déchirera le nuage qui actuellement cache « la main invisible » et ouvrira aux yeux du peuple la grande coopération représentée par la vie du marché où ils participent sans aucune conscience morale du rôle qu'ils y jouent.

M. ROUGIER. — Je voudrais ajouter une remarque à celles de M. Polanyi sur l'insuffisance de la théorie psychologique, trop rationaliste et intellectualiste, qu'impliquent les principes de la philosophie utilitaire.

Rouquier

Un élève de Pavlov, W. Drabovitch, a écrit un livre intitulé : *La fragilité de la liberté et la séduction des dictatures* (Mercure de France). Dans ce livre, il utilise une étude intéressante de Pavlov sur la perte de l'instinct de liberté chez les animaux sauvages. Pavlov eut l'idée de soumettre ces animaux à un régime de sous-alimentation ; ils ont perdu leur instinct de liberté et sont devenus passifs. Il en fut de même des masses sous-alimentées d'après-guerre. Elles ont perdu l'instinct de la liberté pour la recherche de la sécurité. Elles sont devenues amorphes, grégaires et passives. Elles se sont données à qui leur a promis une cantine et un uniforme. Plus une économie est libérale, plus elle exalte l'individualisme, la fierté personnelle, plus elle supprime l'instinct d'encaissement. Le régime de la liberté, c'est le régime de l'abondance.

M. MARLIO. — Il y a là un côté psychologique qui a été analysé d'une façon exacte.

Marlio

Il n'y a pas que l'instinct naturel de l'homme sous-alimenté qui, pourvu qu'on lui assure qu'il ne mourra pas de faim, est prêt à sacrifier sa liberté. Il y a aussi le fait que, dans les régimes totalitaires, les masses sous-alimentées s'abandonnent complètement au dictateur en qui elles placent leur dernier espoir et qui les persuade qu'il les mène vers le bonheur.

En Russie, j'ai vu à quel point la population, presque à l'état de bêtes, acceptait facilement ce régime. J'ai vu des masses de 200 à 300 personnes faire la queue pendant cinq à six heures pour avoir le droit d'acheter une paire de semelles ou un morceau de pain. Quand on les interrogeait, ces gens vous répondaient : « Cela

ne va pas très bien, certes, mais il y a l'avenir; et puis, on nous dit que cela va très bien! » Ils n'étaient pas très mécontents. Par contre, les ouvriers, les ingénieurs, trouvaient la situation épouvantable.

Ce que dit M. Rougier est exact. Celui qui se sent diminué préfère sacrifier la richesse à la sécurité. Or, pour être assuré, il faut avoir un assureur qui ne peut être qu'un régime totalitaire agissant par contrainte ou par persuasion.

*Mises  
économiques  
expliquées  
en ayant l'Europe  
Chutée de l'Asie  
Déjol 193-94)*

M. MISES. — On ne saurait contester, je pense, que le mécontentement qui a poussé les masses dans divers pays à adhérer aux partis ayant institué ou visant à instituer des dictatures totalitaires était motivé par leur situation économique. Nul ne songera évidemment à nier que les marxistes aient promis aux masses populaires, avant tout, une élévation du niveau de vie. On peut en dire tout autant des partis anti-marxistes. Ceux-ci promettent également à leurs partisans l'amélioration, en premier lieu, des conditions économiques d'existence. Ils diront par exemple à leurs adhérents : « Ce sont les conditions imposées par les Traité de Paix qui sont à l'origine de votre misère. Nous devons conquérir des territoires possédant des ressources en matières premières. Notre devoir est de lutter contre le capitalisme occidental qui nous exploite. Nous sommes des nations prolétaires, alors que d'autres peuples possèdent plus que ce qui leur revient. » En affirmant par exemple que « les canons leur sont plus indispensables que le beurre », ils sous-entendent : les canons nous permettront de conquérir les moyens de réaliser par la suite un état de bien-être supérieur. S'ils exigent des sacrifices de leurs compatriotes, ils considèrent que ces sacrifices n'auront qu'une portée provisoire et se trouveront largement compensés, par la suite, grâce aux résultats d'une politique de ce genre.

Seuls des littérateurs et des théoriciens prônent l'idéal d'une vie de pauvreté. Les démagogues font toujours miroiter aux yeux des masses une amélioration de leurs conditions d'existence.

Je ne contesterais point qu'il existe d'autres causes encore de mécontentement que les causes strictement économiques. J'en suis même convaincu. Il existe ainsi, dans les milieux des officiers, des fonctionnaires de l'Etat et des professions libérales une certaine aigreur motivée par l'ascension sociale de la classe ouvrière et par la démocratisation progressive de l'existence qui a amené

la disparition des anciennes distinctions sociales hiérarchisées. Les femmes appartenant à ces milieux se plaignent, tout particulièrement, de ce que les classes sociales inférieures aient perdu le sens du respect et de la soumission à l'autorité. Des émigrés, appartenant aux classes moyennes des pays de l'Europe centrale et orientale et qui, après s'être établis aux États-Unis d'Amérique ou dans les Dominions britanniques, y ont acquis une situation bien supérieure, au point de vue économique, à celle qu'ils auraient pu espérer atteindre dans leurs pays d'origine, regrettent souvent, avec une certaine nostalgie, les priviléges sociaux dont ils avaient joui dans ces derniers pays. Ils jouissent d'un bien-être économique manifeste, mais se sentent quelque peu déchus, du fait que le milieu dans lequel ils vivent n'admet pas leurs prétentions à une situation sociale supérieure et privilégiée.

Je ne nierai pas davantage que les masses ont un certain penchant pour la cruauté, la vindicte et même le sadisme. Les dirigeants des États totalitaires ont su parfaitement saisir cet aspect de leur psychologie, et ils s'efforcent, par leur politique, de satisfaire les instincts ataviques de cette nature.

Il importe néanmoins de faire nettement ressortir qu'on ne saurait, en faisant état de ces facteurs et d'autres analogues, trouver une justification plausible de la politique anti-libérale. Le nivelingement dont on se plaint provient précisément de ce que les priviléges de certains groupes sociaux ont été abolis.

On ne saurait voir autre chose qu'un simple préjugé romantique dans l'affirmation selon laquelle les hommes auraient eu plus de joie au travail dans l'époque pré-capitaliste que n'en ont les ouvriers des industries modernes. Je crois que M. Rüstow sacrifie lui aussi à l'esprit romantique quand il prétend que le paysan est plus satisfait que l'ouvrier. Un fait indéniable est que, dans les cent dernières années, de nombreux millions d'hommes ont abandonné les occupations agricoles pour le travail industriel, ce qui ne saurait à coup sûr être considéré comme une preuve de la satisfaction plus grande que leur aurait procuré l'activité agricole.

Je doute que les masses populaires soient, en Russie, aussi heureuses que le croit M. Polanyi. Si elles se sentaient néanmoins satisfaites, en dépit de conditions d'existence misérables, ce ne serait point parce qu'on leur a inculqué la conviction que seuls les régimes totalitaires travaillent pour le bien commun. On les

(Mises)

Referring to p. 78

See Rüstow's  
article

p. 90 %

(Mises)

a complètement isolées du reste du monde et on a su leur communiquer avec succès la croyance qu'elles sont, au point de vue économique, dans une situation plus favorable que celle des ouvriers « exploités » de la société capitaliste. J'ai eu l'occasion de constater, il y a quelques années, l'étonnement sans bornes dont firent preuve les membres d'une commission d'études soviétiques envoyés dans les pays d'Occident — et qui possédaient par ailleurs un niveau intellectuel très élevé et étaient familiarisés avec la culture européenne — lorsqu'ils découvrirent que les masses populaires de Vienne, de Berlin et de Paris vivaient dans ces conditions incomparablement supérieures à celles qui prévalaient à Moscou et à Leningrad. Ces hommes cultivés et connaissant les langues européennes s'étaient imaginé, eux aussi, que le sort des ouvriers était en Russie meilleur que partout ailleurs dans le monde!

Rüstow

Landflucht:  
au niveau tic  
attachement to  
farmers, but  
simple seen fact.

See p. 89(§ p. 78)

Rüstow shows [2]  
that farmers

M. Rüstow. — Ce que l'on appelle d'une façon erronée la « désertion des campagnes », c'est-à-dire le passage à l'industrie de main-d'œuvre provenant de l'agriculture, — passage déterminé par le progrès technique — ne peut se réaliser d'après les lois du marché que lorsqu'apparaît, au détriment de l'agriculture, une différence de niveau entre le revenu du travail dans l'industrie et le revenu du travail dans l'agriculture; ceci entraînant un courant de main-d'œuvre du revenu le plus bas vers le revenu le plus haut. La seule question qui se pose est celle-ci : quelle doit être l'importance de la différence (le « seuil ») pour provoquer l'émigration? Sur ce point, l'expérience révèle en Allemagne et dans d'autres pays que la différence calculée sur la base de la valeur en argent du salaire ouvrier, pour un même temps de travail, doit en règle générale prendre une importance étonnante avant d'aboutir à l'abandon d'une situation paysanne au profit d'un travail à la ville. Certes, la plupart des « déserteurs des campagnes » ne sont nullement des paysans, mais des ouvriers agricoles ou des fils de paysans en surnombre et sans perspective d'avenir dans leur propre ferme; cependant, même pour eux, le « seuil » est encore très élevé. Par conséquent, l'allusion polémique de M. von Mises à la désertion des campagnes ne m'atteint pas. Car l'importance que doit prendre ce seuil, le manque à gagner constitué par la différence entre la valeur en argent du revenu du travail paysan et la valeur en argent du revenu du travail de

(Rusow)  
gote factory only  
when differential  
is very high.

l'ouvrier d'usine, avant qu'apparaisse la « désertion des campagnes », montre justement à quel point le paysan estime les avantages non monétaires de sa situation vitale et les désavantages monétaires qu'il est prêt à supporter en compensation.

Par ailleurs, lorsque M. von Hayek doute de ce que l'échelle d'estimation des valeurs vitales défendue par moi soit conciliable avec la position du libéralisme traditionnel, il a certainement raison. C'est justement là un des points essentiels pour lesquels mes amis et moi considérons comme indispensable une transformation, qui soit une rénovation, de la prise de position libérale traditionnelle.

Si je vois, en outre, dans le besoin vital d'intégration, jusqu'à insuffisamment satisfait, une raison essentielle du succès du national-socialisme et du fascisme, cela ne veut évidemment pas dire que je considère comme justifiée et comme digne d'éloges la manière dont ce besoin fondé se trouve maintenant satisfait. Seulement je pense que l'on n'a aucune chance de réussir contre ce mouvement si l'on ne discerne et ne reconnaît le besoin qui est à sa base et si l'on n'a pas à offrir un meilleur moyen de le satisfaire.

Tout bien considéré, il est indéniable qu'ici, dans notre cercle, deux points de vue différents sont représentés.

Les uns ne trouvent rien d'essentiel à critiquer ou à changer au libéralisme traditionnel, tel qu'il fut et tel qu'il est, abstraction faite, naturellement, des adaptations et des développements courants qui vont de soi. A leur avis, la responsabilité de tout le malheur incombe exclusivement au côté opposé, à ceux qui, par stupidité ou par méchanceté, ou par un mélange des deux, ne peuvent ou ne veulent pas apercevoir et observer les vérités salutaires du libéralisme.

Nous autres, nous cherchons la responsabilité du déclin du libéralisme dans le libéralisme lui-même; et, par conséquent, nous cherchons l'issue dans un renouvellement fondamental du libéralisme.

Pour justifier d'une façon positive ce second point de vue, je dois renvoyer ce que j'ai dit et, surtout, aux excellents développements de M. Lippmann.

Ici, je voudrais seulement attirer l'attention sur le fait que si les représentants inébranlables du vieux libéralisme avaient raison, les perspectives pratiques seraient presque désespérées. Car

Acknowledges  
difference  
between Old-  
liberal &  
Neo-liberal

(Rustow) 92

COLLOQUE LIPPmann

il ne semble réellement pas que le vieux libéralisme ait gagné en force de persuasion et en séduction ou que les développements, si sagaces soient-ils, de ses représentants aient la moindre possibilité d'exercer un mouvement de conversion dans le camp du bolchévisme, du fascisme et du national-socialisme. S'ils n'ont pas écouté Moïse et les prophètes — Adam Smith et Ricardo — comment croiront-ils M. von Mises?

Rustow's  
optimism  
&  
activism!

Si, par contre, la responsabilité, et, par conséquent, l'*onus reformandi* se trouvent en premier lieu de notre côté, alors les perspectives sont beaucoup moins sombres. Car il ne dépend que de nous de nous occuper de nos affaires, personne ne pourra nous en empêcher. De quelle manière un libéralisme complètement renouvelé, tel que nous l'envisageons, agira-t-il sur les systèmes économico-politiques? Cela demande au moins encore d'être mis à l'épreuve, cela au moins n'est pas encore résolu d'une façon négative. Et, pour le reste, tout dépendra essentiellement de la manière dont nous ferons notre travail.

Condliffe

M. CONDLIFFE. — Ceux qui sont ici sont convaincus que la philosophie libérale est la meilleure; mais ils ne peuvent être d'accord si l'on se borne à une apologie d'un système économique révolu. Ce système a produit certains avantages; mais on ne peut conserver un système qui a provoqué des maux tels que les taudis londoniens, les grands groupements financiers, etc... Il en est de même de l'expansion du crédit. Les charges d'intérêt fixe nées de la guerre sont insupportables pour les masses. Elles ont été imposées par des gens qui n'ont pas eu à en supporter de sacrifices et ce sont les consommateurs qui en subissent les conséquences.

Il faudra réduire les monopoles, rétablir l'égalité des classes, notamment dans l'enseignement.

Tant que le public aura l'impression que la main invisible qui actionne le système est celle d'individus qui n'agissent que pour leur propre intérêt, on ne pourra pas maintenir le système. Il est nécessaire de rendre clair et compréhensible à la masse le rôle social du système, c'est-à-dire comment le travail doit contribuer à l'enrichissement de tous.

Marjolin

M. MARJOLIN. — Dans les discussions qui précédent, on a souvent opposé le libéralisme, en tant que vue rationnelle du monde, aux idéologies conçues comme des manifestations du sentiment

les  
com  
mille  
social  
popula

et de la passion. Cette manière de voir nous semble radicalement fausse. Le libéralisme ne se justifie pas rationnellement, pas plus que le communisme ou le fascisme. Comme eux, c'est une idéologie. Le problème est de déterminer les conditions d'apparition et de survie de l'idéologie libérale, de rechercher notamment si cette idéologie n'était pas nécessairement condamnée à disparaître.

Il ne faut pas, comme Marx le croyait, expliquer la décadence du libéralisme par le développement endogène du système capitaliste, tout au moins si l'on n'entend par cette dernière expression qu'un certain mécanisme économique. Mais si l'on admet que la libération des échanges a donné naissance à la grande industrie et la grande industrie à un prolétariat industriel nombreux, on peut concevoir parallèlement à la dialectique de développement du système économique, une dialectique sociale, une dialectique des classes. Quand le prolétariat eut acquis une puissance suffisante pour peser d'une façon décisive sur l'État, le libéralisme était condamné.

Les crises ne sont peut-être pas inévitables, mais il était inévitable que le prolétariat exerçât une influence sur le Gouvernement.

Rien ne servirait, dans une discussion sur les vertus du libéralisme, d'objecter à un ouvrier qu'étant donné la répartition de la richesse et des revenus, ce régime réalise le maximum d'utilité. La répartition de la richesse et de revenus entre les individus est un phénomène irrationnel, purement historique, que l'on ne pourra jamais faire accepter à ceux qui sont dans les classes inférieures, aussi longtemps, du moins, qu'ils n'auront pas conscience que cette répartition est effectuée en fonction de critères qu'ils approuvent.

M. CASTILLEJO. — Un pays ne peut pas être qualifié de bon ou de mauvais parce qu'il est libéral ou totalitaire. Il ne faut pas perdre de vue le fait qu'un pays peut passer soudainement de la liberté à la dictature (Ex : l'Espagne).

Ni le libéralisme, ni la démocratie, ne sont le résultat d'une volonté consciente de la totalité ou de la majorité des individus, mais plutôt le produit de divers éléments.

L'origine de la situation présente n'est pas une origine économique. Par exemple, en Espagne, la révolution a été la consé-

*Castillejo*

quence d'une démocratie sans fondement solide. La démocratie est un phénomène qui n'a jamais existé que sur un soubassement d'idées qui ne peut être facilement ébranlé : un ordre économique et un ordre juridique. L'ordre juridique a été jugé le fruit suivant les époques :

- 1<sup>o</sup> de la volonté divine;
- 2<sup>o</sup> de la raison;
- 3<sup>o</sup> de l'âme du peuple (Savigny);
- 4<sup>o</sup> d'une forme logique (Kant et Stammler).

Toutes ces solutions comportaient un élément invariable ou ébranlable, et un autre, susceptible de variation, de croissance et d'adaptation.

Mais, sous l'influence des idées démocratiques, on a dit que la majorité était souveraine, et que la loi et l'ordre juridique n'étaient que l'expression de la volonté du peuple à chaque instant libre de toute restriction. Cela a ruiné le système juridique sur lequel la démocratie était fondée. En Espagne, on a dit : « puisque nous sommes maîtres, changeons les lois afin de pouvoir distribuer les richesses » — « entre les masses », sous les gouvernements socialistes, et « entre les privilégiés », sous les gouvernements réactionnaires. Les plus redoutables démagogues n'étaient pas ceux aux plus bas salaires, mais ceux qui avaient vécu une vie plus confortable et qui avaient une certaine culture. Ils se rendaient compte de la situation et disaient : « Nous sommes les souverains. »

Le totalitarisme n'a été que la forme donnée à la révolution par la minorité dirigeante pour satisfaire le peuple et en faire l'instrument d'une certaine ambition ou d'un certain idéal. Mais tout totalitarisme a une tendance à la liberté, car, du totalitarisme on ne peut pas passer à la démocratie. Pour en sortir il faut commencer par un régime de liberté sans démocratie. L'attitude des hommes de science ne doit pas être de blâmer les États totalitaires, puisqu'ils le sont en réalité malgré eux; mais plutôt d'ouvrir les voies, de donner les possibilités de leur transformation en États libéraux. Il sera difficile aux pays démocratiques d'éviter une forme ou l'autre de totalitarisme, encore que celui de la France ne puisse être semblable à celui de l'Allemagne et de la Russie, car il y a des différences de tempérament. Tout ce que nous pouvons faire, c'est d'accélérer l'évolution et d'en atténuer les dégâts.

M. ROUGIER. — Le mot de *démocratie* renferme une terrible équivoque. Il y a deux conceptions de la *démocratie*. La première est l'idée de la *démocratie libérale* fondée sur la limitation des pouvoirs de l'État, le respect des droits de l'individu et du citoyen, la subordination du pouvoir législatif et exécutif à une instance juridique supérieure. La seconde est l'idée de la *démocratie socialisante* fondée sur la notion de la souveraineté populaire. La première procède des théoriciens du droit des gens, des publicistes protestants, des déclarations américaines et françaises et affirme le principe de la souveraineté de l'individu; la seconde procède de Rousseau et affirme le principe de la souveraineté de la masse. La seconde est la négation de la première. Elle aboutit fatallement à la démagogie, et, par la démagogie, à l'État totalitaire. Lorsque les masses, grâce à l'instruction obligatoire, ont compris que, par le mécanisme du suffrage universel, fondé sur la loi du nombre, elles peuvent, étant le nombre, s'emparer du pouvoir de l'État, elles se donnent au parti qui les mène à l'assaut des pouvoirs publics et elles substituent, au problème de la production des richesses, l'exigence de leur distribution immédiate entre les classes les moins pourvues. L'État sombre dans l'appauvrissement et l'anarchie, et on ne peut l'en tirer en apparence qu'en recourant à un gouvernement dictatorial. Les meilleurs pourvoyeurs des États totalitaires, ce sont les démagogues socialistes.

M. CASTILLEJO. — La *démocratie* doit se construire grâce au concours :

- 1<sup>o</sup> de la volonté du peuple qui exprime ses besoins;
- 2<sup>o</sup> de la méthode technique qui s'inspire de la science et détermine les moyens de réaliser les fins poursuivies;
- 3<sup>o</sup> de la justice, qui garantit la défense de l'individu contre toute force et tout arbitre.

Mais, il faut séparer ces trois facteurs. Si on réunit la justice et la volonté populaire, on aboutit à la justice du peuple de l'Espagne révolutionnaire, qui conduit à la suppression de tout droit et de toute justice, exactement comme la justice d'un dictateur. La justice du peuple est une volonté de puissance, alors que le droit et la jurisprudence, œuvre des législateurs et des juristes, sont l'art de régler la coexistence des volontés en conflit.

Quand le peuple se croit souverain et qu'il estime que tout ira

Rouquier

Castillejo

bien parce qu'il pourra tout faire, le principe essentiel de l'ordre libéral est détruit.

Sur le plan économique on peut dire que la masse (peuple souverain) s'imagine qu'on peut résoudre le problème de production par la répartition des richesses. C'est le cas de la réforme agraire en Andalousie. On a mêlé un problème technique et économique à une question politique. Il s'agissait d'obtenir une plus abondante production, mais d'une autre part, on voulait exproprier les grands propriétaires pour satisfaire les aspirations populaires. Les deux buts ne coïncidaient pas toujours. Il y avait des terres stériles et des terres fertiles et d'autres qu'il fallait irriguer; on avait besoin de capitaux. La question n'a pas été traitée sur le plan de la production, mais sur le plan de la répartition, d'où un résultat déplorable.

2.  
Ce qui semble dangereux c'est l'incompréhension qu'en manifestent les masses. C'est sur les masses qu'il faut agir. Comment le faire à moins que l'élite agisse sur elles? Une éducation scientifique et un idéal moral ~~dans~~ les minorités dirigeantes donneraient la solution; mais comment l'atteindre? Voilà le problème!

Baudin

M. BAUDIN. — Je voudrais faire le point en dégageant les traits communs des interventions de ceux qui ont pris la parole, depuis ce matin, ma seule ambition étant de déblayer le terrain, sans tirer de conclusion.

Dans son très intéressant exposé, M. Rüstow a remarqué que le bonheur dépendait moins de l'importance des revenus que de la situation sociale et en a donné pour preuve que le paysan était plus satisfait que l'ouvrier. M. Mises a objecté que le fait de l'exode rural infirmait cette proposition. Ces deux points de vue ne sont pas inconciliables, semble-t-il : il suffit de nuancer l'affirmation de M. Rüstow en parlant de situation sociale « supposée » ou « suggérée » et non réelle. Pour le paysan qui jouit effectivement de plus de liberté que l'ouvrier, la vie de celui-ci est entourée d'une auréole. D'une manière générale, je me range à l'opinion de M. Marlio : une propagande, une publicité mensongère ou véridique, suffit à donner à la situation sociale son caractère heureux ou malheureux. Les États totalitaires persuadent aux individus qu'ils sont heureux, les socialistes ont persuadé aux ouvriers vivant dans des pays capitalistes que leur situation est misérable. Tous les hommes sont Russes à cet égard.

D'autre part il est certain, comme l'a affirmé M. Rüstow, que les hommes cherchent l'unité. Mais il ne faudrait pas créer d'équivoque sur ce mot. Le besoin d'unité n'exige pas l'uniformité, la controverse entre Platon et Aristote est toujours actuelle! Si l'on donne au mot d'unité son exacte expression, qui est non pas nivellement, mais complémentarité, nous devons comprendre que le système d'équilibre libéral fournit l'unité. Quand les individus cherchent le coude à coude, ce n'est pas le désir d'unité qui les pousse: c'est l'esprit d'imitation, caractéristique de la masse. Ainsi s'explique, à notre sentiment, cette idée que l'unité est compatible seulement avec la dictature. L'unité à laquelle on se réfère, en parlant ainsi, est la conception simpliste de l'unité-uniformité.

J'arrive à l'intervention de M. Condliffe qui a attiré l'attention sur les abus du libéralisme. Sans doute, il y en a eu, mais la présence d'abus ne suffit pas à condamner un système. Toute création humaine peut être source d'abus, aucune n'est parfaite parce que l'homme est imparfait.

Il est évident qu'on ne peut pas davantage condamner le libéralisme sous prétexte qu'il manque de base morale. Le libéralisme exige la morale comme tout autre système qui ne comporte pas une étroite dictature. Étant un régime de contrats, il implique le respect des engagements. Le dilemme est inévitable: ou morale, ou contrainte. Si l'on n'admet pas un minimum de moralité, il ne faut plus parler de l'individu comme tel, il faut instituer la tyrannie. Certes, ce minimum de moralité n'existe pas toujours. Raison de plus pour tenter de l'obtenir; c'est question d'éducation du public. Presque tout est à faire dans ce domaine. La crise américaine de 1929-1930 nous a révélé combien était immense l'absence de cette éducation à cette époque. La masse aujourd'hui doit être moralisée si on veut que le libéralisme puisse fonctionner.

M. Marjolin, de son côté, a signalé que la répartition des individus dans les classes de la société est un fait historique, mais irrationnel. Sans doute, les ouvriers ont souffert jadis de cette répartition, les épargnants et petits bourgeois en souffrent aujourd'hui. Mais il ne faut pas croire que les victimes cherchent à rectifier des injustices; ils cherchent le plus souvent à en créer d'autres à leur profit. Nous le constatons aujourd'hui en France. D'une part, les ouvriers réclament le nivellement des salaires au détriment de ceux d'entre eux qui sont qualifiés; d'autre part, ils

s'opposent à ce nivellation dès qu'il s'agit des femmes et des enfants qu'ils entendent maintenir dans un état d'infériorité. Ceux qui ont eu à surarbitrer des conflits le savent. Bien mieux, de criantes inégalités apparaissent entre les ouvriers des usines nationalisées et ceux des autres entreprises.

Enfin nous confirmons pleinement les appréciations de M. Castillojo. La démocratie, se croyant souveraine, s'imagine pouvoir transformer à sa guise l'économie en modifiant le régime juridique. Elle transpose ainsi sur le plan de la répartition ce qui appartient au plan de la production. Un exemple typique nous est fourni par la réforme agraire de 1932 en Andalousie. Le gouvernement espagnol a cru qu'il suffisait d'exproprier des terres et de les répartir entre les habitants pour accroître la richesse générale. Or, la plupart des terres restées incultes étaient stériles. Il aurait fallu commencer par irriguer le sol, instruire les habitants, leur fournir un outillage, leur ouvrir des crédits etc. Le résultat de la réforme a été un mécontentement général. L'anarchie s'est développée en Andalousie d'une manière inquiétante, prélude d'autres événements plus graves dont nous sommes aujourd'hui les témoins.

## VI

### L'AGENDA DU LIBÉRALISME

(Séance du mardi ~~30~~ août, matin).

M. ROUGIER. — L'ordre du jour appelle l'agenda des remèdes au déclin du libéralisme tirés de l'analyse de ses causes. Il est temps de passer la parole à l'auteur de l'ouvrage la *Cité Libre*, qui est en discussion, à Walter Lippmann.

Rougier

M. LIPPmann. — Les discussions qui ont eu lieu m'encouragent. La question à l'ordre du jour, aujourd'hui, est l'Agenda du Libéralisme.

Lippmann

Il s'agit de formuler certaines propositions théoriques permettant le retour au libéralisme. Il semble que les courants idéologiques libéraux qui se sont succédé depuis soixante-dix ans aient pêché par ignorance et impuissance, puisque les solutions proposées par les libéraux de cette époque n'ont réussi à satisfaire ni les masses, ni les élites. Il faut poser comme exigence fondamentale la nécessité de renouveler le libéralisme de façon à en faire une doctrine nouvelle, capable de fournir des questions et des réponses susceptibles de satisfaire tout le monde. Voici, dans ce sens, ce que me paraît aussi être l'agenda du libéralisme.

1<sup>o</sup> Le libéralisme économique admet comme postulat fondamental que seul le mécanisme des prix fonctionnant sur des marchés libres permet d'obtenir une organisation de la production susceptible de faire le meilleur usage des moyens de production et de conduire à la satisfaction maxima des désirs des hommes, tels que ceux-ci les éprouvent réellement et non tels qu'une autorité centrale prétend les établir en leur nom.

2<sup>o</sup> Mais les positions d'équilibre qui s'établissent sur les marchés sont affectées, et peuvent être déterminées d'une manière décisive par les lois sur la propriété, les contrats, les groupements,

"Agenda"  
(Compare there  
with Baudin,  
*L'âme d'un  
nouveau libéral*,  
1<sup>re</sup> éd., p. 150  
& pp. 150-60.)

associations et personnes morales collectives, les brevets d'invention, la faillite, la monnaie, les banques et le système fiscal.

Comme ces lois sont la création de l'État, c'est à l'État qu'incombe la responsabilité de déterminer le régime juridique qui sert de cadre au libre développement des activités économiques.

*3<sup>e</sup>* Le libéralisme politique tient pour un postulat essentiel que le régime juridique doit être décidé en vertu d'une procédure préétablie, impliquant l'élaboration de la loi au cours d'un débat représentatif. Les solutions appliquées à des cas particuliers doivent résulter de normes générales, elles-mêmes préalablement établies.

*4<sup>e</sup>* La détermination du régime légal constitue la méthode libérale de contrôle social. L'objectif du régime juridique est d'assurer le maximum d'utilité de la production sous les réserves que peuvent déterminer d'autres fins sociales. Ces fins doivent être choisies par la procédure démocratique, et si elles ne tendent pas au maximum d'utilité, le système libéral exige que le choix d'autres fins soit conscient.

*5<sup>e</sup>* L'organisation de la production d'après les principes libéraux n'exclut pas l'affectation à des fins d'ordre collectif d'une partie du revenu national distraite de la consommation individuelle. Un État libéral peut et doit percevoir par l'impôt une partie du revenu national et en consacrer le montant au financement collectif de :

- 1<sup>e</sup> La défense nationale
- 2<sup>e</sup> Les assurances sociales
- 3<sup>e</sup> Les Services sociaux
- 4<sup>e</sup> L'enseignement
- 5<sup>e</sup> La recherche scientifique.

*6<sup>e</sup>* Ainsi donc, quoique le libéralisme ait pour postulat fondamental la régularisation de la production par le mécanisme des prix sur le marché, le régime que nous souhaitons reconnaît :

A. — Que les prix du marché sont affectés par le régime de la propriété et des contrats.

B. — Que l'utilité maxima est un bien social, mais n'est pas nécessairement le seul qui doive être recherché.

C. — Que, même lorsque la production est régie par le mécanisme des prix, les sacrifices qu'implique le fonctionnement du

système peuvent être mis à la charge de la collectivité. En ce cas, le transfert doit être fait non par des méthodes indirectes, mais en pleine lumière, et le sacrifice demandé à la collectivité doit être expressément et consciemment consenti.

L'intervention en ce cas doit agir sur les causes de la situation que l'on veut corriger et non donner à l'État le moyen de modifier arbitrairement les situations individuelles.

Le système ainsi exposé, c'est la thèse centrale de M. Rueff sur le mécanisme des prix comme principe régulateur. Mais, au delà de ce système, il y a deux autres domaines qui doivent être examinés.

Un domaine en deçà : celui sur le régime légal (lois sur la monnaie, les banques, etc...), où l'on doit trouver les remèdes aux maux tels que les monopoles partiels ou totaux, la concentration des entreprises, etc...

Au delà des prix, il y a un système de principes que ne peuvent pas nier les libéraux, concernant la façon dont doivent être dépen-sés les premiers revenus nationaux. Les problèmes présentés par M. Rüstow doivent recevoir leur solution.

M. RUEFF. — Ces débats aboutissent à une conclusion de grande importance. Je souscris pleinement au texte de M. Lippmann. Il jette les bases d'une politique que, pour ma part, je qualifie de politique libérale de gauche, parce qu'elle tend à donner aux classes les plus démunies le plus de bien-être possible. C'est à ce titre que je me rallie sans réserve aux idées de M. Lippmann.

M. MARLIO. — A) J'apporte mon adhésion complète, sans réserve, à la déclaration économique rédigée en des termes excellents.

Comme le dit M. Lippmann, pour le moment et en première ligne, il ne s'agit pas de construire le monde ni même un pays parti-culier, car dans chaque pays il y a des situations différentes et parce que c'est une tâche qui ne nous appartient pas. Je crois que c'est une sagesse d'essayer de définir, d'une façon aussi brève et aussi concentrée, ce que peuvent être les éléments d'une doc-trine; ensuite il s'agit d'en faire une application, soit générale, soit partielle, soit internationale, soit nationale.

Les résultats des travaux de la réunion peuvent être doubles :  
1<sup>o</sup> dégager une doctrine;

Rueff

Marlio

(Marlio)

2<sup>e</sup> discuter sur tel ou tel point pour voir ce qu'on peut faire dans tel ou tel cas. Je considère comme opportun que nous nous pronions pour ou contre. Nous ne devons pas nous tromper nous-mêmes.

B) Je suis d'accord avec M. Rueff, mais je ne voudrais pas qu'on employât l'expression « libéralisme de gauche » car cela ne me paraît pas juste et je pense qu'il y a, à l'heure actuelle, à peu près les mêmes vues à gauche qu'à droite. Ensuite, cela donnerait l'impression que nous défendons la cause d'un parti politique.

cf. pp. 31 & 33

J'aimerais mieux qu'on appellât cette doctrine « libéralisme positif », « libéralisme social » ou « néo-libéralisme », mais pas le mot de gauche qui indique une position politique. La couleur politique ne doit pas intervenir.

Auboin

M. AUBOIN. — Les nationalismes économiques qui ont brisé les mécanismes financiers ont eu pour résultat de rendre encore plus nécessaire la coopération internationale. Avant la guerre, cette coopération était plus implicite. La coopération internationale est insuffisante parce qu'elle ne fait que recommander ce qu'on accuse.

Il y a dans ce courant d'idées quelque chose de très intéressant qui vient du fait que les idées totalitaires sont maintenant en application dans plusieurs pays; ce ne sont plus des systèmes purement théoriques dont on peut parler. Il faut obliger les gens qui se font des illusions à discuter des choses telles qu'elles sont. Il faut montrer que, dans un pays démocratique, on ne peut avoir un système autoritaire. Il faut montrer que cela est incompatible, montrer aussi qu'on ne peut s'arrêter en chemin. En effet, les régimes autoritaires se laissent entraîner : on commence toujours par faire un contrôle des changes en disant qu'on fait une chose de peu d'importance, puis, petit à petit, on arrive au totalitarisme.

Au point de vue de l'idée qu'il y a des mécanismes économiques plus efficaces les uns que les autres, on peut discuter avec n'importe qui, la question de savoir si tel ou tel procédé est plus économique que l'autre. Donc, c'est un très bon terrain. Le meilleur résultat n'est pas toujours obtenu par l'initiative individuelle ou par la formation libre des prix. On affaiblirait la thèse si on soutenait que *dans tous les cas* l'initiative personnelle fait mieux que l'Etat. Il faut être conscient de ce que l'on fait.

Le schéma de M. Lippmann permet de faire la part de ce qu'il y a de discutable et de ce qui peut répondre à des nécessités pratiques. Tel est le cas de l'augmentation du prix du blé et du prélevement d'un impôt sur l'essence. Faut-il donner 240 francs aux cultivateurs et prélever un impôt sur l'essence pour les payer?

M. MARLIO. — J'approuve.

M. ROPKE. — L'alternative qui se pose est de savoir si nous pouvons éviter un choix entre deux types de sociétés, l'une acceptant la formation libre des prix, et l'autre organisée sur une base autre que la concurrence.

Ce qu'il faut, c'est :

1<sup>o</sup> découvrir par quel critérium on peut déterminer le secteur d'où la concurrence peut être évincée.

2<sup>o</sup> s'attendre à ce que ce nouveau type de libéralisme soit attaqué par les anciens libéraux.

Il ne faut pas commettre l'erreur d'accepter l'existence du prolétariat comme un fait dans la société. Quels sont les principes que nous devons adopter? Dans quelle mesure sera-t-il possible de faire accepter ces nouveaux principes par le public? Ce sont des problèmes à résoudre.

M. CASTILLEJO. — Je suis d'accord avec M. Lippmann.

Il semble que nous tenions le point central : l'intervention de l'État dans toute la vie sociale. Je pense que l'intervention de l'État ne peut être qualifiée *à priori*, ni de bonne, ni de mauvaise, car il faudrait trouver une règle pour faire la discrimination. Le régime libéral avec intervention de l'État, tel qu'il existe en Angleterre, est possible si cette intervention semble indispensable et est faite par des moyens qui respectent l'ordre juridique et rendent la transformation que l'on a en vue insensible et graduelle. Ce n'est pas là une question de quantité d'interventions, mais la source d'une série de problèmes. Dans tel et tel cas,

1<sup>o</sup> l'intervention est-elle nécessaire ou non?

2<sup>o</sup> va-t-elle atteindre son but?

3<sup>o</sup> va-t-elle produire un mal plus grand que celui qu'elle prétend guérir?

4<sup>o</sup> va-t-elle être faite par l'organe qualifié, suivant le principe libéral et par la méthode juste? C'est cela qu'il faut déterminer.

Röphé

|||  
|||

Gastillejo

Les Romains avaient posé ce principe : « une loi ne pourra jamais être appliquée par celui qui la propose ». Il faudrait essayer de déterminer les limites et le caractère qualitatif des modes d'intervention de l'État. Sa quantité ne peut être fixée d'avance.

*Heilperin*

M. HEILPERIN. — Je félicite M. Lippmann pour son *agenda*. Les formules sont des plus heureuses.

Walter Lippmann a raison de donner le mécanisme des prix et du marché comme agent directeur de toute économie libérale. Il précise ensuite la nécessité d'un cadre juridique établi par l'État : aussi longtemps que l'État se borne à régler le cadre de la vie économique et n'entrave pas le fonctionnement du mécanisme des prix et du marché, il ne se passe rien qui soit contraire au libéralisme. Ceci donne un critère très objectif et facile à établir. On peut discuter s'il y a parfaite concurrence ou non, si le mécanisme des prix joue ou non, et s'il peut jouer. Il est très important d'avoir comme principe de l'activité de l'État et du législateur une formule rigoureuse et établie en tout état de cause. C'est le mérite capital de cette formule.

Ne pourrait-il pas amplifier le point suivant : Dans son livre il nous donne une version du rapport qu'il y a entre les lois économiques et la réalité économique. Voici : « Les lois économiques et l'économie scientifique montrent le chemin, elles montrent de quelle manière l'harmonie pourrait se manifester dans les différents facteurs. » Leur application aboutit à une formule d'équilibre. Si les lois économiques peuvent sortir des formules générales, il faut trouver quelles sont les entraves au fonctionnement du régime. Ainsi les monopoles forment une entrave qui ne résulte pas forcément de la concentration industrielle. La mobilité du travail pourrait être rétablie par l'instruction. Si dans nos résolutions finales nous pouvons mettre en avant le mécanisme des prix et leur rôle économique, nous pourrons arriver à une solution.

*Condliffe*

M. CONDLIFFE. — Je ne suis attaché à aucun système économique particulier, parce que les besoins fondamentaux de l'individu ne sont pas identifiables à un système particulier de la société.

J'aurais voulu trouver dans l'exposé de M. Lippmann certains autres points plus constructifs, notamment en ce qui concerne les pouvoirs de l'État et la légalité des droits individuels.

Je me demande si les déclarations faites aujourd'hui n'auraient pas dû être faites il y a une quinzaine d'années. Je me demande s'il n'est pas déjà trop tard. Il ne faut pas sous-estimer le degré de ressentiment social des individus qui se rendent compte qu'ils n'ont pas la place qu'ils devraient avoir dans la société.

Quand j'ai parlé de ce problème en Angleterre, j'ai observé un certain ressentiment et l'argument qui fut soulevé contre ce nouveau libéralisme fut qu'il aurait pour effet de rejeter toutes réformes réelles.

M. HAYEK. — Le ressentiment social augmente dans le peuple au fur et à mesure qu'il se rend compte que la situation économique des différentes classes est due à une direction consciente et déterminée d'un organisme politique, et dépend des individus qui prennent les décisions. C'est très visible en Allemagne. Ainsi, à Vienne, on m'a déclaré que du moment qu'il était visible que la politique économique pouvait avoir un effet capital et décisif sur la situation des individus, il était juste d'avoir pris des sanctions contre les juifs qui étaient une des classes les plus aisées de la population. S'ils étaient plus aisés, cela venait d'une mauvaise politique du gouvernement présent. Il était donc naturel qu'un gouvernement prenne une mesure contraire pour remettre les choses en place.

Hayek

M. RÜSTOW. — Dans le plan Lippmann, il y a des formules, dont chacune cache tout une foule de problèmes. Par exemple :

1<sup>o</sup> « C'est à l'État qu'incombe la responsabilité... » Mais à quel État? L'État démocratique dans sa structure actuelle peut-il supporter cette responsabilité d'une façon efficace?

2<sup>o</sup> « L'utilité maxima n'est pas nécessairement le seul bien social qui doive être recherché. » Mais quels sont les autres?

3<sup>o</sup> « La production est régie par le mécanisme des prix », mais pas la société. Alors, quel est le principe qui régit la société ou qui devrait la régir?

Si l'on avait essayé de répondre à ces questions, il aurait été difficile sans doute de se mettre d'accord. Cela prouve encore une fois la prudence extrême avec laquelle la résolution est formulée.

M. LIPPmann. — La remarque pessimiste de M. Condliffe sur nos débats trop tardifs peut-être s'applique à l'Angleterre mais

Rüstow

Lippmann

pas aux États-Unis, surtout si on considère qu'au cours même des mesures prises par le N. D. et le N. R. A., on a étudié dans quelle mesure on pourrait s'opposer au nouveau régime.

*Marlio*

M. MARLIO. — Pour répondre à M. Condliffe, je ne pense pas que notre décision soit trop tardive, car il y a beaucoup de pays qui sont en train de se demander où ils vont aller. C'est le cas de la France. Je crois qu'une croisade libérale entreprise il y a cinquante ans n'aurait abouti à rien, car elle se serait heurtée au désir de toutes les masses qui pouvaient espérer une prospérité plus grande par le jeu de systèmes économiques différents et opposés. Il en est tout autrement lorsqu'on a pu voir fonctionner, dans la réalité, des systèmes qui étaient restés dans le mythe, et qu'on a pu juger les résultats qu'ils pouvaient donner. Exemple : le marxisme. La plus grande faiblesse du marxisme, c'est qu'il existe. Or, il y a cinquante ans, il n'existe pas.

J'ai suivi de très près l'expérience russe et j'ai vu pendant quelques années un progrès dans l'économie russe; puis le progrès s'est arrêté et il a disparu et s'est transformé en bureaucratie avec différenciation de classes plus grande que dans le régime libéral.

Il n'y a pas de système économique parfait. Il faut savoir quel est le meilleur et le moins mauvais. En ce moment, nous disons d'un système qu'il est bon par comparaison avec d'autres systèmes, et notre position est plus forte maintenant qu'il y a cinquante ans.

Pour ce manifeste, si nous encourons quelques critiques, cela nous est égal. Nous ne faisons pas de politique mais de la science et nous cherchons à dégager dans quelles directions il serait préférable que les États mènent leur économie. C'est aux États de nous écouter ou non. Le bien fondé de notre doctrine sera probablement d'autant mieux établi que nous serons attaqués des deux côtés. Je crois que notre action vient en son temps.

*Rueff*

M. RUEFF. — C'est une question politique et non pas scientifique que nous avons discutée : celle des règles auxquelles doit être soumise l'action des gouvernements.

## VII

### LES PROBLÈMES THÉORIQUES ET PRATIQUES DU RETOUR DU LIBÉRALISME

(Séance du mardi 30 août 1938, après-midi).

M. ROUGIER. — La dernière séance a marqué notre accord. Le schisme que je redoutai de voir se produire s'est transformé en harmonie. Nous pouvons donc passer aux résolutions pratiques.

Je crois que nous sommes tous d'accord sur le principe de la création d'un *Centre international d'études pour la Rénovation du Libéralisme*. Ce centre tiendra des séances d'études, des séances plénières, des colloques internationaux. Je vous proposerai, à la fin de cette séance, d'en confier l'organisation à une commission. Notre tâche est, pour l'instant, d'établir la liste des problèmes théoriques et pratiques que nous aurons à étudier pour parvenir à définir le plus vite possible la position du libéralisme rénové sur la base de l'agenda proposé par Walter Lippmann. Pour ma part, je n'en vois pas de plus urgents que les suivants :

1<sup>o</sup> Formes d'intervention des pouvoirs publics compatibles avec le mécanisme des prix.

2<sup>o</sup> L'économie de guerre : la prévention, la préparation et la conduite de la guerre excluent-elles l'économie libérale. La guerre totale implique-t-elle l'État totalitaire?

3<sup>o</sup> L'État libéral. Conditions qu'il doit remplir? Quelles doivent être les réformes de structure des démocraties existantes pour se muer en États vraiment libéraux? Quelles disciplines provisoires les États libéraux doivent-ils s'imposer en présence des États totalitaires?

4<sup>o</sup> Politique économique des États libéraux entre eux. Organisation d'une société des nations pratiquant entre elles une économie libérale.

5<sup>o</sup> Problèmes de la coexistence des économies libérales et des

Rouquier

107

économies totalitaires. Politique économique et psychologique des États libéraux à l'égard des États totalitaires.

6<sup>e</sup> Problèmes de la réadaptation d'un monde tendu vers la guerre à un monde tendu vers la paix. Résorption des économies totalitaires.

7<sup>e</sup> Le problème de l'éducation libérale des élites et des masses. Adversaires de droite et de gauche du libéralisme.

*Castillejo*

M. CASTILLEJO. — Le problème juridique de l'État domine tous les autres et fait appel à toutes les sciences politiques, sociales et économiques. Pour l'aborder, il faudrait distribuer le travail entre plusieurs rapporteurs. Un autre problème est celui de la révolution. Une révolution n'est pas toujours un acte de force, et tout acte de force ne peut être qualifié de révolution. L'essentiel d'une révolution, c'est le changement politique qui nie l'État juridique antérieur. L'État libéral ne peut pas être révolutionnaire. Il doit être fondé sur la continuité des engagements juridiques. Un État qui proclame ne pas vouloir payer ses dettes fait une révolution plus grave que les émeutes qui renversent un gouvernement.

Le propre de l'État libéral est que l'État est responsable et subordonné à des principes moraux. La solvabilité continue, économique, juridique et morale de l'État, voici le système libéral.

*Marlio*

M. MARLIO. — Les problèmes que pose la coexistence des démocraties et des États totalitaires ne sont pas moins importants. Dans un monde où existent encore quelques îlots de démocratie, qui n'ont pas abandonné le système libéral et le mécanisme des prix, mais dans lequel fonctionnent des économies totalitaires, quel doit être le rôle des gouvernements libéraux? Leur faut-il s'abstenir de mesures de rétorsion ou ne sont-ils pas amenés par l'existence d'autres États totalitaires à prendre des mesures contraires à celles qu'ils désireraient prendre s'ils étaient seuls?

Si un pays prend des mesures interdisant certaines choses, les pays qui sont touchés par ces mesures doivent-ils riposter?

Supposons, en second lieu, que le spectre de la guerre vienne à reculer; quelle serait la réadaptation d'un monde tendu vers la guerre, à un monde orienté vers la paix? Quelles en seraient les conséquences et quelle serait la voie vers laquelle il conviendrait d'orienter le mouvement libre des activités afin d'éviter des secou-

ses trop fortes, lorsqu'on passerait d'un régime outrancier à un régime normal?

M. RUEFF. — Nous nous trouvons devant un problème immédiat. Des réponses aux questions posées auraient une importance pratique très réelle.

Il y a entre nous une dose d'accord suffisante pour que des conclusions communes puissent être immédiatement dégagées.

Le problème essentiel, celui qui tient tous les autres en suspens, c'est celui de la délimitation des interventions admissibles, c'est-à-dire de celles qui ne sont pas incompatibles avec le mécanisme des prix. C'est le premier problème à aborder.

M. LIPPMANN. — La question la plus importante est celle des interventions nécessaires ou non.

M. MISES. — Il est, en effet, hors de doute que le problème principal à étudier sera celui des possibilités et des limites de l'interventionnisme. Il faut préparer ce colloque par l'élaboration d'un rapport sur la manière dont les économistes ont jusqu'ici envisagé la question.

M. Marlio a signalé un autre problème, celui des causes de la faillite de la Société des Nations. Il conviendrait d'étudier surtout de ce point de vue les facteurs de politique intérieure qui, dans les divers pays, ont influencé l'orientation de la politique extérieure dans un sens défavorable à la Société des Nations. Peut-être M. Mantoux pourrait-il présenter un rapport introductif sur ce problème.

M. ROUGIER. — Ces interventions montrent bien que nous avons dressé justement la liste des problèmes essentiels. Je propose qu'en janvier prochain nous abordions à Paris, avec M. Jacques Rueff pour rapporteur, le problème des modes d'intervention des pouvoirs publics compatibles avec le mécanisme des prix, car la solution de ce problème permet seule de fournir une définition de l'économie libérale, qui est celle du marché. Le problème de l'Etat libéral, qu'il ne faut pas confondre avec n'importe quelle forme de démocraties (il y a des démocraties libérales, des démocraties autoritaires, aristocratiques, démagogiques), pourrait faire l'objet du prochain colloque international, en juillet ou août 1939, à Paris.

? instead of ? a meeting about Internat'l Econ.  
This interpretation was organized by Röpke & financed by  
the Rockefeller Foundation for early Sept. 1939 in  
Geneva. Outbreak of WW II prevented the meetg.

Rueff

Lippmann

Mises  
amazing!!

Rouger

*Ces propositions sont adoptées.*

Maintenant, nous pouvons passer à des questions purement pratiques. Puisque nous sommes tous d'accord pour la création d'un centre d'études, je vous propose d'adopter la dénomination que me suggère M. Bourgeois :

*Centre international d'études pour la Rénovation du Libéralisme  
(C. I. R. L.).*

Comme siège social, je propose d'adopter une proposition de Louis Marlio :

*Siège social : Musée Social, 5 rue Las-Cases, Paris, VII<sup>e</sup>*

En ce qui concerne l'élaboration des statuts de ce centre, je vous propose d'en confier l'élaboration à une commission de six membres, ainsi constituée :

MM. L. Baudin,  
M. Bourgeois,  
Et. Mantoux,  
L. Marlio,  
L. Rougier,  
J. Rueff.

Cette commission sera, en outre, chargée d'organiser la section française du C. I. R. L.

Il me semble tout naturel de demander à

MM. Walter Lippmann,  
F. A. von Hayek,  
Wilhelm Röpke.

d'organiser les sections américaines, anglaises et suisses du centre.

*Ces diverses propositions sont adoptées à l'unanimité.*

Allocution finale de Walter Lippmann, qui dit son espoir dans les résultats du colloque.

Allocution finale de Louis Rougier qui remercie les congressistes.

Allocution finale de Louis Marlio qui remercie, au nom des congressistes, M. Lippmann dont la présence et le livre : *La Cité Libre* ont fourni la raison du Colloque, et M. Rougier, qui prit l'initiative de le réunir et de le mener à bien.

## TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS . . . . .	7
PROGRAMME DU COLLOQUE WALTER LIPPmann . . . . .	9
LISTE DES MEMBRES DU COLLOQUE WALTER LIPPmann . . . . .	11
OUVERTURE DU CONGRÈS : <i>les raisons du déclin et du retour au libéralisme</i> . . . . .	13
Allocution de L. Rougier . . . . .	13
Allocution de W. Lippmann . . . . .	20
Discussions . . . . .	29
I. — <i>Le déclin du libéralisme est-il dû à des causes endogènes?</i> . . . . .	35
II. — <i>Le libéralisme et l'économie de guerre.</i> . . . . .	47
III. — <i>Le libéralisme et le nationalisme économique.</i> . . . . .	57
IV. — <i>Le libéralisme et la question sociale.</i> . . . . .	67
V. — <i>Causes psychologiques et sociologiques, causes politiques et idéologiques du déclin du libéralisme.</i> . . . . .	77
VI. — <i>L'agenda du libéralisme.</i> . . . . .	99
VII. — <i>Les problèmes théoriques et pratiques du retour au libéralisme.</i> . . . . .	107